



RAPPORT FINANCIER ET ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AUDITES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Chiffres clés consolidés.....	2
Faits marquants	3
Rapport d'activité.....	5
Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe	10
Perspectives et Conclusion.....	13
Evènements postérieurs à la clôture	13
États financiers consolidés	15
Rapport des Commissaires aux comptes.....	115

Chiffres clés consolidés

En 2012, les principaux chiffres-clés du groupe Casino ont été les suivants :

Activités poursuivies en millions d'euros	2011	2012	Variation (%)	Variation organique ⁽¹⁾
Volume d'affaires commercial HT ⁽²⁾	50 930	52 342	+2,8%	
Chiffre d'affaires consolidé HT	34 361	41 971	+22,1%	+3,5%
Marge commerciale	8 954	10 844	+21,1%	
EBITDA ⁽³⁾	2 287	2 853	+24,7%	+2,8%
Dotations aux amortissements nettes	(739)	(851)		
Résultat opérationnel courant (ROC)	1 548	2 002	+29,3%	+3,0%
Autres produits et charges opérationnels	(157)	377		
Résultat financier, dont :	(404)	(499)	-23,4%	
Coût de l'endettement financier net	(472)	(519)	-9,9%	
Autres produits et charges financiers	68	20		
Résultat avant impôts	987	1 880	+90,5%	
Impôts sur les bénéfices	(228)	(323)		
Quote-part de résultats des entreprises associées	(7)	(21)		
Résultat net des activités poursuivies	751	1 535		
dont part du Groupe	577	1 065	+84,4%	
dont intérêts minoritaires	174	470		
Résultat net des activités abandonnées	(9)	(2)		
dont part du Groupe	(9)	(2)		
dont intérêts minoritaires	0	0		
Résultat net de l'ensemble consolidé	742	1 533		
dont part du Groupe	568	1 062	+87,1%	
dont intérêts minoritaires	174	470		
Résultat net normalisé, Part du Groupe ⁽⁴⁾	565	564	-0,2%	

(1) A périmètre comparable, taux de change constants et hors impact des cessions immobilières

(2) Le volume d'affaires commercial HT totalise le chiffre d'affaires, pris à 100%, des sociétés qui entrent dans le périmètre de consolidation du Groupe dont, notamment, les sociétés mises en équivalence. Il intègre également le chiffre d'affaires réalisé sous enseigne par l'activité franchise.

(3) EBITDA = ROC + dotations nettes aux amortissements opérationnels courants.

(4) Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie Principes Comptables de l'annexe annuelle aux comptes consolidés et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d'impôts non récurrents (cf. annexe).

Faits marquants

- Le **12 janvier 2012**, Casino a établi un programme d’American Depositary Receipt (« ADR ») sponsorisé de niveau 1 aux Etats-Unis. La Deutsche Bank est le dépositaire de ces ADR qui peuvent être échangés aux Etats-Unis sur le marché de gré à gré. Dans le cadre de ce programme, chaque action Casino est représentée par cinq ADR.
- Le **9 février 2012**, Mercialis a annoncé le lancement d’une nouvelle stratégie autour de la vision de « Foncière Commerçante ». Mercialis a également annoncé un remboursement d’apport à ses actionnaires et une nouvelle structure financière. Dans la lignée de sa nouvelle stratégie, Mercialis a procédé le **20 avril 2012** à une distribution exceptionnelle de ses réserves ainsi qu’au versement du solde de distribution au titre de l’exercice 2011 pour un montant global de 1 060 millions d’euros dont 532 millions d’euros reçus par le Groupe.
- Le **28 février 2012**, le Groupe Casino a acquis une participation minoritaire au capital de la société Monshowroom.com avec possibilité à terme de devenir majoritaire. Cette société, spécialisée dans la vente de prêt-à-porter et accessoires de mode multimarques sur internet, permet au Groupe de conforter sa position dans le secteur du commerce en ligne.
- Le **1^{er} mars 2012**, Casino a procédé avec succès à une émission obligataire de 600 millions d’euros et d’une maturité de 8 ans. Cette souche obligataire porte un coupon de 3,99% et a été largement sursouscrite par une base d’investisseurs diversifiée.
- Le **29 mars 2012**, Big C Thaïlande, filiale du groupe Casino, a annoncé avoir obtenu l’approbation de son Conseil d’administration sur une augmentation de capital par le placement privé d’un maximum de 23,6 millions d’actions représentant environ 2,9% du capital de Big C. Cette levée de capital s’inscrit dans le plan stratégique annoncé en octobre 2011 visant à renforcer le co-leadership de Big C en Thaïlande et en faire un acteur majeur dans la région. Le placement privé a été soumis au vote des actionnaires le 30 avril et a permis de dégager le 3 mai des ressources de 102 millions d’euros.
- Afin de préparer le changement de contrôle de GPA tel que prévu dans le pacte d’actionnaires de la société Wilkes, holding de contrôle de GPA, Casino a informé le **21 mars 2012** son partenaire Monsieur Abilio Diniz qu’elle entendait exercer sa faculté contractuelle de désigner le président du Conseil d’administration de Wilkes. L’assemblée générale extraordinaire de Wilkes s’est tenue le **22 juin 2012** à Sao Paulo. Elle a statué positivement sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de Président du Conseil d’administration de Wilkes. A la même date, l’assemblée générale extraordinaire de GPA a approuvé la nomination de Messieurs Eleazar de Carvalho Filho, Luiz Augusto de Castro Neves et Roberto Oliveira de Lima, administrateurs proposés par Casino. Ces nominations portent à huit le nombre d’administrateurs nommés par le Groupe. A l’issue de ces événements, le groupe Casino consolide GPA en intégration globale depuis le **2 juillet 2012**.
- Le **28 juin 2012**, dans le cadre du refinancement de l’acquisition de Carrefour Thaïlande, Big C Thaïlande a signé la mise en place d’un financement de 32 milliards de bahts (soit 802 millions d’euros) utilisé au 31 décembre 2012 à hauteur de 23 milliards de bahts (570 millions d’euros).
- Le **26 juillet 2012**, Casino et Groupe Galeries Lafayette ont conclu un protocole transactionnel portant sur la cession à Casino de la participation de 50% détenue par Groupe Galeries Lafayette dans Monoprix. L’opération doit avoir lieu d’ici au 30 octobre 2013, au prix de 1 175 millions d’euros, indexé à compter du 1^{er} avril 2013. Cette acquisition par Casino interviendrait après accord de l’Autorité de la concurrence. Monsieur Jean-Charles Naouri, Président-Directeur général de Casino, a été nommé administrateur de Monoprix lors de l’Assemblée

Générale tenue le jour même. Il en a été nommé Président-Directeur Général le **30 novembre 2012**, en remplacement de Monsieur Philippe Houzé. Le Conseil a également confirmé Stéphane Maquaire dans ses fonctions de Directeur Général Délégué.

- Le **30 juillet 2012**, Casino a annoncé le succès du placement d'une émission obligataire d'un montant de 650 millions d'euros et d'une maturité de 7 ans. Cette nouvelle souche obligataire porte un coupon de 3,157% et représente le coupon obligataire le plus bas jamais atteint par le Groupe.
- Le **23 août 2012**, le groupe Casino a annoncé avoir acquis un million d'actions à droit de vote de Wilkes, la holding de contrôle de GPA. Cette acquisition fait suite à l'exercice par la famille Diniz de sa première option de vente, tel que prévu dans les accords entre Casino et la famille Diniz.
- Le **7 janvier 2013**, Casino a notifié le projet de concentration auprès de l'Autorité de la concurrence. Compte tenu de l'absence de changement des accords liant Casino à Galeries Lafayette d'ici la sortie de cette dernière, Monoprix est resté consolidée par intégration proportionnelle dans les comptes 2012.

Rapport d'activité

- Le Groupe a vu en 2012 son profil de croissance renforcé par deux opérations transformantes : la prise de contrôle de GPA en juillet et l'accord signé avec les Galeries Lafayette en vue de l'acquisition de la participation de 50% détenue par les Galeries Lafayette au capital de Monoprix.
- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe progresse fortement de +22,1% en 2012. Les taux de change ont eu un impact défavorable de -1,6%. L'effet périmètre est positif de +20,3% sous l'effet de la consolidation par intégration globale de GPA.
- La France a connu une résistance de son chiffre d'affaires avec une quasi stabilité de ses ventes en organique hors calendaire, grâce aux formats de proximité.
- A l'International, la croissance organique des ventes (+8,5%) s'est poursuivie à un rythme soutenu et régulier sur l'ensemble des marchés du Groupe. La consolidation par intégration globale de GPA au début du second semestre 2012 a permis d'accroître significativement la contribution de l'International au chiffre d'affaires (56%) et au résultat opérationnel courant (66%) du Groupe.
- Le résultat opérationnel courant progresse fortement de +29,3%.
- La marge opérationnelle courante est en hausse de +26bp à 4,8% :
 - La marge opérationnelle de la France diminue de -28bp ;
 - La marge opérationnelle de l'International progresse de +48bp reflétant une hausse de la rentabilité au Brésil et en Colombie.
- Le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe s'élève à 1 065 millions d'euros, en hausse de +84,4%, et le résultat net normalisé part du Groupe ressort à 564 millions d'euros.
- Le ratio Dette Financière Nette / EBITDA est abaissé à 1,91x.

FRANCE

(44% du chiffre d'affaires HT et 34% du ROC consolidés du groupe Casino)

<i>en millions d'euros</i>	2011	2012	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT			
FRANCE	18 748	18 447	-1,6%
Casino France	12 365	12 158	-1,7%
Monoprix	1 973	2 010	+1,9%
Franprix-Leader Price	4 410	4 279	-3,0%
Résultat opérationnel courant (ROC)			
FRANCE	750	685	-8,6%
Casino France	458	400	-12,5%
Monoprix	128	122	-4,3%
Franprix-Leader Price	164	163	-0,8%
Marge opérationnelle courante			
FRANCE	4,0%	3,7%	-28bp
Casino France	3,7%	3,3%	-41bp
Monoprix	6,5%	6,1%	-39bp
Franprix-Leader Price	3,7%	3,8%	+8bp

Le chiffre d'affaires des activités françaises s'est élevé à 18 447 millions d'euros en 2012 contre 18 748 millions d'euros en 2011, en recul de -1,6% et de -0,8% en organique.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 685 millions d'euros, en baisse de -8,6% par rapport à 2011.

La marge opérationnelle courante s'établit à 3,7%, en baisse de -28bp par rapport à 2011.

Par format, on notera les points suivants :

- Les ventes de **Franprix-Leader Price** enregistrent un retrait de leurs ventes totales (-3,0%) à 4 279 millions d'euros (contre 4 410 millions d'euros en 2011).
 - Les ventes de Leader Price ont reculé de -0,8% sur l'année en organique hors effet calendaire. L'enseigne confirme ainsi son redressement grâce à des indices prix désormais repositionnés, une amélioration des gammes avec l'implication forte de Jean-Pierre Coffe et la poursuite des rénovations de magasins et de l'expansion : 18 magasins ont ainsi été ouverts sur l'année.
 - Franprix affiche un retrait de ses ventes de -1% en organique hors effet calendaire. Les marques propres ont été relancées en magasins avec notamment une augmentation du nombre de références Leader Price à moins d'un euro et des baisses ciblées de prix. Le parc de magasins a été remis à niveau et 39 magasins ont été ouverts en 2012.

La marge opérationnelle de Franprix-Leader Price s'établit à 3,8%, en hausse de +8bp par rapport à 2011. Ce résultat est conforme au plan de marche, grâce à la maîtrise des marges commerciales et à la forte réduction des coûts. La relance commerciale est un succès grâce au repositionnement des indices prix et aux rénovations de magasins. L'efficacité en magasins ainsi que la productivité logistique et des fonctions support ont été améliorées.

- Les ventes de **Monoprix** ont progressé de +1,7% en organique hors essence et calendaire, grâce à une bonne tenue de l'alimentaire. La croissance de l'activité textile a été supérieure au marché. L'expansion s'est également poursuivie sur tous les formats (Citymarchés, Monop', Naturalia...) avec l'ouverture de 36 magasins en 2012.

Au total, les ventes de Monoprix ressortent en hausse de +1,9% à 2 010 millions d'euros (vs. 1 973 millions d'euros en 2011). La marge opérationnelle de Monoprix se maintient à un niveau élevé à 6,1% grâce à la qualité du mix (alimentaire, parfumerie, textile, maison).

- **Casino France**

- Les ventes des hypermarchés **Géant Casino** s'établissent à 5 246 millions d'euros, en retrait de -7,7% en organique hors essence et calendaire.
Les activités non alimentaires sont en retrait du fait de la forte réduction des linéaires non alimentaires en 2012. En alimentaire, les indices prix en premiers prix et en marques de distributeur ont été réalignés à la fin du 3^{ème} trimestre.
Le déploiement de la dynamique multi-canal s'est poursuivi avec Cdiscount. Les ventes comparables non alimentaires cumulées (Géant + Cdiscount) ressortent en légère progression à 2,3 milliards d'euros (+0,6%).
- **Casino Supermarchés** enregistre en 2012 une année de croissance organique de ses ventes à +1,8% hors essence et calendaire, soutenue par l'ouverture de 7 magasins. Elles s'établissent à 3 687 millions d'euros contre 3 619 millions d'euros en 2011, soit une progression totale de +1,9%.
Les indices prix des premiers prix et des marques de distributeur ont été repositionnés à partir du 4^{ème} trimestre. Enfin, le déploiement de l'offre de produits locaux « Le Meilleur d'Ici » s'est poursuivi.
- Les ventes des **supérettes** marquent un léger repli (-0,6% en organique hors calendaire) à 1 480 millions d'euros contre 1 485 millions d'euros en 2011. L'offre (surfaces, mix de références...) a été redéfinie et un assortiment commun autour de la marque distributeur Casino a été mis en place. Le réseau a vu le nombre de points de retrait Cdiscount s'accroître fortement. L'expansion s'est poursuivie avec 422 magasins ouverts (dont 144 « Coop d'Alsace » qui ont rejoint le réseau). Enfin, 11 Casino Shopping et 77 Casino Shop sont ouverts à fin 2012.
- Les **autres activités**, qui incluent principalement Cdiscount, Mercialis et Casino Restauration, ont réalisé un chiffre d'affaires de 1 746 millions d'euros contre 1 638 millions d'euros en 2011, soit une hausse de +6,6% (+10,6% en organique). Cette hausse est portée par le très fort dynamisme de **Cdiscount** dont la croissance des ventes a atteint 16,3%. Le volume d'affaires total est en croissance de +22% sur l'année en incluant la marketplace, qui représente près de 10% du volume d'affaires total du site à fin décembre. Par ailleurs, les ventes se développent rapidement via les applications mobiles (smartphones et tablettes) : elles ont atteint 8% du chiffre d'affaires à la fin de l'année. Enfin, 3 000 points de retrait physiques Cdiscount étaient déployés à fin 2012 dans les différents magasins du Groupe en France.
- La marge opérationnelle de **Casino France** s'établit à 3,3%, en recul de -41bp. Des baisses de prix significatives ont été initiées au second semestre, financées par la réallocation des dépenses promotionnelles et marketing. Des plans ambitieux de baisse des coûts ont été mis en œuvre (magasins, IT, structures). Dans un contexte de baisse des ventes notamment en non alimentaire en hypermarchés, la marge s'inscrit au total en repli modéré.

INTERNATIONAL

(56% du chiffre d'affaires HT et 66% du ROC consolidés du groupe Casino)

en millions d'euros	2011	2012	Variation (%)	Variation organique ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires HT	15 613	23 524	+50,7%	+8,5%
Résultat opérationnel courant	798	1 316	+64,9%	+14,2%
Marge opérationnelle courante	5,1%	5,6%	+48bp	

(1) A périmètre comparable, taux de change constants et hors impact des cessions immobilières

Les **ventes** de l'International sont en hausse de +50,7% à 23 524 millions d'euros, bénéficiant de la consolidation par intégration globale de GPA à partir du second semestre 2012. L'effet périmètre a ainsi été positif de +45,7%. L'effet change a été défavorable de -3,5% sur l'année. Retraitée de ces effets, la **croissance organique** des ventes de l'International connaît une forte progression (+8,5%).

Le **résultat opérationnel courant** de l'International s'est établi à 1 316 millions d'euros contre 798 millions d'euros en 2011, en hausse de +64,9%.

La marge opérationnelle courante s'inscrit en hausse de +48bp à +5,6% traduisant la nette amélioration de la marge en Amérique Latine.

L'International a contribué à hauteur de 56% au chiffre d'affaires du Groupe et à hauteur de 66% au résultat opérationnel courant (contre une contribution de 45% au chiffre d'affaires et 52% au résultat opérationnel courant en 2011).

Amérique Latine

- Brésil (GPA consolidé par intégration proportionnelle, à hauteur de **40,3%** jusqu'au 1^{er} juillet 2012, puis par intégration globale à compter du 2 juillet 2012)

- Colombie

- Uruguay

- Argentine

en millions d'euros	2011	2012	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT	11 826	19 251	+62,8%
Résultat opérationnel courant	565	1 060	+87,7%
Marge opérationnelle courante	4,8%	5,5%	+73bp

Les ventes de l'Amérique Latine s'établissent à 19 251 millions d'euros contre 11 826 millions d'euros en 2011, en hausse de +62,8%.

L'effet change a été défavorable de -6,4%. L'effet périmètre est positif de +60,4% sous l'effet de la consolidation par intégration globale de GPA au second semestre.

En organique, l'Amérique Latine affiche une forte croissance (+8,8%), portée par une très forte croissance des ventes à magasins comparables de l'ensemble de la zone (+7,0% hors essence).

Au **Brésil**, GPA enregistre une excellente croissance organique à +9%. En alimentaire, les ventes à magasins comparables de GPA Food sont en hausse de +6,5%¹, grâce à la très bonne performance des magasins Assaí (cash & carry). La majorité des magasins Extra Fácil a été convertie avec succès au nouveau concept Minimercado Extra : agrandissement de la surface moyenne et offre de services améliorée. 87 magasins ont été ouverts en 2012, dont 39 magasins de proximité Minimercado ainsi que 3 Assaí, 6 hypermarchés et 7 supermarchés.

En non alimentaire, Viavarejo (qui regroupe les enseignes Casas Bahia et Ponto Frio) a connu une croissance soutenue avec des ventes à magasins comparables en hausse de +7,5%¹. 32 magasins Ponto Frio et Casas Bahia ont été ouverts en 2012.

¹ Données publiées par les sociétés

En **Colombie et Uruguay**, le groupe Exito a affiché une croissance de ses ventes en forte hausse à 4,3 milliards d'euros (+18,3% publié), soutenue par la croissance organique et par le renforcement des parts de marché d'Exito en Colombie. L'expansion est rapide et centrée sur les formats de discount et de proximité : 86 magasins ouverts en 2012 dont 44 Surtimax et 28 Exito Express. La marque propre, le e-commerce, les activités complémentaires à la distribution (carte de crédit, assurances et agences de voyages...) et l'immobilier ont été renforcés. Enfin, les meilleures pratiques d'Exito sont déployées progressivement en Uruguay, où la performance a été très bonne en 2012.

Le **résultat opérationnel courant** de l'Amérique Latine s'est élevé à 1 060 millions d'euros en 2012, en hausse de +87,7%. Au Brésil, la marge du cash & carry continue sa progression et la réalisation des synergies entre Casas Bahia et Ponto Frio se poursuit. En Colombie, la performance est très satisfaisante sur tous les formats et les coûts d'expansion sont bien maîtrisés.

Asie

- Thaïlande

- Vietnam

<i>en millions d'euros</i>	2011	2012	Variation (%)
Chiffre d'affaires HT	2 895	3 407	+ 17,7%
Résultat opérationnel courant	212	241	+13,5%
Marge opérationnelle courante	7,3%	7,1%	-26bp

L'Asie affiche des ventes en hausse de +17,7%, à 3 407 millions d'euros (contre 2 895 millions d'euros en 2011). L'effet change a été favorable de +6,9%. En organique, la progression a été soutenue (+10,8%) portée par une bonne performance à magasins comparables (+4,8%) et par la forte contribution de l'expansion.

En **Thaïlande**, la croissance totale de Big C est ressortie en hausse de +16,1%. La croissance organique a été très soutenue à +9,3%² en dépit du contexte post-inondations de la fin 2011, tirée notamment par le succès d'opérations commerciales innovantes et le développement de la carte de fidélité, ainsi que par une expansion soutenue, notamment sur les petits formats et les galeries commerciales adjacentes aux hypermarchés. La structure financière a également été renforcée par le refinancement de la dette et le succès du placement privé. 129 magasins ont été ouverts en 2012 dont 76 Mini Big C, 41 Pure, 5 hypermarchés et galeries commerciales et 7 supermarchés.

Le **Vietnam** continue d'afficher une croissance très élevée de ses ventes à +21,9% en organique hors calendaire, malgré le contexte de ralentissement économique. 3 hypermarchés, 3 galeries commerciales attenantes et 7 formats de proximité ont été ouverts sur l'année.

Le **résultat opérationnel courant** de l'Asie progresse de +13,5% à 241 millions d'euros, tiré par la Thaïlande où la marge commerciale est excellente et grâce à une forte contribution des galeries commerciales.

² Donnée publiée par la société

Commentaires sur les comptes consolidés du Groupe

Règles et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 31 décembre 2012.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte, ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites à la note 1.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Principales variations du périmètre de consolidation et effets associés

- En 2012, le Groupe s'est engagé dans un processus de perte de contrôle de Mercialys. Après cession effective des titres Mercialys, le Groupe a ramené sa participation à 40,17%. Le processus de cession s'est accompagné d'une réorganisation de la gouvernance et des accords entre Casino et Mercialys. Toutefois, au 31 décembre 2012, ce processus n'est pas totalement finalisé. La prochaine Assemblée Générale de Mercialys sera l'occasion de constater la perte de contrôle. En application de la norme IFRS 5, tous les actifs et passifs de Mercialys, incluant la dette financière nette, ont été classés au 31 décembre 2012 sur une ligne distincte du bilan, respectivement en « actifs détenus en vue de la vente » et « passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente » (cf. note 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés).
- Le groupe Casino ayant finalisé le processus de prise de contrôle exclusif de GPA à compter du 2 juillet, ce sous-groupe est consolidé selon la méthode de l'intégration globale à compter de cette date. Au premier semestre, le Groupe avait consolidé GPA selon la méthode de l'intégration proportionnelle à hauteur de 40,32%. Des données proforma ont également été établies reflétant l'intégration globale de GPA dès le 1er janvier 2012 (cf. note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés).
- Le groupe Casino a consolidé selon la méthode de l'intégration globale au sein du groupe Franprix-Leader Price le franchisé Barat à compter de la fin du 1er trimestre 2012.
- Le groupe Casino a consolidé selon la méthode de l'intégration globale des sociétés propriétaires de 21 magasins dans le Sud-Est au sein du groupe Franprix-Leader Price à partir de juillet 2012.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé HT de l'année 2012 s'est élevé à 41 971 millions d'euros, contre 34 361 millions d'euros en 2011, soit une hausse de +22,1%.

Principaux effets de change

Les variations de change ont eu un impact défavorable de -1,6%.

Principaux effets de périmètre

L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est positif de +20,3%, reflétant principalement la prise de contrôle de GPA et sa consolidation par intégration globale depuis le 2 juillet 2012.

L'examen détaillé de l'évolution du chiffre d'affaires a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

Résultat opérationnel courant (ROC)

Le résultat opérationnel courant de l'année 2012 s'est élevé à 2 002 millions d'euros, contre 1 548 millions d'euros en 2011, en hausse de +29,3%.

Les variations de change ont eu un impact défavorable de -2,0%. Les variations de périmètre ont eu un impact positif de +28,3%, reflétant la consolidation par intégration globale de GPA.

Retraité de l'ensemble de ces effets, le résultat opérationnel courant est en progression de +3,0% en organique.

L'examen détaillé de l'évolution du résultat opérationnel courant a été effectué plus haut dans les commentaires sur l'activité en France et sur les activités à l'international.

Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** font apparaître un produit net de 377 millions d'euros sur l'année 2012 contre une charge de -157 millions d'euros en 2011.

Le produit net de 377 millions d'euros sur l'année 2012 comprend principalement :

- des résultats sur cession d'actifs de 110 millions d'euros ;
- de produits nets liés à des opérations de périmètre pour 672 millions d'euros (principalement la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans GPA) ;
- des pertes nettes de valeur des actifs pour 123 millions d'euros ;
- des provisions et charges pour restructuration pour 200 millions d'euros ;
- des provisions et charges pour taxes, litiges et risques, et autres pour 81 millions d'euros.

Après impact des autres produits et charges opérationnels, le résultat opérationnel s'établit à 2 379 millions d'euros en 2012 contre 1 391 millions d'euros en 2011, soit une hausse de +71%

Résultat avant impôt

Le **résultat avant impôt** s'élève à 1 880 millions d'euros en 2012 (contre 987 millions d'euros en 2011), en hausse de +90,5%. Ce résultat tient compte du résultat financier de la période qui fait apparaître une charge nette de 499 millions d'euros (contre une charge nette de 404 millions d'euros en 2011) et qui est composée:

- du coût de l'endettement financier net de 519 millions d'euros, en hausse par rapport à 2011 (472 millions d'euros) ;
- des autres produits et charges financiers pour un produit net de 20 millions d'euros (contre un produit net de 68 millions d'euros en 2011).

Résultat net, part du Groupe

L'**impôt sur les bénéfices** s'est élevé à 323 millions d'euros, représentant 17,2% du résultat avant impôt (contre 228 millions d'euros en 2011). Après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, le taux normatif d'impôt s'élève à 32,3% contre 30,6% en 2011.

La **quote-part de résultat des entreprises associées** s'est élevée à -21 millions d'euros (contre -7 millions d'euros en 2011).

Les **intérêts minoritaires** se sont établis à 470 millions d'euros en 2012, contre 174 millions d'euros en 2011. En 2012, après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents, les intérêts

minoritaires normalisés s'élèvent à 415 millions d'euros, la hausse reflétant notamment la consolidation par intégration globale de GPA.

Les intérêts minoritaires normalisés s'élevaient en 2011 à 182 millions d'euros, après retraitement des éléments exceptionnels non récurrents.

En conséquence des éléments précédents, le **résultat net part du Groupe des activités poursuivies** s'est élevé à 1 065 millions d'euros en 2012 (contre 577 millions d'euros en 2011), soit une hausse de +84,4%.

Le **résultat net normalisé part du Groupe** des activités poursuivies (tel que défini ci-dessus) ressort à 564 millions d'euros en 2012 contre 565 millions d'euros en 2011.

Le **résultat net part du Groupe des activités abandonnées** est négatif de 2 millions d'euros en 2012. Il comprend essentiellement des frais liés aux cessions des sociétés polonaises et de Casino USA. En 2011, il était négatif de 9 millions d'euros, correspondant essentiellement à l'indemnité de 7 millions d'euros octroyée par le Tribunal arbitral à la famille Baud au titre de la cession de Leader Price Polska.

Le **résultat net part du Groupe** de l'ensemble consolidé s'établit à 1 062 millions d'euros (contre 568 millions d'euros en 2011), en hausse de +87,1%.

Flux de Trésorerie

La **capacité d'autofinancement** est en hausse de +15,7% à 1 639 millions d'euros (contre 1 416 millions d'euros en 2011).

La **variation du BFR** est positive de 194 millions d'euros en 2012 (54 millions d'euros en 2011) sous l'effet principalement de l'évolution favorable du BFR marchandises international de 354 millions d'euros (contre 92 millions d'euros en 2011). Le BFR 2012 est caractérisé par l'impact ponctuel défavorable du règlement de charges fiscales en France lié à des contentieux soldés. Ainsi, la variation du BFR hors marchandises est négative de 143 millions d'euros en 2012 (contre une variation positive de 1 million d'euros en 2011).

Le Groupe a procédé en 2012 à 1 406 millions d'euros d'**investissements opérationnels**, une hausse maîtrisée par rapport à 2011 (1 187 millions d'euros) compte tenu de la consolidation en intégration globale de GPA. En France, le Groupe a poursuivi la maîtrise de ses investissements, principalement centrés sur les magasins de proximité. A l'international, la hausse des investissements est tirée par les effets de périmètre au Brésil et l'expansion. A taux de change constants, les investissements sont en hausse de +50,1% à l'international.

Les **acquisitions** et variations de périmètre de la période ont représenté 603 millions d'euros, résultant principalement de l'effet du passage en intégration globale de GPA.

Situation financière

Au 31 décembre 2012, la **dette financière nette** du Groupe s'est établie à 5 451 millions d'euros, contre 5 379 millions d'euros au 31 décembre 2011. Le ratio de DFN/EBITDA⁽¹⁾ s'établit ainsi à 1,91x (contre 2,35x fin 2011).

Les **capitaux propres** du Groupe s'élèvent à 15 201 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 9 383 millions au 31 décembre 2011. Cette hausse des fonds propres résulte principalement de la variation des minoritaires suite à la prise de contrôle de GPA.

Le profil de la dette du Groupe s'est sensiblement amélioré. Le Groupe a procédé avec succès en 2012 à plusieurs émissions obligataires démontrant la qualité de sa signature :

- En mars, émission obligataire de 600M€ d'une maturité de 8 ans
- En juillet, émission obligataire de 650M€ d'une maturité de 7 ans

Grâce notamment à ces opérations, la maturité moyenne de la dette obligataire de Casino à fin 2012 a été allongée à 4,5 années (contre 4,4 années précédemment).

(1) DFN : dette financière nette; EBITDA : résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements opérationnels courants

Perspectives et Conclusion

Casino est confiant sur sa capacité à faire progresser son activité et ses résultats en 2013.

International : croissance

- La croissance devrait se poursuivre en 2013, soutenue par l'émergence de classes moyennes nombreuses dont le pouvoir d'achat progresse
- Les enseignes du Groupe, qui bénéficient d'une très bonne image prix et sont très actives dans leur expansion sur les formats porteurs et l'immobilier commercial, devraient ainsi voir leur activité et leurs résultats continuer à progresser

France : stabilisation ou redynamisation du commerce

- Baisse de prix, notamment en hypermarchés
- Baisse des coûts
- Expansion dans les formats clés

Ainsi, le Groupe vise pour 2013 :

- Une forte croissance de son chiffre d'affaires publié
- Une progression en organique de son activité et de son ROC
- Le maintien d'une structure financière solide avec un ratio DFN / EBITDA inférieur à 2x.

Evènements postérieurs à la clôture

▪ **Emission obligataire**

Le 18 janvier 2013, le Groupe a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une émission obligataire de 750 millions d'euros d'une maturité de 10 ans (2023) et rémunéré à 3,31%.

▪ **Acquisition de Distribution Sud-Ouest**

Le 1^{er} février 2013, Franprix –Leader Price a signé un accord pour acquérir le master-franchisé Distribution Sud-Ouest portant sur 70 magasins dont il détenait 49% au 31 décembre 2012. Cette acquisition est soumise à l'accord de l'Autorité de la concurrence.

▪ **Acquisition de 38 magasins Norma français**

Le 1^{er} février 2013, Franprix –Leader Price a signé un accord avec le groupe Norma français pour acquérir 38 magasins en exploitation et 4 projets d'ouverture dans la région du Sud-Est. Le protocole d'accord prévoit une date de réalisation au 31 mai 2013, après levée des conditions suspensives.

Annexe : Passage du résultat net publié au résultat net normalisé

Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies, corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie “Principes comptables” de l’annexe annuelle aux comptes consolidés et des effets des éléments financiers non récurrents, ainsi que des produits et charges d’impôts non récurrents.

Les éléments financiers non récurrents regroupent certains instruments financiers constatés en résultat dont la juste valeur peut être très volatile. À titre d’exemple, les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture et des dérivés incorporés sur le cours de l’action Casino sont ainsi retraitées du résultat net normalisé.

Les produits et charges d’impôts non récurrents correspondent aux effets d’impôt directement liés aux retraitements précédents ainsi que les effets directs d’impôt non récurrents. Ainsi la charge d’impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d’impôt moyen normatif du Groupe.

Cet agrégat permet de mesurer l’évolution du résultat récurrent des activités.

en millions d’euros	2011	Eléments retraités	2011 normalisé	2012	éléments retraités	2012 normalisé
Résultat opérationnel courant	1 548		1 548	2 002		2 002
Autres charges et produits opérationnels	(157)	157	0	377	(377)	0
Résultat opérationnel	1391	157	1 548	2 379	(377)	2 002
Coût de l’endettement financier net	(472)	0	(472)	(519)	0	(519)
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾	68	(57)	11	20	(24)	(4)
Charge d’impôt ⁽²⁾	(228)	(105)	(333)	(323)	(155)	(478)
Quote-part de résultat des entreprises associées	(7)	0	(7)	(21)	0	(21)
Résultat net des activités poursuivies	751	(5)	747	1 535	(556)	979
dont intérêts minoritaires ⁽³⁾	174	7	182	470	(55)	415
dont Part du Groupe	577	(12)	565	1 065	(501)	564

- (1) Sont retraités des autres produits et charges financiers, les effets d’actualisation monétaire des passifs fiscaux au Brésil (-22 M€ en 2011 et -22 M€ en 2012), les pertes de change sur les créances détenues sur l’Etat vénézuélien en USD (-25 M€ en 2011 et -2M€ en 2012), les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture (+87 M€ en 2011 et n/a en 2012) ainsi que les variations de juste valeur du Total Return Swap portant sur les actions Exito, GPA, Big C et Mercialys (+17 M€ en 2011 pour Exito uniquement et +48M€ en 2012)
- (2) Sont retraités de la charge d’impôt, les effets d’impôt correspondants aux éléments retraités ci-dessus, ainsi que les produits et charges d’impôts non récurrents
- (3) Sont retraités des intérêts minoritaires les montants associés aux éléments retraités ci-dessus.

COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2012

Table des matières

ETATS FINANCIERS	22
Compte de résultat consolidé	22
Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés	23
Bilan consolidé.....	24
Etat consolidé des flux de trésorerie	25
Etat de variation des capitaux propres consolidés.....	26
NOTES AUX COMPTES	27
Note 1 Principes et méthodes comptables.....	27
1.1 Référentiel	27
1.1.1 Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1 ^{er} janvier 2012	27
1.1.2 Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur	27
1.2 Bases de préparation et de présentation des comptes consolidés	28
1.2.1 Bases d'évaluation	28
1.2.2 Recours à des estimations et au jugement.....	29
1.3 Positions comptables prises par le Groupe en l'absence de dispositions spécifiques prévues par les normes	29
1.4 Principales méthodes comptables.....	29
1.4.1 Périmètre et méthodes de consolidation	29
1.4.2 Regroupement d'entreprises	30
1.4.3 Date de clôture	31
1.4.4 Entreprises consolidées relevant d'un secteur d'activité différent	31
1.4.5 Conversion de monnaies étrangères.....	31
1.4.6 Goodwill et immobilisations incorporelles	32
1.4.6.1 Goodwill.....	32
1.4.6.2 Immobilisations incorporelles	32
1.4.7 Immobilisations corporelles.....	33
1.4.8 Contrats de location	33
1.4.9 Coûts d'emprunts	34

1.4.10	Immeubles de placement.....	34
1.4.11	Prix de revient des immobilisations	35
1.4.12	Dépréciation des actifs non courants	35
1.4.12.1	Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)	35
1.4.12.2	Indices de perte de valeur	35
1.4.12.3	Détermination de la valeur recouvrable	35
1.4.12.4	Perte de valeur	36
1.4.13	Actifs financiers	36
1.4.13.1	Définitions	36
1.4.13.2	Evaluation et comptabilisation des actifs financiers	36
1.4.13.3	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	36
1.4.13.4	Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat.....	36
1.4.13.5	Prêts et créances	37
1.4.13.6	Actifs disponibles à la vente.....	37
1.4.13.7	Trésorerie et équivalents de trésorerie	37
1.4.13.8	Décomptabilisation.....	37
1.4.14	Passifs financiers.....	37
1.4.14.1	Définitions	37
1.4.14.2	Evaluation et comptabilisation des passifs financiers	38
1.4.14.3	Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés	38
1.4.15	Juste valeur des instruments financiers.....	39
1.4.16	Stocks.....	39
1.4.17	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	39
1.4.18	Capitaux propres	40
1.4.18.1	Instruments de capitaux propres et instruments composés	40
1.4.18.2	Frais de transactions sur capitaux propres.....	40
1.4.18.3	Actions auto-détenues	41
1.4.18.4	Options sur actions propres	41
1.4.18.5	Paiement fondés sur des actions.....	41
1.4.19	Provisions.....	41
1.4.19.1	Provisions pour avantages au personnel postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	41
1.4.19.2	Autres provisions.....	42
1.4.20	Engagements d'achats donnés aux minoritaires	42
1.4.21	Définition générale de la juste valeur	43
1.4.22	Classification des actifs et passifs en courant et non courant	43
1.4.23	Produits des activités ordinaires.....	43
1.4.24	Marge commerciale	44
1.4.25	Coût des ventes	44

1.4.26	Frais généraux et administratifs	44
1.4.27	Frais avant ouverture et après fermeture.....	44
1.4.28	Autres produits et charges opérationnels	44
1.4.29	Coût de l'endettement financier net	44
1.4.30	Autres produits et charges financiers	45
1.4.31	Impôts sur les bénéfices	45
1.4.32	Résultat par action.....	46
1.4.33	Information sectorielle	46
Note 2	Faits marquants	47
2.1	Evolution du périmètre de consolidation.....	47
2.2	Autres faits marquants	47
Note 3	Opérations de périmètre	50
3.1	Opérations du sous-groupe Franprix – Leader Price	50
3.2	Opérations sur Big C Thaïlande	50
3.3	GPA – Prise de contrôle	50
3.3.1	Prise de contrôle.....	50
3.3.2	Modification du pourcentage de détention dans GPA sur l'exercice	52
3.3.3	Procédures arbitrales entre Casino et le groupe Diniz	53
Note 4	Complément d'information sur le tableau de flux de trésorerie.....	53
4.1	Variation du BFR liée à l'activité.....	53
4.2	Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle	53
4.3	Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées	54
4.4	Incidence sur la trésorerie des opérations avec les minoritaires.....	54
Note 5	Information sectorielle	54
5.1	Indicateurs clés par secteur opérationnel	54
5.2	Actifs non courants par zone géographique	55
Note 6	Informations sur le résultat opérationnel courant.....	55
6.1	Produits des activités ordinaires	55
6.2	Coût d'achat complet des marchandises vendues.....	55
6.3	Nature de charge par fonction	55
6.3.1	Effectifs.....	56
6.3.2	Charges de location financement et de location simple.....	56
6.4	Amortissements	56
Note 7	Autres produits et charges opérationnels	57
Note 8	Résultat financier.....	58
8.1	Coût de l'endettement financier net.....	58
8.2	Autres produits et charges financiers.....	58
Note 9	Impôts.....	59

9.1	Charge d'impôt	59
9.1.1	Analyse de la charge d'impôt	59
9.1.2	Charge d'impôt théorique et charge d'impôt comptabilisée.....	60
9.2	Impôts différés.....	60
9.2.1	Variation des impôts différés actifs	60
9.2.2	Variation des impôts différés passifs	61
9.2.3	Origine des impôts différés actifs et passifs	61
9.3	Impôt différé non reconnu	61
Note 10	Quote-part de résultat net des entreprises associées.....	62
Note 11	Activités abandonnées et actifs détenus en vue de la vente	62
11.1	Composition des activités abandonnées et actifs détenus en vue de la vente	62
11.2	Actifs et passifs détenus en vue de la vente du sous-groupe Mercialys	62
11.3	Compte de résultat et flux de trésorerie des activités abandonnées.....	63
Note 12	Résultat par action.....	64
12.1	Nombre d'actions.....	64
12.2	Résultats attribuables aux actions ordinaires	64
12.3	Résultat par action.....	64
Note 13	Goodwill.....	65
13.1	Répartition par activités et secteurs géographiques	65
13.2	Variation de la valeur nette comptable	65
Note 14	Immobilisations incorporelles	66
14.1	Composition.....	66
14.2	Variations des immobilisations incorporelles.....	66
Note 15	Immobilisations corporelles	67
15.1	Composition.....	67
15.2	Variations des immobilisations corporelles	67
15.3	Immobilisations financées en location financement	68
15.4	Capitalisation des coûts d'emprunts	68
Note 16	Immeubles de placement.....	68
16.1	Composition.....	68
16.2	Variations des immeubles de placement.....	68
Note 17	Dépréciation des actifs non courants.....	69
17.1	Variations.....	69
17.2	Pertes de valeur sur goodwill.....	69
Note 18	Participations dans les entreprises associées	71
18.1	Variation des participations dans les entreprises associées	71
18.2	Présentation des principaux agrégats de Banque du Groupe Casino	72
18.3	Quote-part des passifs éventuels.....	72
Note 19	Participation dans les coentreprises.....	72

19.1	Comptes agrégés, retraités aux normes IFRS, des principales coentreprises	72
19.2	Quote-part des passifs éventuels	72
Note 20	Autres actifs non courants	73
20.1	Actifs financiers disponibles à la vente (« AFS »)	73
20.2	Loyers prépayés	73
Note 21	Stocks	74
Note 22	Créances clients	74
22.1	Composition des créances clients	74
22.2	Dépréciation des créances clients	74
Note 23	Autres actifs courants	75
23.1	Composition des autres actifs	75
23.2	Dépréciation des autres créances et comptes courants	75
Note 24	Trésorerie nette	75
24.1	Composition	75
24.2	Analyse de la trésorerie brute par devises	76
24.3	Décomptabilisation d'actifs financiers	76
Note 25	Capitaux propres	76
25.1	Eléments sur capital social	76
25.2	Eléments des autres capitaux propres	77
25.2.1	Titres donnant accès à des nouvelles actions	77
25.2.2	Actions propres et d'autocontrôle	77
25.2.3	TSSDI	78
25.2.4	Autres instruments de capitaux propres	78
25.2.5	Ecarts de conversion	78
25.3	Annexe à l'état consolidé des produits et des charges comptabilisés	79
25.4	Dividendes	79
25.5	Gestion du capital	79
Note 26	Paiement en actions	80
26.1	Incidence sur le résultat et les capitaux propres des rémunérations payées en actions	80
26.2	Caractéristiques des plans d'options sur actions de la société mère	80
26.2.1	Caractéristiques des plans d'option de souscription d'actions	80
26.2.2	Caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites	81
26.3	Caractéristiques des plans d'options sur actions de la société GPA	82
26.3.1	Caractéristiques des plans d'option de souscription d'actions	82
Note 27	Provisions	84
Note 28	Engagements de retraite et avantages assimilés	84
28.1	Plan à prestations définies	84
28.1.1	Synthèse	84

28.1.2	Evolution des engagements.....	85
28.1.3	Solde des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres	85
28.1.4	Rapprochement des provisions au bilan	85
28.1.5	Composante de la charge de la période.....	86
28.1.6	Politique et stratégie de couverture des engagements.....	86
28.1.7	Hypothèses actuarielles.....	86
28.1.8	Sensibilité des hypothèses actuarielles	87
28.1.9	Ajustement d'expérience	87
28.1.10	Versements attendus en 2013.....	87
28.2	Régimes à cotisations définies	87
Note 29	Emprunts et dettes financières.....	87
29.1	Variation des dettes financières	87
29.2	Détail des emprunts obligataires	89
29.3	Détail des autres emprunts et dettes financières	90
29.4	Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts minoritaires	91
29.5	Dettes financières nettes	91
29.6	Echéancier de paiement des dettes financières	91
Note 30	Autres dettes.....	92
Note 31	Juste valeur des instruments financiers	92
31.1	Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers	92
31.1.1	Actifs financiers	92
31.1.2	Passifs financiers.....	93
31.2	Hierarchie de la juste valeur des instruments financiers.....	94
Note 32	Objectifs et politiques de gestion des risques financiers.....	95
32.1	Synthèse des instruments dérivés.....	96
32.2	Gestion du risque de marché.....	96
32.2.1	Gestion du risque de taux d'intérêt	96
32.2.2	Exposition aux risques de change	97
32.3	Risque de contrepartie.....	98
32.4	Risque de liquidité	99
32.5	Gestion du risque action.....	102
Note 33	Engagements hors bilan	102
33.1	Engagements liés à l'activité courante.....	103
33.2	Engagements liés aux opérations exceptionnelles	104
33.3	Engagements sur contrats de location financement et contrats de location simple	105
33.3.1	Preneur de contrats de location financement	105
33.3.2	Preneur de contrats de location simple	106
33.3.3	Bailleur de location simple	107

Note 34	Passifs et actifs éventuels	107
Note 35	Transactions avec les parties liées.....	108
35.1	Transactions avec les parties liées	109
35.2	Rémunérations brutes allouées aux membres du Comité Exécutif Groupe et du Conseil d'administration	109
Note 36	Evénements postérieurs à la clôture	110
Note 37	Honoraires des Commissaires aux comptes	110
Note 38	Principales sociétés consolidées	111
Rapport des Commissaires aux comptes		115
Casino, Guichard-Perrachon		115
Exercice clos le 31 décembre 2012		115
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés		115

ETATS FINANCIERS

Compte de résultat consolidé

Pour les exercices clos aux 31 décembre 2012 et 2011

en millions d'euros	notes	2012	2011
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	6.1	41 971	34 361
Coût d'achat complet des marchandises vendues	6.2	(31 126)	(25 407)
Marge commerciale		10 844	8 954
Autres revenus	6.1	322	375
Coûts des ventes	6.3	(7 478)	(6 388)
Frais généraux et administratifs	6.3	(1 686)	(1 393)
Résultat opérationnel courant	5.1	2 002	1 548
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		4,8	4,5
Autres produits opérationnels	7	1 078	269
Autres charges opérationnelles	7	(701)	(426)
Résultat opérationnel		2 379	1 391
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		5,7	4,0
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		152	84
Coût de l'endettement financier brut		(670)	(556)
Coût de l'endettement financier net	8.1	(519)	(472)
Autres produits financiers	8.2	177	260
Autres charges financières	8.2	(157)	(192)
Résultat avant impôt		1 880	987
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		4,5	2,9
Charge d'impôt	9	(323)	(228)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	10	(21)	(7)
Résultat net des activités poursuivies		1 535	751
<i>Exprimé en % du CA HT</i>		3,7	2,2
dont, part du Groupe		1 065	577
dont, intérêts minoritaires		470	174
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées	11	(2)	(9)
dont, part du Groupe		(2)	(9)
dont, intérêts minoritaires		-	-
ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 533	742
dont, part du Groupe		1 062	568
dont, intérêts minoritaires		470	174

Résultat par action

en euros	notes	2012	2011
Des activités poursuivies, part du Groupe	12		
de base		9,44	5,08
dilué		9,41	5,05
De l'ensemble consolidé, part du Groupe	12		
de base		9,42	4,99
dilué		9,39	4,97

Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés

en millions d'euros	2012	2011
Résultat net de l'exercice	1 533	742
Actifs financiers disponibles à la vente	2	(3)
Couverture de flux de trésorerie	(11)	9
Couverture d'investissement net	(47)	-
Ecart de conversion	(741)	(366)
Ecart actuariel	(43)	(4)
Effet d'impôt sur les produits et les charges directement reconnus en capitaux propres	35	(1)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôt	(805)	(365)
Total des produits et charges comptabilisés sur la période, nets d'impôts	728	377
Dont part du Groupe	594	191
Dont part des minoritaires	134	187

Les mouvements de chaque exercice sont présentés à la note 25.3.

Bilan consolidé

Pour les exercices clos aux 31 décembre 2012 et 2011

ACTIFS			
en millions d'euros	notes	2012	2011
Goodwill	13	10 380	7 955
Immobilisations incorporelles	14	4 211	1 211
Immobilisations corporelles	15	8 681	6 663
Immeubles de placement	16	537	1 613
Participations dans les entreprises associées	18	260	164
Autres actifs non courants	20	1 837	658
Dérivés actifs de couverture non courants	32	246	129
Actifs d'impôts différés	9	671	377
Actifs non courants		26 823	18 770
Stocks	21	4 727	3 381
Créances clients	22	1 734	1 869
Autres actifs courants	23	1 575	1 693
Créances d'impôts courants		49	63
Dérivés actifs de couverture courants	32	139	75
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	6 303	3 901
Actifs détenus en vue de la vente	11	1 461	20
Actifs courants		15 990	11 002
TOTAL ACTIFS		42 813	29 772
PASSIFS			
en millions d'euros	notes	2012	2011
Capital social		172	169
Primes, titres auto-détenus et autres réserves		6 272	6 041
Résultat part du Groupe		1 062	568
Capitaux propres part du Groupe		7 507	6 779
Intérêts minoritaires - Réserves		7 223	2 430
Intérêts minoritaires - Résultat		470	174
Intérêts minoritaires		7 694	2 604
Capitaux propres	25	15 201	9 383
Provisions	27	762	345
Passifs financiers non courants	29	9 394	6 423
Autres dettes non courantes	30	900	453
Passifs d'impôts différés	9	1 366	697
Passifs non courants		12 422	7 918
Provisions	27	275	188
Dettes fournisseurs		6 655	5 400
Passifs financiers courants	29	2 786	3 167
Dettes d'impôts exigibles		118	61
Autres dettes courantes	30	4 260	3 656
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	11	1 095	-
Passifs courants		15 190	12 472
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		42 813	29 772

Etat consolidé des flux de trésorerie

Pour les exercices clos aux 31 décembre 2012 et 2011

en millions d'euros	2012	2011
Résultat net, part du Groupe	1 062	568
Intérêts minoritaires	470	174
Résultat de l'ensemble consolidé	1 533	742
Dotations aux amortissements et provisions	1 119	719
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	(51)	(97)
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés	20	15
Autres charges / (produits) calculés	(909)	143
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables	178	780
Résultats sur cessions d'actifs	(90)	(118)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle	(7)	1
Quote-part de résultat des entreprises associées	21	7
Dividendes reçus des entreprises associées	3	4
Capacité d'Autofinancement (CAF)	1 639	1 416
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur et amortissements)	492	454
Charge d'impôt (y compris différé)	322	224
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 453	2 095
Impôts versés	(291)	(227)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (note 4.1)	194	54
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	2 357	1 922
Décaissements liés aux acquisitions :		
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	(1 394)	(1 139)
▪ d'actifs financiers non courants	(130)	(94)
Encaissements liés aux cessions :		
▪ d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	282	324
▪ d'actifs financiers non courants	6	16
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle (note 4.2)	1 266	(759)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées (note 4.3)	(26)	(504)
Incidence du processus de perte de contrôle de Mercialis (note 2.2)	137	-
Variation des prêts et avances consentis	(44)	39
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	94	(2 117)
Dividendes versés :		
▪ aux actionnaires de la société mère (note 25.4)	(205)	(308)
▪ aux minoritaires	(610)	(99)
▪ aux porteurs de TSSDI	(20)	(26)
Augmentation et diminution de capital de la société mère	-	6
Autres opérations avec des actionnaires minoritaires (note 4.4)	400	300
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options	5	4
Cessions / (acquisition) de titres auto-détenus	(6)	(49)
Augmentation emprunts et dettes financières	2 909	3 186
Diminution emprunts et dettes financières	(1 574)	(1 420)
Intérêts financiers nets versés	(541)	(396)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	360	1 197
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(153)	(153)
Variation de trésorerie	2 658	848
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets d'ouverture	3 346	2 497
▪ trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente (note 11)	-	-
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan (note 24)	3 346	2 497
Trésorerie et équivalent de trésorerie nets de clôture	6 004	3 346
▪ trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente (note 11)	(204)	-
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (note 24)	5 799	3 346

Les flux liés aux activités abandonnées sont décrits en note 11.

Etat de variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros (avant affectation du résultat)	Capital	Réserves liées au capital (1)	Titres auto- détenus	Réserves et résultats consolidés	TSSDI	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecart de conversion	Ecart actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres Part du Groupe (2)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres Totaux
Au 1^{er} janvier 2011 Retraité	169	3 980	-	1 422	600	(5)	-	855	(10)	18	7 031	2 019	9 050
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	5	-	(379)	(2)	(2)	(377)	13	(365)
Résultat de l'exercice	-	-	-	568	-	-	-	-	-	-	568	174	742
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	568	-	5	-	(379)	(2)	(2)	191	187	377
Opérations sur capital (3)	(1)	(30)	37	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6
Frais d'émission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus (4)	-	-	(36)	(8)	-	-	-	-	-	-	(45)	-	(45)
Dividendes versés (5)	-	-	-	(308)	-	-	-	-	-	-	(308)	(99)	(407)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI	-	-	-	(19)	-	-	-	-	-	-	(19)	-	(19)
Paiements en actions	-	-	-	15	-	-	-	-	-	-	15	-	15
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (6)	-	-	-	(95)	-	-	-	-	-	-	(95)	(27)	(122)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	98	98
Autres mouvements (8)	-	-	-	(2)	-	4	-	-	-	-	2	426	428
Au 31 décembre 2011	169	3 951	-	1 574	600	5	-	476	(11)	15	6 779	2 604	9 383
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	(7)	(31)	(405)	(27)	2	(468)	(337)	(805)
Résultat de l'exercice	-	-	-	1 062	-	-	-	-	-	-	1 062	470	1 533
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	-	1 062	-	(7)	(31)	(405)	(27)	2	594	134	728
Opérations sur capital (9)	3	124	-	-	-	-	-	-	-	-	127	-	127
Frais d'émission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus (4)	-	-	(4)	-	-	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Dividendes versés (5)	-	-	-	(332)	-	-	-	-	-	-	(332)	(610)	(942)
Dividendes à verser aux porteurs de TSSDI et aux minoritaires de GPA (10)	-	-	-	(9)	-	-	-	-	-	-	(9)	(39)	(48)
Paiements en actions	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	9	10	19
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales (11)	-	-	-	350	-	-	-	-	-	-	350	(269)	81
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales (12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 861	5 861
Autres mouvements	-	-	-	(7)	-	1	-	-	-	-	(6)	2	(4)
Au 31 décembre 2012	172	4 075	(4)	2 647	600	(2)	(31)	71	(39)	17	7 507	7 694	15 201

(1) Réserves liées au capital = primes d'émissions, prime d'apport, primes de fusions, réserves légales

(2) Attribuable aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon

(3) Correspondait essentiellement à la réduction de capital présentée en note 25.1 consécutive à l'annulation partielle d'actions propres acquises au cours de l'année 2011

(4) Correspond aux mouvements d'actions propres au cours de la période dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale et du contrat de liquidité

(5) Les dividendes versés correspondent à la distribution annuelle de Casino, Guichard Perrachon au titre des exercices 2010 et 2011 pour respectivement 308 et 332 millions d'euros (voir note 25.4). En 2012, les dividendes versés aux minoritaires portent sur les filiales Mercialys (voir note 2.2), Exito, de Big C Thaïlande et GPA à hauteur respectivement de 540, 38,15 et 13 millions d'euros contre respectivement 58, 18 et 15 millions d'euros en 2011 pour les filiales Mercialys, Exito et Big C Thaïlande

(6) L'incidence négative de 95 millions d'euros présentée en capitaux propres Part du groupe en 2011 correspondait principalement à la cession à Exito des participations du Groupe dans Disco et Devoto financée par augmentation de capital pour -44 millions d'euros, aux rachats d'intérêts minoritaires de Cdiscount pour -30 millions d'euros ainsi qu'au niveau du sous-groupe Franprix-Leader Price pour -18 millions d'euros. L'incidence négative de 27 millions sur les intérêts minoritaires en 2011 correspondait principalement à la suppression des intérêts minoritaires résultant de la constatation en dettes financières des options de vente suite aux opérations de prises de contrôle réalisées au niveau du sous-groupe Franprix – Leader Price

(7) L'impact de 98 millions d'euros présenté en intérêts minoritaires en 2011 correspondait essentiellement à l'apparition d'intérêts minoritaires consécutive aux prises de contrôle au sein du sous-groupe Franprix – Leader Price et à la prise de participation complémentaire dans GPA pour respectivement 38 et 65 millions d'euros

(8) Correspondait à l'augmentation de capital nette de frais réalisée par Exito

(9) Correspond essentiellement à la rémunération en action du dividende distribué par la Société au titre de l'exercice 2011 (voir notes 25.1 et 25.4)

(10) Voir note 25.4 pour la distribution aux porteurs de TSSDI

(11) L'incidence positive de 81 millions d'euros résulte principalement (i) des transactions effectuées postérieurement à la prise de contrôle avec les minoritaires GPA à hauteur de -180 millions d'euros (dont -407 millions d'euros au titre des deux options de vente – voir note 3.3) et (ii) de la diminution du pourcentage d'intérêt du Groupe dans la filiale Big C Thaïlande à hauteur de +208 millions d'euros (voir note 3.2) et dans la filiale Mercialys à hauteur de +59 millions d'euros dont 49 millions d'euros liés aux cessions réalisées dans le cadre du processus de perte de contrôle de Mercialys (voir note 2.2)

(12) Correspond à la reconnaissance des actionnaires minoritaires suite à la prise de contrôle de GPA à hauteur de 5 844 millions d'euros (voir note 3.3)

NOTES AUX COMPTES

Informations relatives au Groupe Casino, Guichard-Perrachon

Casino, Guichard-Perrachon est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment A. La Société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Casino ». Le siège social de la Société est situé à Saint-Etienne 1, Esplanade de France 42008 Saint-Etienne.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 reflètent la situation comptable de la Société et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.

En date du 20 février 2013, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Casino, Guichard-Perrachon pour l'exercice 2012.

Note 1 Principes et méthodes comptables

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Casino sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 31 décembre 2012.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte, ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

1.1.1 Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2012

- Amendement IFRS 7 « Instruments financiers » : informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ;
- Amendement IAS 12 – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents.

L'amendement IFRS 7 vise la nature et l'étendue de l'information à produire sur les opérations de cessions d'actifs financiers que celles-ci soient « déconsolidantes » ou non (voir note 24.3). L'amendement IAS 12 n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers.

1.1.2 Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

TEXTE ADOPTE PAR L'UNION EUROPEENNE A LA DATE DE CLOTURE

Les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous sont applicables majoritairement aux périodes annuelles ouvertes postérieurement au 1^{er} janvier 2013. Leur date d'application coïncide avec celle de l'IASB :

- IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur ;
- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers ;
- Amendement IAS 19 – Avantages du personnel ;

- Amendement IFRS 7 – Présentation – Compensation des actifs et passifs financiers;
- Amendement IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014).

Conformément à l'option offerte par la norme actuelle IAS 19, le Groupe comptabilise ses écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global (voir note 28). Par ailleurs, la part des engagements non comptabilisés au bilan est non significative. En conséquence, la société estime que l'application de la norme révisée IAS 19 n'aura pas d'impact significatif dans ses comptes consolidés.

L'Union Européenne a fixé une date d'application obligatoire pour les normes suivantes aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 contre le 1^{er} janvier 2013 fixée par l'IASB.

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Accords conjoints ;
- IFRS 12 – Information à fournir sur les participations dans les autres entités ;
- IAS 27 révisée – États financiers individuels;
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises ;

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application, notamment ceux relatifs aux normes IFRS 10 sur le périmètre de consolidation et IFRS 11 qui supprime la consolidation par intégration proportionnelle des coentreprises.

L'application d'IFRS 11 entraînera la décomptabilisation de la quote-part des actifs (y compris le goodwill) et des passifs de la totalité des entités en contrôle conjoint du Groupe puis leur comptabilisation en mise en équivalence. En termes de compte de résultat, une quote-part de résultat sera présentée sur la ligne « quote-part de résultat net des entreprises associées » en remplacement des produits et des charges présentés en détail à hauteur du pourcentage d'intégration de chaque entité en co-contrôle.

Au 31 décembre 2012, la principale coentreprise du Groupe est Monoprix détenue à 50%. Les comptes résumés des sociétés intégrées proportionnellement sont présentés en note 19.1.

TEXTES NON ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE A LA DATE DE CLOTURE

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous sont applicables majoritairement aux périodes annuelles ouvertes postérieurement au 1^{er} janvier 2013:

- IFRS 9 – Instruments financiers : classifications et évaluations et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7;
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 : dispositions transitoires (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013) et entités d'investissement (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014) ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (17 mai 2012).

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou amendements par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

1.2 Bases de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les comptes consolidés ont été préparés selon le principe du coût historique à l'exception :

- des actifs et passifs réévalués à leur juste valeur dans le cadre d'un regroupement d'entreprise ; conformément aux principes énoncés par la norme IFRS 3 ;

- des instruments financiers dérivés et actifs financiers disponibles à la vente qui sont évalués à leur juste valeur. La valeur comptable des actifs et passifs qui sont des éléments couverts par une couverture de juste valeur, et qui seraient par ailleurs évalués au coût, est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur attribuables aux risques couverts.

Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros. Les montants indiqués dans les états financiers consolidés sont arrondis au million le plus proche et comprennent des données individuellement arrondies. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- le mode de consolidation de Monoprix et Mercialis (voir note 2.2) ;
- la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans GPA (note 3.3) ;
- la juste valeur des immeubles de placement communiqué en annexe (notes 11.2 et 16.2) ;
- la dépréciation des créances douteuses (notes 20, 22 et 23) ;
- les dépréciations des actifs non courants et goodwill (notes 1.4.12 et 17) ;
- la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés dans le cadre d'un regroupement d'entreprise (notes 1.4.2, 3.2 et 3.3) ;
- les impôts différés (notes 1.4.31 et 9) ;
- les actifs (ou groupe d'actifs) non courants classés comme détenus à la vente (note 11) ;
- les engagements de rachat des titres de minoritaires (notes 1.4.20 et 29.4) ;
- les provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité (notes 1.4.19.2 et 27).

Les notes 17.2, 28.1.8 et 29.4 présentent les sensibilités des évaluations effectuées portant sur les goodwill, les provisions retraite et les engagements de rachats d'intérêts minoritaires.

1.3 Positions comptables prises par le Groupe en l'absence de dispositions spécifiques prévues par les normes

En l'absence de norme ou d'interprétation applicable aux engagements fermes ou conditionnels d'achat d'intérêts minoritaires (voir note 1.4.20), la Direction du Groupe a utilisé son jugement pour définir et appliquer la position comptable la plus pertinente.

1.4 Principales méthodes comptables

1.4.1 Périmètre et méthodes de consolidation

Les filiales, les coentreprises et les entreprises associées placées sous le contrôle direct ou indirect de la société mère ou sur lesquelles cette dernière exerce un contrôle, un co-contrôle ou une influence notable, sont retenues dans le périmètre de consolidation.

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister. Les filiales, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées dans le bilan du Groupe selon la méthode de l'intégration globale.

Coentreprises

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Le goodwill lié à ces entités est inclus dans la valeur comptable de la participation. L'éventuelle perte de valeur et le résultat de cession portant sur les titres mis en équivalence sont comptabilisés en « Autres produits et charges opérationnels ».

Droits de vote potentiels

Pour les entités autres que les entités ad hoc, le contrôle est apprécié sur la base des droits de vote actuels et potentiels actuellement exerçables.

Une entité peut posséder des bons de souscription d'action, des options d'achat d'action, des instruments d'emprunt ou de capitaux propres convertibles en actions ordinaires ou autres instruments analogues qui, s'ils sont exercés ou convertis, ont la faculté de donner à l'entité un pouvoir de vote ou de restreindre le pouvoir de vote d'un tiers sur les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles sont pris en considération après que l'entité ait apprécié si elle détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité. Les droits de vote potentiels ne sont pas actuellement exerçables ou convertibles lorsque, par exemple, ils ne peuvent être exercés ou convertis qu'à une date future ou à l'issue d'un événement futur.

Pour les entités ad hoc, le contrôle est apprécié à partir d'une analyse de l'exposition du Groupe aux risques et avantages de l'entité.

Une entité ad hoc doit être consolidée quand, en substance :

- la relation entre l'entité ad hoc et l'entreprise indique que l'entité ad hoc est contrôlée par l'entreprise ;
- les activités de l'entité ad hoc sont menées pour le compte de l'entreprise selon ses besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que l'entreprise obtienne des avantages de l'activité de l'entité ad hoc ;
- l'entreprise a les pouvoirs de décisions pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc ou, en mettant en place un mécanisme de "pilotage automatique", l'entreprise a délégué ces pouvoirs de décisions ;
- l'entreprise a le droit d'obtenir la majorité des avantages de l'entité ad hoc et par conséquent peut être exposée aux risques liés aux activités de l'entité ad hoc ;
- l'entreprise conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatif à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités.

1.4.2 Regroupement d'entreprises

En application d'IFRS 3 révisée, la contrepartie transférée (prix d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en « Autres charges opérationnelles ».

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode du goodwill complet, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 étaient traités selon la méthode du goodwill partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat (« Autres produits opérationnels » ou « Autres charges opérationnelles »).

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à ajustement, à condition que les éléments permettant d'ajuster ces montants correspondent à des informations nouvelles portées à la connaissance de l'acquéreur et trouvant leur origine dans des faits et circonstances antérieurement à la date d'acquisition. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise) le goodwill ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ultérieur; l'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un goodwill complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en goodwill lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat (« Autres produits opérationnels » ou « Autres charges opérationnelles »), sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

1.4.3 Date de clôture

A l'exception de quelques filiales peu significatives, les sociétés du périmètre consolidé clôturent leurs comptes au 31 décembre.

1.4.4 Entreprises consolidées relevant d'un secteur d'activité différent

Les comptes de la société Casino Ré sont élaborés selon les normes applicables aux assurances. Dans les comptes consolidés, leur classement suit les règles générales de présentation des IFRS.

1.4.5 Conversion de monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe. Chaque entité du Groupe détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments financiers de chacune d'entre elles sont mesurés dans cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les actifs et passifs, y compris le goodwill et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de la clôture de la période ;
- les postes du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie sont convertis en euros au cours de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours.

Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de la sortie d'une activité à l'étranger, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger, est reconnu en résultat.

Les transactions libellées en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au compte de résultat en gain ou en perte de change. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les écarts de change constatés sur la conversion d'un investissement net d'une entité à l'étranger sont comptabilisés dans les comptes consolidés comme une composante séparée des capitaux propres et sont reconnus en résultat lors de la cession de l'investissement net.

Les écarts de conversion relatifs à des emprunts en devises couvrant un investissement en monnaie étrangère ou à des avances permanentes aux filiales sont également comptabilisés en capitaux propres et sont reconnus en résultat lors de la cession de l'investissement net.

1.4.6 Goodwill et immobilisations incorporelles

La comptabilisation d'une immobilisation incorporelle suppose :

- un caractère identifiable et séparable,
- le contrôle d'une ressource,
- l'existence d'avantages économiques futurs.

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprise et ne répondant pas à ces critères sont comptabilisées en goodwill.

1.4.6.1 Goodwill

A la date d'acquisition, le goodwill est évalué conformément à la note 1.4.2. Le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des effets du regroupement et en fonction du niveau auquel la Direction suit en interne la rentabilité de l'investissement. Les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils peuvent s'être dépréciés. Toute dépréciation constatée est irréversible. Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des actifs non courants" ci-après. Les goodwill négatifs sont comptabilisés directement en résultat de l'exercice d'acquisition, après vérification de la correcte identification et évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis.

1.4.6.2 Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels acquis séparément par le Groupe sont comptabilisés au coût, et ceux acquis par voie de regroupement d'entreprise à leur juste valeur. Ils sont principalement constitués de logiciels acquis, des coûts de développement des logiciels utilisés en interne, des marques, des brevets et des droits d'entrée acquittés lors de la signature d'un contrat de bail. Les marques créées et développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan. Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilité prévue pour chaque catégorie de biens. Les frais de développement sont amortis sur une durée de trois ans et les logiciels sur une durée de trois à dix ans. Les actifs incorporels à durée de vie indéterminée (notamment droit au bail et marques acquises) ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation systématique annuel ou lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou dès lors qu'il n'est plus attendu aucun avantage économique futur de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est enregistré en résultat (autres produits et charges opérationnels), au cours de l'exercice de décomptabilisation.

Les valeurs résiduelles, durée d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus à chaque clôture annuelle, et modifiés si nécessaire sur une base prospective.

1.4.7 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées à l'actif si elles satisfont aux critères de reconnaissance d'IAS 16. Ces critères sont appréciés avant l'engagement de la dépense.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilité attendue pour chaque catégorie de biens, avec une valeur résiduelle généralement nulle :

Nature des biens	Durée d'amortissement (en années)
Terrains	-
Construction - gros œuvre	40
Etanchéité toiture	15
Protection incendie de la coque	25
Agencements et aménagements des terrains	10 à 40
Agencements et aménagements des constructions	5 à 20
Installations techniques, matériels et outillage industriels	5 à 20
Matériels informatiques	3 à 5

Les composants « Etanchéité toiture » et « Protection incendie de la coque » ne sont identifiés en tant qu'immobilisation séparée que lors des rénovations importantes. Dans les autres cas, ils ne sont pas séparés du composant « Gros œuvre ».

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou dès lors qu'il n'est plus attendu aucun avantage économique futur de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est enregistré en résultat (autres produits et charges opérationnels), au cours de l'exercice de décomptabilisation.

Les valeurs résiduelles, durée d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus à chaque clôture annuelle, et modifiés si nécessaire sur une base prospective.

1.4.8 Contrats de location

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au début de la période de location à la juste valeur du bien loué, ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations dont le Groupe a la disposition par des contrats de location financement, sont comptabilisées au bilan et au compte de résultat comme si elles avaient été acquises par emprunt. Elles sont comptabilisées en immobilisations (en fonction de leur nature), en contrepartie d'un emprunt inscrit en passif financier.

Les biens pris en contrat de location financement sont amortis sur leur durée d'utilité attendue de manière similaire aux immobilisations de même nature, ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si le Groupe n'a pas une certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif au terme du contrat de location.

Les paiements futurs au titre des contrats de location-financement sont actualisés et portés au bilan du Groupe dans les passifs financiers. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

1.4.9 Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif, dont la préparation préalable à l'utilisation ou la vente prévue, nécessite un délai substantiel (généralement supérieur à six mois), sont incorporés au coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts d'emprunt sont les intérêts et autres coûts supportés par une entreprise dans le cadre d'un emprunt de fonds.

Le Groupe capitalise les coûts d'emprunt pour tous les actifs éligibles dont la construction a commencé à compter du 1^{er} janvier 2009.

1.4.10 Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu par le Groupe pour en retirer des loyers, ou pour valoriser le capital, ou les deux. Dans le Groupe, les galeries marchandes sont reconnues comme des immeubles de placement.

Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. La juste valeur est par ailleurs donnée dans l'annexe. Les modes et durées d'amortissement sont identiques à ceux qui sont utilisés pour les immobilisations corporelles.

Les galeries marchandes détenues par la société Mercialys font l'objet d'évaluations par des experts conformément aux règles de déontologie de la profession d'Expert Immobilier édictées par le R.I.C.S. (Royal Institution of Chartered Surveyors), en utilisant les méthodes d'évaluation de la valeur vénale de chacun des actifs, conformément aux prescriptions de la Charte de l'expertise en évaluation immobilière de juin 2006 (3^{ème} édition) et du rapport du groupe de travail de la commission des opérations de bourse (COB) et du Conseil National de la Comptabilité (CNC) de 2000 sur l'expertise immobilière des actifs des sociétés faisant appel public à l'épargne. L'ensemble des actifs composant le patrimoine de Mercialys est soumis à expertise par rotation d'un tiers par an et par actualisation sur les deux autres tiers. Conformément au rapport COB/CNC de 2000, deux approches sont retenues pour déterminer la valeur vénale de chaque actif :

- la première approche, l'approche par capitalisation du revenu, consiste à apprécier le revenu locatif net de l'actif et à lui appliquer un taux de rendement correspondant à celui pratiqué sur le marché immobilier correspondant (prise en compte de la surface de vente, la configuration, la concurrence, le mode de propriété, le potentiel locatif et d'extension et comparabilité avec des transactions récentes) et, en tenant compte du niveau de loyer effectif duquel est retiré le montant des charges et travaux non refacturables par rapport au prix de marché et de la vacance.
- la deuxième approche, l'approche par les flux de trésorerie actualisés, consistant à actualiser les flux futurs de revenus et de dépenses, permet de tenir compte année après année, des ajustements de loyer prévisionnel, de la vacance et d'autres paramètres prévisionnels tels que la durée de commercialisation ainsi que les dépenses d'investissement supportées par le bailleur.

Le taux d'actualisation retenu prend en compte le taux sans risque du marché (OAT TEC 10 ans pour la France) auquel est ajoutée une prime de risque et de liquidité du marché de l'immobilier, ainsi que d'éventuelles primes de risque pour obsolescence et pour risque locatif.

Pour les actifs de petite taille, une valorisation par comparaison avec des valeurs de transaction sur des actifs similaires a également été réalisée.

1.4.11 Prix de revient des immobilisations

Les frais d'acquisition d'immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôt. S'agissant d'immobilisations corporelles, incorporelles et des immeubles de placement, ces frais viennent augmenter la valeur des actifs et suivent le même traitement.

1.4.12 Dépréciation des actifs non courants

La norme IAS 36 définit les procédures qu'une entreprise doit appliquer pour s'assurer que la valeur nette comptable de ses actifs n'excède pas leur valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente.

En dehors du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur.

1.4.12.1 Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)

L'Unité Génératrice de Trésorerie est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif et dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- pour les hypermarchés, les supermarchés et le Discount, l'UGT est le magasin,
- pour les autres réseaux, l'UGT est le réseau.

1.4.12.2 Indices de perte de valeur

Outre les sources d'informations externes suivies par le Groupe (environnement économique, valeur de marché des actifs...), les indices de perte de valeur utilisés dans le Groupe dépendent de la nature des actifs :

- actifs immobiliers (terrains et constructions) : perte de loyer ou résiliation du bail,
- actifs d'exploitation liés au fonds de commerce (actifs de l'UGT) : ratio valeur nette comptable des immobilisations du magasin par rapport au chiffre d'affaires TTC dépassant un seuil déterminé par type d'établissement,
- actifs affectés aux activités de support (siège et entrepôts) : arrêt d'exploitation du site ou obsolescence de l'outil de production utilisé par le site.

1.4.12.3 Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Elle est estimée pour chaque actif isolé. Si cela n'est pas possible, les actifs sont regroupés en groupe d'UGT pour lequel la valeur recouvrable est alors déterminée.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie. Dans l'activité de la grande distribution, cette valeur est généralement déterminée en fonction d'un multiple du chiffre d'affaires ou d'EBITDA (résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements opérationnels courants).

La valeur d'utilité est égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif à laquelle s'ajoute une valeur terminale. Elle est déterminée, en interne ou par des experts externes, à partir :

- des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur 5 ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux de croissance constant ou décroissant ;
- de la valeur terminale calculée à partir de la capitalisation à l'infini d'un flux annuel normatif basé sur le flux de trésorerie issu de la dernière année des prévisions.

L'ensemble de ces éléments étant ensuite actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs.

S'agissant du test de la valeur des goodwill, l'exercice de détermination des valeurs recouvrables des UGT ou groupes d'UGT associés est effectué en fin d'année.

1.4.12.4 Perte de valeur

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans les "Autres produits et charges opérationnels".

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes. Une perte de valeur comptabilisée sur un goodwill n'est jamais reprise.

1.4.13 Actifs financiers

1.4.13.1 Définitions

Les actifs financiers sont classés en quatre catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- les actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat,
- les prêts et créances,
- les actifs disponibles à la vente.

La ventilation des actifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

1.4.13.2 Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

A l'exception des actifs évalués à la juste valeur par résultat, tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

1.4.13.3 Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention et la capacité de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute décote ou prime lors de l'acquisition, sur la période allant de l'acquisition à l'échéance de remboursement. Les profits et pertes sont reconnus en résultat lorsque les actifs sont décomptabilisés ou lorsqu'ils perdent de la valeur, ainsi qu'au travers du processus d'amortissement.

1.4.13.4 Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Ils représentent les actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Certains actifs peuvent également faire l'objet d'un classement volontaire dans cette catégorie.

1.4.13.5 Prêts et créances

Ils représentent les actifs financiers, émis ou acquis par le Groupe qui sont la contrepartie d'une remise directe d'argent, de biens ou de services à un débiteur. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés. Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture, déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Les créances clients sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un tiers.

1.4.13.6 Actifs disponibles à la vente

Ils représentent tous les autres actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres jusqu'à ce que l'actif soit vendu, encaissé ou sorti d'une autre manière ou jusqu'à ce qu'il soit démontré que l'actif a perdu de la valeur de façon prolongée ou significative. Dans ces cas, le profit ou la perte, enregistré jusqu'alors en capitaux propres est transféré en résultat.

Lorsque l'actif disponible à la vente est un instrument de capitaux propres, la dépréciation est définitive. Les variations ultérieures positives de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Lorsque l'actif disponible à la vente est un instrument de dette, toute appréciation ultérieure est comptabilisée en résultat à hauteur de la dépréciation antérieurement constatée en résultat.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés. Les actifs disponibles à la vente sont présentés en actifs financiers non courants.

1.4.13.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme.

Pour être éligible au classement d'équivalent de trésorerie, conformément à la norme IAS 7, les placements doivent remplir quatre conditions :

- placement à court terme ;
- placement très liquide ;
- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie ;
- risque négligeable de changement de valeur.

1.4.13.8 Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

- les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré, ou,
- ces droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions :
 - si le cédant a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité ;
 - si le cédant a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

1.4.14 Passifs financiers

1.4.14.1 Définitions

Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- les emprunts au coût amorti et ;
- des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat.

La ventilation des passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date de clôture : inférieure ou supérieure à un an.

1.4.14.2 Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classification selon IAS 39.

PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI

Les emprunts et autres passifs financiers sont généralement comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet, le cas échéant, d'une couverture comptable.

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement font partie du coût amorti des emprunts et dettes financières. Ils sont présentés en diminution ou en augmentation des emprunts, selon le cas, et ils sont amortis de manière actuarielle.

PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR LE COMPTE DE RESULTAT

Ils représentent les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat.

1.4.14.3 Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur.

DERIVES QUALIFIES DE COUVERTURE : COMPTABILISATION ET PRESENTATION

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture:

- en cas de couverture de juste valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. La variation de la juste valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement ;
- en cas de couverture de flux de trésorerie (par exemple emprunt à taux variable swappé à taux fixe, couverture d'un budget d'achat en devise), la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite en résultat pour la part inefficace et en capitaux propres pour la part efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des flux couverts et dans la même rubrique que l'élément couvert (résultat opérationnel courant pour les couvertures de flux d'exploitation et résultat financier pour les autres couvertures) ;
- en cas de couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère, la variation de juste valeur est comptabilisée nette d'impôt en autres éléments du résultat global pour la part efficace attribuable au risque de change couvert et en résultat pour la part inefficace. Les gains ou pertes accumulés en capitaux propres sont repris en résultat à la date de liquidation ou de cession de l'investissement net.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place, et ;
- l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

DERIVES NON QUALIFIES DE COUVERTURE : COMPTABILISATION ET PRESENTATION

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financières ».

1.4.15 Juste valeur des instruments financiers

Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante:

- l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;
- l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2) ;
- au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cotations au jour de clôture du bilan. Un marché est considéré comme actif si les cotations sont aisément et régulièrement disponibles d'une bourse, de négociants, de courtiers, d'un évaluateur ou d'une agence de réglementation et que ces cotations sont basées sur des transactions régulières. Ces instruments sont classés en niveau 1.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces différentes méthodes maximisent l'utilisation de données de marché observables, si disponibles, et se fondent peu sur les estimations propres du Groupe. Si tous les éléments requis au calcul de la juste valeur de l'instrument sont observables, cet instrument est classé en niveau 2.

Si un ou plusieurs des principaux éléments de calcul ne sont pas basés sur des données de marché observables, l'instrument est classé en niveau 3.

1.4.16 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette probable de réalisation.

La méthode de valorisation utilisée dans le Groupe est le FIFO – premier entré, premier sorti.

Les stocks comprennent tous les coûts d'achat, coûts de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks sur leur lieu de vente et dans l'état où ils se trouvent. Ainsi, les frais logistiques encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent ainsi que les avantages obtenus des fournisseurs comptabilisés en déduction du coût d'achat des marchandises vendues sont pris en compte pour la valorisation des stocks consolidés.

Le coût des stocks comprend le recyclage de montants initialement comptabilisés en capitaux propres, correspondant à des gains ou pertes sur couvertures d'achats futurs de marchandises.

La valeur nette probable de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Dans le cadre de son activité de promotion immobilière, le groupe Casino enregistre en stock les actifs en cours de construction.

1.4.17 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Ils sont classés comme des actifs détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie uniquement lorsque la vente est hautement probable et que l'actif ou le groupe destiné à être cédé est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit être engagée dans un plan de vente, qui devrait se traduire, sur le plan comptable, par la conclusion d'une vente dans un délai d'un an à compter de la date de cette classification.

Dans le compte de résultat consolidé du dernier exercice clos et de la période antérieure présentée, le résultat provenant des activités abandonnées est présenté séparément du résultat des activités poursuivies, après ce dernier, net d'impôt, ce même si le Groupe demeure détenir une part minoritaire dans la filiale après la vente. Le profit ou la perte net(te) en résultant est présenté(e) sur une ligne distincte du compte de résultat.

Les immobilisations corporelles et incorporelles, une fois classées comme détenues en vue de la vente, ne sont plus amorties.

1.4.18 Capitaux propres

Les capitaux propres regroupent deux catégories de propriétaires : les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon), et les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle d'autre part (actionnaires minoritaires des filiales). Une participation ne donnant pas le contrôle est définie comme la part d'intérêt dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à une société mère (ci-après « intérêts minoritaires » ou « intérêts ne donnant pas le contrôle »).

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres car le contrôle ne change pas au sein de l'entité économique. Les flux de trésorerie provenant de variations de parts d'intérêts dans une filiale intégrée globalement, qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle (cette notion englobant les augmentations de parts d'intérêts), sont intégrés dans les flux nets de trésorerie liés aux activités de financement.

Dans le cas d'une acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée par intégration globale, le Groupe comptabilise la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires en variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Casino, Guichard-Perrachon. Les frais attachés à ces opérations sont également enregistrés au sein des capitaux propres. Il en est de même pour les frais attachés aux cessions sans perte de contrôle. Concernant la cession d'intérêts majoritaires induisant une perte de contrôle, le Groupe constate une cession à 100% des titres détenus suivie, le cas échéant, d'une acquisition à la juste-valeur de la part conservée. Ainsi, le Groupe constate un résultat de cession, présenté en « Autres produits opérationnels » ou en « Autres charges opérationnelles », sur la totalité de sa participation (part cédée et part conservée), revenant à réévaluer la partie conservée par le résultat. Les flux de trésorerie provenant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans une filiale sont affectés aux flux nets de trésorerie des activités d'investissement.

1.4.18.1 Instruments de capitaux propres et instruments composés

Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis par le Groupe. Un instrument est considéré comme un instrument de capitaux propres si les deux conditions suivantes sont réunies : (i) l'instrument n'inclut aucune obligation contractuelle de remettre à une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier, ou d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables à l'entité et (ii) dans le cas d'un instrument qui sera ou pourra être réglé en instruments de capitaux propres, il s'agit d'un instrument non dérivé qui n'inclut aucune obligation contractuelle de livrer un nombre variable d'instruments représentatifs de nos capitaux propres, ou d'un dérivé qui ne sera réglé qu'au moyen d'un échange d'un montant fixé de trésorerie ou d'un autre actif financier contre un nombre fixé de nos instruments de capitaux propres.

Ainsi, un instrument dont le remboursement est à l'initiative du Groupe et dont la rémunération est subordonnée au versement d'un dividende est classé en capitaux propres.

1.4.18.2 Frais de transactions sur capitaux propres

Les frais externes et internes (lorsque éligibles) directement attribuables aux opérations de capital ou sur instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôts, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.

1.4.18.3 Actions auto-détenues

Les actions auto-détenues sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle de ces actions est inscrit directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession, nettes de l'effet d'impôt attaché, n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

1.4.18.4 Options sur actions propres

Les options sur actions propres sont traitées selon leurs caractéristiques comme des instruments dérivés, des instruments de capitaux propres ou des passifs financiers.

Les options qualifiées de dérivés sont enregistrées à la juste valeur par le compte de résultat. Les options qualifiées d'instruments de capitaux propres sont enregistrées en capitaux propres pour leur montant initial ; les variations de valeur ne sont pas comptabilisées. Le traitement comptable des passifs financiers est décrit dans la note 1.4.14.

1.4.18.5 Paiement fondés sur des actions

Des options d'achat d'actions, des options de souscription d'actions et des actions gratuites sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe.

L'avantage accordé au titre des plans de stock-options, évalués à la juste valeur au moment de l'attribution de l'option, constitue un complément de rémunération. Il est comptabilisé en charges de personnel sur la durée d'acquisition des droits représentatifs de l'avantage consenti. La juste valeur des options est déterminée dans le Groupe en utilisant le modèle de valorisation de Black & Scholes, en fonction des caractéristiques du plan, des données de marché (prix actuel des actions sous-jacentes, la volatilité, le taux d'intérêt sans risque...) lors de l'attribution et d'une hypothèse de présence des bénéficiaires à l'issue de la période d'acquisition des droits.

S'agissant des actions gratuites, la juste valeur est également déterminée en fonction des caractéristiques du plan, des données de marché lors de l'attribution et d'une hypothèse de présence à l'issue de la période d'acquisition des droits. Si le plan ne spécifie pas de conditions d'acquisition, la charge est comptabilisée entièrement dès que le plan est accordé, sinon la charge est constatée sur la période d'acquisition en fonction de la réalisation des conditions.

1.4.19 Provisions

1.4.19.1 Provisions pour avantages au personnel postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Les sociétés du Groupe participent, selon les lois et usages de chaque pays, à la constitution de différents types d'avantages au personnel de leurs salariés.

Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'obligation d'effectuer des versements supplémentaires en sus des cotisations déjà versées à un fonds, si ce dernier n'a pas suffisamment d'actifs pour servir les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures. Pour ces régimes, les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues.

Dans le cadre de régimes à prestations définies, les engagements sont évalués suivant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions ou des accords en vigueur dans chaque société. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chaque unité est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation est ensuite actualisée. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est situé. Ces régimes et les indemnités de fin de contrat font l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants chaque année pour les régimes les plus importants et à

intervalles réguliers pour les autres régimes. Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels résultent des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs. Ces écarts sont comptabilisés immédiatement en capitaux propres pour l'ensemble des écarts actuariels portant sur des régimes à prestations définies.

Le coût des services passés, désignant l'accroissement d'une obligation suite à l'introduction d'un nouveau régime ou d'une modification d'un régime existant, est étalé linéairement sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits soient acquis, ou est comptabilisé immédiatement en charges si les droits à prestations sont déjà acquis.

Les charges relatives à ce type de régimes sont comptabilisées en résultat opérationnel courant (coûts des services rendus) et en « Autres produits et charges financiers » (coûts financiers et rendements attendus des actifs).

Les réductions, les règlements et les coûts des services passés sont comptabilisés en résultat opérationnel courant ou en « Autres produits et charges financiers » selon leur nature. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes et du coût des services passés non encore amortis.

1.4.19.2 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Ainsi, afin de couvrir les coûts inhérents aux services après-vente sur les matériels vendus avec garantie, le Groupe enregistre dans ses comptes une provision. Cette provision représente le montant estimé, en fonction des statistiques des charges constatées par le passé, des réparations pendant la durée de la garantie. Cette provision est reprise chaque année pour le montant réel du coût du service rendu enregistré en charges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée dès lors qu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Ils ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information en annexe.

1.4.20 Engagements d'achats donnés aux minoritaires

Le Groupe a consenti aux actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie. Conformément à la norme IAS 32, les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en « passifs financiers » ; les « puts à prix fixes » sont comptabilisés pour leurs valeurs actualisées, et les « puts à prix variables » pour leurs justes valeurs ; en outre, ces opérations peuvent être exercées à tout moment ou à une date définie.

La norme IAS 27 révisée, appliquée dans les comptes consolidés à partir du 1^{er} janvier 2010, précise le traitement comptable des acquisitions complémentaires de titres dans les sociétés. Le Groupe a décidé d'appliquer deux méthodes de comptabilisation différentes de ces options de ventes, selon que les options ont été émises avant ou après la date de première application de la version révisée de la norme en accord avec les recommandations de l'Autorité des marchés financiers. Les premières sont traitées selon la méthode du goodwill en cours alors que les secondes sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impact capitaux propres).

1.4.21 Définition générale de la juste valeur

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

1.4.22 Classification des actifs et passifs en courant et non courant

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en "actifs courants", de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie. Tous les autres actifs sont classés en "actifs non courants". Les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture sont classés en "passifs courants". Le cycle normal d'exploitation du Groupe est de douze mois.

Les impôts différés sont, quant à eux, toujours présentés en actifs ou passifs non courants.

1.4.23 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de deux parties : le « chiffre d'affaires, hors taxes » et les « autres revenus ».

Le « chiffre d'affaires, hors taxes » intègre les ventes réalisées dans les magasins, les cafétérias et les entrepôts, les revenus des activités financières, les revenus locatifs, les produits d'exploitation bancaire de l'activité de crédit et diverses prestations réalisées par les établissements.

Les autres produits de l'activité dénommés « Autres revenus » comprennent les produits liés à l'activité de promotion immobilière, divers produits de prestations de services et divers produits réalisés de manière accessoire ou dans le cadre d'activités annexes, en particulier les commissions perçues dans le cadre de la vente de voyages, les redevances liées à l'activité de franchise et des revenus de sous-location.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais et des taxes relatives aux ventes. Ils sont reconnus comme suit :

- les ventes de biens sont comptabilisées dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ont été transférés au client, généralement lorsque le transfert de propriété est intervenu, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et que le recouvrement est raisonnablement assuré ;
- les prestations de services, telles que les ventes d'extensions de garanties, les services attachés directement à la vente de biens ou les prestations réalisées envers des fournisseurs sont comptabilisées sur la période où les services sont rendus. Lorsqu'une prestation de services est assortie d'engagements divers, y compris d'engagements de volumes, le Groupe analyse les éléments de droit et de faits pour déterminer le cadencement de comptabilisation de la prestation. Il en résulte que, suivant la nature de la prestation de services, une comptabilisation du produit peut être immédiate, les prestations étant considérées comme réalisées, ou étalée sur la période de réalisation de la prestation ou d'atteinte de l'engagement donné.

En cas de paiement différé au-delà des conditions habituelles de crédit non supporté par un organisme de financement, le produit de la vente est égal au prix actualisé, la différence, si elle est significative, entre ce prix actualisé et le paiement comptant étant constatée en produits financiers répartis sur la durée du différé.

Les avantages accordés aux clients dans le cadre des programmes de fidélisation constituent des éléments séparés de la vente initiale. Les produits liés à ces droits octroyés sont différés jusqu'à la date d'utilisation des avantages par les clients.

1.4.24 Marge commerciale

La marge commerciale correspond à la différence entre le « Chiffre d'affaires, hors taxes » et le coût d'achat complet des marchandises vendues.

Le « Coût d'achat complet des marchandises » intègre les achats nets des ristournes et des coopérations commerciales, les variations de stocks rattachés aux activités de distribution et les coûts logistiques.

Les coopérations commerciales sont évaluées sur la base de contrats signés avec les fournisseurs et donnent lieu en cours d'année à la facturation d'acomptes. A la clôture de l'exercice, une évaluation des prestations commerciales réalisées avec les fournisseurs est effectuée. La comparaison entre cette évaluation et les acomptes facturés donne lieu à l'établissement de factures à établir ou d'avoirs à émettre.

Les variations de stocks s'entendent des variations positives et négatives après prise en compte des provisions pour dépréciation.

Les coûts logistiques sont les coûts de l'activité logistique gérée ou sous-traitée par le Groupe, frais de stockage, de manutention et de transport exposés après la première réception de la marchandise dans l'un des sites du Groupe, magasin ou entrepôt. Les coûts de transport facturés par les fournisseurs sur factures de marchandises (exemple : DDP Delivery Duty Paid) sont présentés en coût d'achat. Les coûts des transports sous-traités sont reconnus en « coûts logistiques ».

1.4.25 Coût des ventes

Les « coûts des ventes » sont composés des coûts supportés par les points de ventes ainsi que le coût de revient et la variation de stock liés à l'activité de promotion immobilière.

1.4.26 Frais généraux et administratifs

Les « Frais généraux et administratifs » sont composés des frais généraux et administratifs des fonctions supports, notamment les fonctions achats et approvisionnement, commerciales et marketing, informatique et finance.

1.4.27 Frais avant ouverture et après fermeture

Lorsqu'ils ne correspondent pas à la définition d'un actif, les frais avant ouverture et après fermeture sont comptabilisés en charges opérationnelles lors de leur survenance.

1.4.28 Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique enregistre les effets de deux types d'éléments :

- les éléments majeurs intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs ;
- les éléments qui par nature ne rentrent pas dans l'appréciation de la performance opérationnelle courante des « business units » tels que les pertes de valeur d'actifs non courants, les cessions d'actifs non courants et les incidences de l'application des normes IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée (voir note 1.4.2).

1.4.29 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les produits et résultats de cession des équivalents de trésorerie, les résultats de couverture de taux et de change y afférents ainsi que la charge d'intérêts attachée aux contrats de location financement.

La dette financière nette comprend les emprunts et dettes financières incluant les dérivés passifs placés en

comptabilité de couverture qui s'y rattachent, diminués (i) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, (ii) des actifs financiers de gestion de trésorerie et placements financiers assimilés, (iii) des dérivés actifs placés en comptabilité de couverture portant sur les emprunts et dettes financières et (iv) des actifs financiers consécutifs à une cession significative d'actifs non courants.

1.4.30 Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne font pas partie du coût de l'endettement financier net.

Sont compris notamment dans cette rubrique : les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les variations de juste valeur des actifs financiers hors trésorerie et des dérivés non concernés par la comptabilité de couverture, les résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie, les résultats d'actualisation (y compris l'actualisation des provisions de retraite) et les résultats de change portant sur des éléments exclus de l'endettement financier net.

Les escomptes financiers obtenus pour paiement rapide sont portés en produits financiers pour la part correspondant au taux normal d'intérêt du marché et en réduction du prix d'achat pour le supplément.

1.4.31 Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigés de la fiscalité différée.

Les sociétés françaises consolidées qui satisfont aux critères du régime de l'intégration fiscale sont généralement comprises dans différents périmètres d'intégration fiscale.

Le cumul des impôts exigibles représente l'impôt dû par les sociétés têtes de groupe d'intégration et par toutes les autres sociétés non intégrées fiscalement.

La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable s'agissant des éléments d'actif, sur les décalages temporaires d'imposition, les reports fiscaux déficitaires et certains retraitements de consolidation.

Tous les passifs d'impôt différé sont comptabilisés :

- pour toute différence temporelle imposable sauf quand le passif d'impôt différé résulte de la dépréciation non déductible fiscalement du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ; et
- pour des différences temporelles taxables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, sauf lorsque le Groupe contrôle le renversement de la différence et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle et, conformément à IAS 12, ils ne sont pas actualisés. Le montant d'impôt ainsi déterminé est, le cas échéant, influencé par la variation de la créance ou de la dette que provoque le changement du taux d'impôt sur les sociétés d'une année sur l'autre (méthode du "report variable").

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la taxe professionnelle a été remplacée par deux nouvelles contributions de natures différentes:

- la Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'ancienne Taxe Professionnelle ; cette cotisation est comptabilisée au sein du Résultat Opérationnel Courant car elle présente des similitudes importantes avec la taxe professionnelle;
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux ; cette cotisation est présentée sur la ligne impôt sur le résultat car le Groupe considère qu'elle répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.

1.4.32 Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, à l'exception des actions émises en paiement du dividende et déduction faite des actions auto-détenues. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions ("Treasury stock method"), qui :

- au numérateur, corrige le résultat des intérêts financiers sur les obligations convertibles et du dividende du TSSDI ;
- au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (bons de souscription, options, actions gratuites), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les instruments de capitaux propres donnant accès au capital ne sont retenus dans le calcul indiqué ci-dessus que pour autant qu'ils aient un effet dilutif sur le résultat par action.

1.4.33 Information sectorielle

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du groupe Casino ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

L'information sectorielle, présentée en note 5, comporte six secteurs opérationnels répartis entre la France et l'International : Casino France, Monoprix, Franprix-Leader Price pour la zone France et l'Amérique latine, l'Asie et les autres secteurs internationaux pour la zone « International ». Le Groupe a regroupé des segments au sein des secteurs Casino France, Amérique latine et Asie.

Ainsi, le secteur opérationnel dénommé « Casino France » regroupe principalement les activités françaises de distribution, quel que soit le format de magasins (hypermarchés, supermarchés, supérettes) ou leur mode d'exploitation (en propre ou en franchise) et les activités annexes ou complémentaires que sont l'immobilier, la vente par internet, la restauration et l'activité de services financiers, à l'exception de celles de Franprix-Leader Price et de Monoprix qui font l'objet d'un secteur opérationnel distinct. Au regard de la zone « International », les secteurs regroupés d'Amérique latine (Colombie, Uruguay, Argentine et Brésil) et d'Asie (Thaïlande et Vietnam) présentent une nature des produits vendus (alimentaires et non alimentaires), des actifs et moyens humains nécessaires à l'exploitation, une typologie de clientèle, des modes de distribution (direct, internet, offre marketing) et une performance financière long-terme similaires.

La Direction évalue la performance de ces secteurs sur la base du chiffre d'affaires ainsi que sur la base du résultat opérationnel courant. Les actifs et passifs ne faisant pas l'objet d'une information spécifique auprès de la Direction, aucune information est présentée par secteurs opérationnels en annexe dans le cadre d'IFRS 8.

Les données financières par secteur opérationnel sont établies selon les mêmes règles que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Note 2 Faits marquants

2.1 Evolution du périmètre de consolidation

Les principales évolutions de périmètre au cours de l'année 2012 sont :

PRINCIPALES ENTREES – SORTIES DE PERIMETRE :

Nom de la société	Activité	Pays	Opération	Méthode de consolidation
GPA (note 3.3)	Distribution	Brésil	Prise de contrôle	IG
Sous-groupe Franprix – Leader Price (note 3.1)	Distribution	France	Prise de contrôle	IG
Monshowroom.com (note 2.2)	E-commerce	France	Acquisition	MEE

PRINCIPALES VARIATIONS DE POURCENTAGE DE DETENTION SANS MODIFICATION DE LA METHODE DE CONSOLIDATION :

Nom de la société	Activité	Pays	Variation du % de détention	Méthode de consolidation
Mercialys (2)	Immobilier	France	-10,3%	IG
Big C Thaïlande (note 3.2)	Distribution	Thaïlande	- 4,60%	IG
Sous-groupe Franprix – Leader Price	Distribution	France	(1)	MEE

(1) En juin 2012, le sous-groupe Franprix – Leader Price a acquis des participations complémentaires dans les sous-groupes Planes et Faure à hauteur respectivement de 10% et 23% portant sa participation à 36% et 49%. Ces sous-groupes restent comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et ont été acquis respectivement pour 5 millions d'euros chacun (honoraires inclus)

(2) Avant de s'engager dans le processus de perte de contrôle de Mercialys (voir note 2.2), le Groupe avait procédé à une cession de 0,4% de sa participation dans Mercialys qui a eu une incidence sur les capitaux propres part du Groupe de 6 millions d'euros et sur les intérêts minoritaires de 3 millions d'euros

La liste des principales sociétés consolidées est présentée en note 38.

2.2 Autres faits marquants

▪ Processus de perte de contrôle de Mercialys

Début janvier 2012, le Groupe s'est engagé dans un processus de perte de contrôle de sa filiale Mercialys. A compter de cette date, les actifs et passifs de cette filiale ont été classés conformément à la norme IFRS 5 en « actifs détenus en vue de la vente » et « passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente » (voir note 11).

Dans la lignée de sa nouvelle stratégie, Mercialys a procédé le 20 avril 2012 à une distribution exceptionnelle de ses réserves ainsi que le solde de distribution au titre de l'exercice 2011 pour un montant global de 1 060 millions d'euros dont 532 millions d'euros reçus par le Groupe.

Après la cession de 9,9% de titres Mercialys dont 9,8% à la suite du dénouement du Total return swap (TRS) conclu avec un établissement financier, le Groupe a ramené sa participation dans Mercialys à 40,2%. Cette baisse de détention a généré un produit de cession de 137 millions d'euros et une plus-value de 88 millions d'euros qui seront reconnus lors de la perte de contrôle de Mercialys ; l'incidence sur les intérêts minoritaires liée à ces opérations s'élève à 49 millions d'euros.

Le processus de cession s'est accompagné d'une réorganisation de la gouvernance et des accords entre Casino et Mercialys :

- l'évolution de la gouvernance de Mercialys a conduit à la perte de la majorité des administrateurs au sein du Conseil d'administration de la société (6 administrateurs indépendants sur un total de 10

- administrateurs) ;
- les comités techniques du Conseil d'administration (comités des investissements et des rémunérations notamment) sont présidés par des administrateurs indépendants ;
- une nouvelle convention de partenariat de 3,5 ans relative aux développements de projets immobiliers a été mise en place. Mercialys est indépendante dans ses choix d'investissements ;
- les autres conventions de services administratifs ont été amendées.

Si les éléments justifiant la perte de contrôle sont bien réunis au 31 décembre 2012, Casino a continué d'assurer, de façon transitoire jusqu'au 13 février 2013, la présidence et la direction générale de Mercialys. Un nouveau directeur général ainsi qu'un nouveau Président, extérieurs au Groupe, ont été nommés par le Conseil d'administration du 13 février 2013 de Mercialys.

La prochaine Assemblée générale sera ainsi l'occasion de confirmer d'une part, l'indépendance complète des organes de direction de Mercialys et d'autre part la nouvelle géographie de son capital. La perte de contrôle de Casino pourra dès lors être constatée à la date de la prochaine Assemblée générale.

Par conséquent, le groupe Mercialys est resté consolidé par intégration globale dans les comptes consolidés de Casino au 31 décembre 2012 et son classement selon IFRS 5 a été maintenu compte tenu de l'engagement du Groupe de mener à terme le processus de perte de contrôle.

Sur la base du cours de bourse du 31 décembre 2012, la valeur de la participation de 40,2% détenue par Casino s'élève à 634 millions d'euros à mettre en regard d'une valeur comptable de l'actif net de 39 millions d'euros au 31 décembre 2012.

▪ **Monoprix**

En 2000 et 2003, Galeries Lafayette a cédé le contrôle paritaire (50%) de Monoprix à Casino. Selon les accords contractuels conclus entre Casino et Galeries Lafayette, Casino détient une option d'achat sur 10% du capital, lui donnant la possibilité de prendre le contrôle de Monoprix et Galeries Lafayette détient une option de vente de sa participation de 50%, exerçables à compter du 1^{er} janvier 2012 jusqu'en 2028. Par ailleurs, selon ces mêmes accords, Casino détient le droit, en toute hypothèse, de désigner à partir du 31 mars 2012 le Président-Directeur général pour des périodes de trois ans en alternance avec Galeries Lafayette.

Galeries Lafayette a mis en œuvre, le 7 décembre 2011, le processus d'évaluation du prix, première étape du processus de vente de sa participation dans Monoprix.

Suite à la lettre d'intention signée le 28 juin 2012 entre Casino et Galeries Lafayette, les deux groupes ont conclu, le 26 juillet 2012, un protocole transactionnel portant sur la cession de la participation de 50% détenue par Galeries Lafayette dans Monoprix à Casino. Galeries Lafayette cédera sa participation d'ici au 30 octobre 2013, au prix de 1 175 millions d'euros, indexé à compter du 1^{er} avril 2013. Une garantie à première demande octroyée au profit de Galeries Lafayette appelable en octobre 2013 a été mise en place.

La rotation de la présidence, prévue au pacte d'actionnaires entre Casino et Galeries Lafayette, a été confirmée par l'accord transactionnel du 26 juillet 2012 ; Monsieur Jean-Charles Naouri, Président-Directeur général de Casino, a été nommé Président-Directeur général de Monoprix en remplacement de Monsieur Philippe Houzé lors du Conseil d'administration qui s'est tenu le 30 novembre 2012.

Casino et Galeries Lafayette renonceront, après la cession des actions, aux procédures judiciaires en cours.

L'acquisition définitive par Casino de la participation de Galeries Lafayette dans Monoprix est conditionnée à l'accord préalable de l'Autorité de la concurrence.

Le 7 janvier 2013, après réalisation des études préparatoires, Casino a notifié le projet de concentration auprès de l'Autorité de la concurrence et a obtenu l'attestation de « complétude », ouvrant la période d'instruction du dossier, en date du 6 février. La décision de l'Autorité de la concurrence est attendue vers la mi-2013. Casino pourra, notamment en absence de décision de l'Autorité de la concurrence d'ici au 30 octobre 2013, substituer un tiers pour acquérir à sa place la participation de Galeries Lafayette. Casino a, à cet égard, d'ores et déjà conclu un contrat de portage avec un établissement financier conformément à l'article 3.5 a) du Règlement CE 139/2004.

Ainsi et compte tenu de l'absence de changement des accords liant Casino à Galeries Lafayette d'ici la sortie de cette dernière et le fait que Galeries Lafayette continue à assurer son rôle de partenaire dans Monoprix jusqu'à la cession des titres, le Groupe a estimé que le mode de consolidation par intégration proportionnelle demeure adapté.

- **Monshowroom.com**

Le 28 février 2012, le Groupe Casino a acquis une participation minoritaire du capital de la société Monshowroom.com avec possibilité à terme de devenir majoritaire. Cette société, spécialisée dans la vente de prêt-à-porter et accessoires de mode multimarques sur internet, permet au Groupe de conforter sa position dans le secteur du commerce en ligne. La valeur des titres mis en équivalence s'élève à 17 millions d'euros au 31 décembre 2012.

- **Paiement du dividende 2011 en actions**

Le Groupe a distribué 332 millions d'euros de dividendes dont 205 millions d'euros en numéraire et 127 millions d'euros en actions (voir notes 25.1 et 25.4).

- **Opérations de financement corporate 2012**

Le 1^{er} mars et le 30 juillet 2012, le Groupe a procédé à de nouvelles émissions obligataires d'un montant respectif de 600 et 650 millions d'euros d'une maturité de 8 et 7 ans. Les coupons annuels attachés à ces émissions obligataires s'élèvent à 3,99% et 3,157% (voir note 29.1).

Note 3 Opérations de périmètre

3.1 Opérations du sous-groupe Franprix – Leader Price

Au cours de l'exercice 2012, Franprix – Leader Price a acquis divers sous-groupes. Ces opérations ont généré la reconnaissance d'un goodwill de 127 millions d'euros ainsi qu'une charge de réévaluation de la quote-part d'intérêt antérieurement détenue de -1 million d'euros liées à certains sous-groupes dans lesquels Franprix – Leader Price détenait une participation minoritaire. Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2012, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net auraient été de 74 et -28 millions d'euros.

Les deux principales opérations sont relatives à la prise de contrôle exclusif :

- en mars 2012, du sous-groupe Barat.
Cette prise de contrôle a été réalisée en portant la participation du Groupe de 49% à 100 % du capital de ce sous-groupe pour un montant de 40 millions d'euros.
Cette opération représente l'acquisition de 22 magasins Franprix et Leader Price et a généré la reconnaissance d'un goodwill de 49 millions d'euros et d'une charge de réévaluation de la quote-part d'intérêt antérieurement détenue de -1 million d'euros.
- en juillet 2012, d'un ensemble de 21 magasins Leader Price dans le Sud Est.
Cette prise de contrôle a été réalisée en portant la participation du Groupe de 49% à 100 % du capital de ce sous-groupe pour un montant de 31 millions d'euros.
Cette opération a généré la reconnaissance d'un goodwill de 62 millions d'euros et pas d'impact de réévaluation de la quote-part d'intérêt antérieurement détenue.

3.2 Opérations sur Big C Thaïlande

EVOLUTION DU POURCENTAGE DE DETENTION DU GROUPE DANS BIG C THAÏLANDE

La diminution du pourcentage d'intérêt de 4,60% du Groupe dans Big C Thaïlande résulte (i) de la dilution faisant suite à la non-souscription par le Groupe à l'augmentation de capital émise par Big C Thaïlande et (ii) de cessions sur le marché. Ces opérations ont eu un impact positif sur les capitaux propres part du Groupe et les intérêts minoritaires pour respectivement de 139 et 69 millions d'euros.

REFINANCEMENT DE L'ACQUISITION CARREFOUR THAÏLANDE

Lors de l'acquisition de Carrefour Thaïlande en janvier 2011, un emprunt de 38,5 milliards de bahts (soit 981 millions d'euros) avait été souscrit dont la maturité s'étendait sur option jusqu'en juillet 2012. Le 28 juin 2012, dans le cadre du refinancement de l'acquisition de Carrefour Thaïlande, Big C Thaïlande a signé la mise en place d'un financement de 32 milliards de bahts (soit 802 millions d'euros) dont les maturités sont comprises entre deux et sept ans. Au 31 décembre 2012, Big C a utilisé les facilités de financement pour 23 milliards de bahts (570 millions d'euros) (voir note 29.1).

3.3 GPA – Prise de contrôle

3.3.1 Prise de contrôle

Afin de préparer la réorganisation du contrôle du groupe brésilien GPA tel que prévu dans le pacte d'actionnaires de la société Wilkes, Casino avait informé le 21 mars 2012 son partenaire Monsieur Abilio Diniz qu'elle entendait exercer sa faculté contractuelle de désigner le président du Conseil d'administration de Wilkes.

L'Assemblée générale extraordinaire de Wilkes, holding de contrôle de GPA, s'est tenue le 22 juin 2012 à Sao Paulo. Elle a nommé Monsieur Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de Président du Conseil d'administration de Wilkes. A la même date, l'Assemblée générale extraordinaire de GPA a approuvé la nomination de Messieurs Eleazar de Carvalho Filho, Luiz Augusto de Castro Neves et Roberto Oliveira de Lima, administrateurs proposés par Casino. Ces nominations portent à huit le nombre d'administrateurs nommés par le Groupe sur un Conseil d'administration comportant quinze membres.

Le 2 juillet 2012, l'Assemblée générale de Wilkes a approuvé la modification du Conseil d'administration consistant à nommer un administrateur proposé par Casino en remplacement d'un administrateur nommé par Monsieur Abilio Diniz. Casino a ainsi finalisé le process de prise de contrôle et a obtenu la majorité au Conseil d'administration de Wilkes qui lui permet de décider du sens du vote de Wilkes à l'Assemblée générale de GPA et donc irrévocablement de contrôler également GPA. A compter de cette date, le Groupe consolide donc GPA selon la méthode de l'intégration globale.

DETERMINATION DE LA QUOTE-PART ANTERIEUREMENT DETENUE

La réévaluation de la participation de 40,32% précédemment détenue dans GPA par le Groupe a été déterminée par un expert indépendant essentiellement sur la base du cours de bourse des actions préférentielles de GPA au 2 juillet 2012. La juste valeur de la participation détenue s'élève ainsi à 3 331 millions d'euros.

Le produit net découlant de cette réévaluation s'élève à 904 millions d'euros et a été comptabilisé en « Autres produits opérationnels » (voir note 7).

DETERMINATION DE LA VALEUR DES INTERETS MINORITAIRES

Le Groupe a décidé d'évaluer les intérêts minoritaires à leur juste valeur. La juste valeur des intérêts minoritaires correspondant aux 59,68% de GPA non détenus par le Groupe a été évaluée sur la base du cours de bourse de l'action préférentielle de GPA le 2 juillet 2012. Les participations détenues par des tiers dans des filiales de GPA (Via Varejo et Nova Pontocom) ont été évaluées selon la méthode des projections de flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisations appliqués sont fonction de la nature de l'activité des entités opérationnelles concernées. Ces justes valeurs ont été déterminées par un expert indépendant.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS IDENTIFIABLES

A la date de prise de contrôle, la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables de GPA a été déterminée provisoirement par un expert indépendant et se résume ainsi :

en millions d'euros	Juste valeur au 2 juillet 2012
Immobilisations incorporelles	3 707
Immobilisations corporelles	3 098
Autres actifs non courants	598
Actifs d'impôts différés	811
Stocks	2 014
Créances clients	2 025
Autres actifs	1 157
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 159
Actifs	15 570
Provisions	513
Passifs financiers non courants	2 311
Autres dettes non courantes	608
Passifs d'impôts différés	1 369
Passifs financiers courants	959
Fournisseurs	1 641
Autres dettes courantes	2 988
Passifs	10 389
Actifs et passifs identifiables à 100%, nets (A)	5 181
Réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de 40,3% (B)	3 331
Juste valeur des intérêts minoritaires (selon méthode du goodwill complet) (C)	6 234
Goodwill (B+C-A)	4 385

Au 31 décembre 2012, les principaux ajustements de juste valeur portent provisoirement sur la reconnaissance ou la revalorisation des marques (1 379 millions d'euros) et de droits au bail (900 millions d'euros), les actifs immobiliers (83 millions d'euros), les passifs à caractère fiscal (200 millions d'euros) et les impôts différés passifs nets liés aux ajustements de juste valeur (591 millions d'euros).

La détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables est provisoire et sera amenée à évoluer d'ici le 30 juin 2013.

L'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables conduit provisoirement à la constatation d'un goodwill de 4 385 millions d'euros dont 1 670 millions d'euros pour la part Groupe. Le goodwill est principalement attribuable aux perspectives de croissance des activités, à la couverture géographique, aux optimisations des coûts et au capital humain.

La contribution des activités de GPA au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période du 2 juillet au 31 décembre 2012 est respectivement de 10 482 et 1 190 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'intégration à 100% de GPA dans les comptes consolidés du Groupe clos le 31 décembre 2012 si la prise de contrôle de GPA était intervenue le 1^{er} janvier 2012.

en millions d'euros	31 décembre 2012 publié	31 décembre proforma 2012
Chiffre d'affaires	41 971	47 712
Résultat opérationnel courant	2 002	2 279
Résultat opérationnel	2 379	2 630
Résultat financier	(499)	(638)
Résultat avant impôt	1 880	1 991
Résultat net de l'ensemble consolidé	1533	1614
Résultat net, part du Groupe(*)	1062	1048
Résultat net, part minoritaire	470	566

(*) La diminution de 14 millions d'euros du résultat net part du Groupe proforma résulte de la comptabilisation de certaines opérations directement en capitaux propres s'agissant de transactions effectuées entre actionnaires alors qu'auparavant elles étaient effectuées avec une société consolidée selon la méthode d'intégration proportionnelle et traitées en résultat de la période. Ces opérations correspondent à l'émission d'actions préférentielles au profit de Casino et à l'exercice de stock-options (voir note 3.3.2)

DETTES D'OPTIONS DE VENTE OCTROYEES A LA FAMILLE DINIZ

Le Groupe avait accordé à la famille Diniz deux options de vente portant sur les titres du holding de contrôle et correspondant à 1 000 000 et 19 375 000 actions du capital de GPA.

L'exercice de la première option est intervenu en août 2012 pour un prix de 11 millions d'USD (soit 9 millions d'euros). L'exercice de cette option a eu un impact de +22 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe et de -31 millions d'euros sur les intérêts minoritaires.

Suite à l'exercice de la première option, la seconde option, portant sur 7,4% du capital au 31 décembre 2012, est exerçable pendant une période de huit années à compter du 22 juin 2014. Son prix d'exercice est calculé sur la base de multiples de marché appliqués aux agrégats (CA, EBITDA, EBITA, Résultat avant impôt) de GPA des deux années précédant l'exercice de l'option. A la date de clôture, cette option a été valorisée et comptabilisée en dettes financières pour un montant de 399 millions d'euros (voir note 29.4) et a généré une incidence positive de 176 millions d'euros sur les capitaux propres du Groupe et négative de 574 millions d'euros sur les intérêts minoritaires.

3.3.2 Modification du pourcentage de détention dans GPA sur l'exercice

Au 31 décembre 2012, le Groupe détient 38,17% du capital de GPA contre 40,13% au 31 décembre 2011 soit une baisse de 1,96% qui résulte principalement de (i) l'émission au profit de Casino de 1,6 millions d'actions préférentielles au cours de 85,66 réais par action (voir ci-dessous), (ii) de l'exercice de la première option de vente Diniz (voir note 3.3.1) et (iii) de la cession de 6,5 millions d'actions, soit 2,5% du capital de GPA, au cours du dernier trimestre 2012 pour un montant de 218 millions d'euros (impact positif de 17 millions d'euros dans les capitaux propres part du Groupe).

L'émission préférentielle, rémunérant l'économie d'impôt généré par l'amortissement d'une partie du goodwill d'acquisition lié à GPA, a été finalisée en mai 2012 après l'exercice des droits de préemption des

actionnaires de GPA. Casino a ainsi reçu 1,6 millions d'actions. Cette opération a généré un résultat de relation de 21 millions d'euros présenté en "Autres produits opérationnels" (note 7).

3.3.3 Procédures arbitrales entre Casino et le groupe Diniz

Casino a saisi le 30 mai et le 1er juillet 2011 la Chambre de Commerce Internationale de deux procédures d'arbitrage à l'encontre du groupe Diniz sollicitant le respect et la bonne exécution du pacte entre actionnaires du 27 novembre 2006 relatif au holding de contrôle Wilkes. Ces deux premières procédures arbitrales ont été fusionnées. L'objectif de celles-ci consiste à faire respecter le pacte d'actionnaires.

Un deuxième arbitrage a été initié par Monsieur Diniz fin 2012. Il a pour objectif de renforcer l'exécution du pacte d'actionnaires, notamment en ce qui concerne les droits de Monsieur Diniz au sein du Conseil d'administration de GPA.

Ces deux procédures sont soumises à des clauses de confidentialité.

Note 4 Complément d'information sur le tableau de flux de trésorerie

4.1 Variation du BFR liée à l'activité

en millions d'euros	2012	2011
Stocks de marchandises	(283)	(335)
Stocks de promotion immobilière	11	(26)
Fournisseurs	585	378
Créances clients et comptes rattachés	(8)	12
Créances liées aux activités de crédit	918	(170)
Financement des activités de crédit	(862)	226
Autres	(166)	(31)
Variation du BFR liée à l'activité	194	54

4.2 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

en millions d'euros	2012	2011
Montant payé pour les prises de contrôle	(116)	(1 114)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	1 297	89
Montant reçu pour les pertes de contrôle	88	266
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle	(3)	-
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	1 266	(759)

En 2012, l'incidence de ces opérations sur la trésorerie du Groupe comprend principalement :

- la prise de contrôle de GPA pour 1 293 millions d'euros ;
- les prises de contrôle réalisées par le sous-groupe Franprix – Leader Price pour -109 millions d'euros ;
- l'encaissement du dernier billet de trésorerie, pour un montant net de frais de 83 millions d'euros, relatif à la cession aux autorités vénézuéliennes de Cativen en novembre 2010.

En 2011, l'incidence sur la trésorerie du Groupe des variations de périmètre avec changement de contrôle comprenait principalement :

- l'acquisition des activités de Carrefour Thaïlande pour 950 millions d'euros ;
- l'acquisition et la cession des sociétés dans le sous-groupe Franprix – Leader Price pour respectivement 26 et 22 millions d'euros ;
- l'encaissement des billets de trésorerie, pour un montant de 266 millions d'euros, relatif à la cession aux autorités vénézuéliennes de Cativen en novembre 2010.

4.3 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées

en millions d'euros	2012	2011
Montant payé pour l'acquisition de titres IP (*)	(21)	(818)
Disponibilités / (découverts bancaires) des acquisitions de titres IP	3	168
Montant reçu pour la cession de titres IP (*) ou MEE (*)	1	212
(Disponibilités) / découverts bancaires des cessions de titres IP	(10)	(67)
Incidence des variations de périmètre avec des participations ne donnant pas le contrôle	(26)	(504)

(*) IP : titres consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle / MEE : titres mis en équivalence

En 2012, l'incidence sur la trésorerie du Groupe de ces variations de périmètre résulte principalement de l'acquisition de Monshowroom.com (voir note 2.2) et de la variation du pourcentage de GPA sur le premier semestre 2012.

En 2011, l'incidence sur la trésorerie du Groupe de ces variations de périmètre comprenait essentiellement la variation du pourcentage de détention dans GPA.

4.4 Incidence sur la trésorerie des opérations avec les minoritaires

en millions d'euros	2012	2011
Cession des titres GPA et exercice de la 1 ^{ère} option de vente (voir note 3.3.2)	209	-
Cession des titres et augmentation de capital de Big C Thaïlande (voir note 3.2)	198	-
Indemnité compensatrice versée à la famille Baud au titre des dividendes 2008 et du complément de prix sur la cession des titres Franprix et Leader Price	-	(34)
Cession à Exito des participations uruguayennes Devoto et Disco et augmentation de capital d'Exito	-	391
Autres	(7)	(57)
Incidence des opérations avec les minoritaires	400	300

Note 5 Information sectorielle

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

en millions d'euros	France			International			2012
	Casino France	Monoprix	Franprix – Leader Price	Amérique latine	Asie	Autres secteurs International	
Chiffre d'affaires externe	12 158	2 010	4 279	19 251	3 407	866	41 971
Résultat opérationnel courant (*)	400	122	163	1 060	241	16	2 002

(*) Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne et inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des business units du Groupe

en millions d'euros	France			International			2011
	Casino France	Monoprix	Franprix – Leader Price	Amérique latine	Asie	Autres secteurs International	
Chiffre d'affaires externe	12 365	1 973	4 410	11 826	2 895	892	34 361
Résultat opérationnel courant (*)	458	128	164	565	212	22	1 548

(*) Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne et inclut notamment l'affectation des frais de holding à l'ensemble des business units du Groupe

5.2 Actifs non courants par zone géographique

Actifs non courants (*)

en millions d'euros	France	Amérique latine	Asie	Autres secteurs International	Total
31 décembre 2012	8 618	13 337	2 092	328	24 375
31 décembre 2011	9 685	5 875	1 968	320	17 848

(*) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance long terme

Note 6 Informations sur le résultat opérationnel courant

6.1 Produits des activités ordinaires

en millions d'euros	2012	2011
Chiffre d'affaires distribution, hors taxes	41 971	34 361
Autres revenus	322	375
Produits des activités ordinaires	42 292	34 736

Le chiffre d'affaires 2012 bénéficie des effets de périmètres liés principalement à la prise de contrôle de GPA (voir note 3.3).

La baisse de 53 millions d'euros des autres revenus par rapport au 31 décembre 2011 résulte principalement de la baisse des cessions d'actifs lié à l'activité de promotion de panneaux photovoltaïques (-68 millions d'euros).

6.2 Coût d'achat complet des marchandises vendues

en millions d'euros	2012	2011
Achats et variation de stocks	(29 653)	(24 097)
Coûts logistiques	(1 473)	(1 310)
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(31 126)	(25 407)

6.3 Nature de charge par fonction

en millions d'euros	Coûts logistiques (i)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	2012
Frais de personnel	(605)	(3 354)	(918)	(4 877)
Autres charges	(822)	(3 502)	(586)	(4 910)
Dotations aux amortissements	(46)	(622)	(182)	(851)
Total	(1 473)	(7 478)	(1 686)	(10 637)

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues ».

en millions d'euros	Coûts logistiques (i)	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	2011
Frais de personnel	(522)	(2 879)	(770)	(4 172)
Autres charges	(746)	(2 933)	(501)	(4 180)
Dotations aux amortissements	(41)	(576)	(122)	(739)
Total	(1 310)	(6 388)	(1 393)	(9 090)

(i) Les coûts logistiques sont inclus dans le « coût d'achat complet des marchandises vendues ».

6.3.1 Effectifs

Effectifs au 31 décembre (en nombre de personnes)	2012	2011
Effectif inscrit du Groupe	316 711	223 050
Equivalent temps plein	295 840	207 498

Les effectifs des entreprises associées ne sont pas inclus dans les effectifs ; les effectifs des coentreprises sont reconnus à hauteur du pourcentage de détention par le Groupe.

L'augmentation constatée sur les effectifs inscrits du Groupe ainsi que sur les équivalents temps plein entre 2012 et 2011 provient essentiellement de la prise de contrôle de GPA pour respectivement 96 948 personnes et 90 113 équivalents temps plein.

6.3.2 Charges de location financement et de location simple

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Le montant des loyers relatifs à des contrats de location simple s'élève à 911 millions d'euros au 31 décembre 2012 (dont 836 millions d'euros au titre d'actifs immobiliers) et à 697 millions d'euros au 31 décembre 2011 (dont 627 millions d'euros au titre d'actifs immobiliers).

Les montants des loyers futurs de locations simples et des loyers futurs minimaux à percevoir au titre des contrats de sous-location non résiliables sont présentés en note 33.3.2.

CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

Le montant des loyers conditionnels relatifs à des contrats de location financement compris dans le compte de résultat au titre de l'exercice 2012 et 2011 s'élève respectivement à 1 et 2 millions d'euros.

Les montants des loyers futurs de locations financement et des loyers futurs minimaux à percevoir au titre des contrats de sous-location non résiliables sont présentés en note 33.3.1.

6.4 Amortissements

en millions d'euros	2012	2011
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(804)	(694)
Dotations aux amortissements sur immobilisations en location financement	(47)	(45)
Total des dotations aux amortissements	(851)	(739)

Note 7 Autres produits et charges opérationnels

en millions d'euros	2012	2011
Total des Autres Produits opérationnels	1 078	269
Total des Autres Charges opérationnelles	(701)	(426)
	377	(157)
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants	110	130
Dont plus-value sur opérations immobilières (i)	103	69
Dont plus-value sur cessions au sein du groupe Monoprix	12	-
Dont plus-value sur cessions au sein du groupe GPA	(5)	-
Dont plus-value sur cession OPCI (ii)	-	24
Dont plus-value sur cession de titres GPA (iii)	-	37
Autres produits et charges opérationnels	267	(286)
Provisions et charges pour restructuration (iv)	(200)	(155)
Pertes nettes de valeur des actifs (viii)	(123)	(23)
Provisions et charges pour litiges et risques (v)	(68)	(19)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre (vi)	672	1
Taxe sur le patrimoine (Colombie) (vii)	-	(68)
Autres	(13)	(23)
Total autres produits et charges opérationnels nets	377	(157)

- (i) En 2012, dans le cadre de sa nouvelle stratégie, Mercialys a cédé 21 actifs incluant 14 centres locaux de proximité, une extension cédée en vente en état future d'achèvement et 6 lots isolés. En 2011, cette plus-value de cession résultait de la vente par le groupe Mercialys de 16 actifs arrivés à un stade de développement satisfaisant et de la cession de divers actifs hors exploitation des autres sociétés immobilières du groupe Casino
- (ii) Le Groupe a cédé en 2011 l'essentiel de ses participations dans les OPCI AEW Immocommercial, SPF1 et Vivéris principalement à une partie liée à Casino, pour un montant de 83 millions d'euros, dégagant une plus-value de 24 millions d'euros
- (iii) En 2011, les 37 millions d'euros étaient relatifs à la plus-value dégagée sur la cession par le Groupe de 3,0% du capital de GPA pour un montant de 274 millions d'USD (soit 212 millions d'euros)
- (iv) La charge de restructuration au titre de l'exercice 2012 concerne essentiellement les secteurs Casino France, Franprix-Leader Price et GPA à hauteur respectivement de 94, 62 et 21 millions d'euros. En 2011, elle portait principalement sur les secteurs Casino France et Franprix – Leader Price à hauteur de 46 millions d'euros chacun et intégrait les coûts d'intégration de Thaïlande et du Brésil à hauteur de 48 millions d'euros
- (v) Les provisions pour risque et charges portent notamment sur des risques et contentieux fiscaux dans différentes entités du Groupe
- (vi) Le produit de 672 millions d'euros constaté en 2012 résulte essentiellement de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de GPA à hauteur de 904 millions d'euros (voir note 3.3) compensée par des frais d'un montant total de 157 millions d'euros liés (i) à la prise de contrôle de GPA et à la défense des intérêts du Groupe au Brésil, (ii) au processus de prise de contrôle de Monoprix et (iii) au processus de perte de contrôle de Mercialys ainsi que des pertes de valeur sur engagements d'achats futurs relatifs à des master-franchisés de Franprix – Leader Price (62 millions d'euros).
- (vii) Le 1^{er} janvier 2011, la filiale Exito a été assujettie à une taxe sur le patrimoine déterminée sur ses capitaux propres. Cette taxe est payable en huit semestrialités. A cette date, une dette avait été reconnue pour la valeur actualisée des paiements à effectuer lors des quatre prochaines années

(viii) Détail des pertes de valeur des actifs :

en millions d'euros	notes	2012	2011
Pertes de valeur de goodwill	13.2	(73)	(3)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	14.2	(7)	2
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	15.2	(8)	4
Reprises / (pertes) de valeur nettes d'autres actifs (*)		(35)	(26)
Total pertes nettes de valeur des actifs		(123)	(23)

(*) La ligne « Reprises / (pertes) de valeur nettes d'autres actifs » comprend principalement en 2012, les pertes de valeurs des entreprises associées du sous-groupe Franprix – Leader Price à hauteur de 30 millions d'euros (voir note 18.1). Cet agrégat comprenait principalement en 2011 des dépréciations de créances et de stocks.

Note 8 Résultat financier

8.1 Coût de l'endettement financier net

en millions d'euros	2012	2011
Résultat de cession des équivalents de trésorerie	1	1
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	151	83
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	152	84
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(665)	(550)
Charges financières de location financement	(5)	(7)
Coût de l'endettement financier brut	(670)	(556)
Total du coût de l'endettement financier net	(519)	(472)

8.2 Autres produits et charges financiers

en millions d'euros	2012	2011
Produits financiers de participation	2	3
Gains de change (hors opérations de financement)	26	56
Produits d'actualisation et de désactualisation	13	23
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture (i)	58	104
Autres produits financiers	79	75
Produits financiers	177	260
Pertes de change (hors opérations de financement)	(27)	(66)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(22)	(20)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture	(3)	(18)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	(2)	-
Autres charges financières	(103)	(88)
Charges financières	(157)	(192)
Total autres produits et charges financiers	20	68

- (i) En 2012, le produit de 58 millions d'euros est composé à hauteur de 46 millions d'euros de variation de valeur du TRS portant sur les titres GPA (voir ci-dessous). En 2011, cette ligne comprenait principalement un produit de 87 millions d'euros de variation de juste valeur de swaps résultant de la déqualification des swaps relatifs aux obligataires 2017 et 2021. Le swaption Mejia et la composante euro du TRS Suramericana portant sur des titres Exito ont été également dénoués, conduisant à comptabiliser un produit de 11 millions d'euros.

Le groupe Casino a contracté en décembre 2011 avec un établissement financier un Total Return Swap (TRS) portant sur 7,9 millions d'ADR (actions de préférence cotées aux États-Unis) représentant 3 % du capital de GPA. A la mise en place, la maturité était de 2,5 ans et le notional de 215 millions d'euros. Le contrat ne prévoit pas de livraison physique des titres. Ce TRS est un dérivé évalué à la juste valeur dont les variations sont constatées en résultat. Suite à la modification du prix d'entrée du TRS, Casino a encaissé un produit de 69 millions d'euros, comptabilisé sur l'exercice. Au 31 décembre 2012, l'instrument porte sur 7,8 millions de titres avec un intérêt de E3M+350pb. La juste valeur de cet instrument au 31 décembre 2012 s'élève à -23 millions d'euros contre une valeur nulle au 31 décembre 2011.

Fin juillet 2012, le Groupe a souscrit des options d'achat portant sur 8,9 millions d'ADR GPA (soit environ 3,4% du capital de GPA) auprès d'un établissement financier. L'échéance des options, exerçables à tout moment, est le 30 juin 2014. Ces options d'achat ont une juste valeur non significative au 31 décembre 2012.

Le Groupe a contracté fin décembre 2012 avec un établissement financier un forward portant sur un maximum de 6,0 millions de titres, représentant 2,3% du capital de GPA, ayant une maturité de 2 ans et portant un intérêt de Libor + 300 pb. Le contrat ne prévoit pas de livraison physique de titres. Ce forward est un dérivé évalué à la juste valeur dont les variations sont constatées en résultat. La documentation stipule que le début de la période de couverture par l'établissement financier est le 2 janvier 2013. En conséquence, la juste valeur de cet instrument au 31 décembre 2012 est nulle.

Le Groupe a contracté au cours de l'exercice 2012 avec un établissement financier un TRS portant sur 20,6 millions d'actions représentant 2,5% du capital de Big C Thaïlande, avec un notionnel de 108 millions d'euros à échéance 1er juillet 2014 et intérêt de E3M + 230 pb. Le contrat ne prévoit pas de livraison physique de titres. Ce TRS est un dérivé évalué à la juste valeur dont les variations sont constatées en résultat. Sa juste valeur au 31 décembre 2012 s'élève à -4 millions d'euros.

Note 9 Impôts

9.1 Charge d'impôt

9.1.1 Analyse de la charge d'impôt

en millions d'euros	2012	2011
Impôts exigibles	(289)	(198)
<i>France</i>	(87)	(82)
<i>International</i>	(202)	(116)
Autres impôts (CVAE)	(66)	(67)
<i>France</i>	(63)	(65)
<i>International</i>	(2)	(2)
Impôts différés	32	38
<i>France</i>	68	35
<i>International</i>	(36)	2
Total impôt sur le résultat	(323)	(228)
<i>France</i>	(82)	(112)
<i>International</i>	(241)	(116)

9.1.2 Charge d'impôt théorique et charge d'impôt comptabilisée

en millions d'euros	2012	2011
Résultat avant impôt et mises en équivalence	1 880	987
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	(647)	(340)
Effet de l'imposition des filiales étrangères	139	33
Résultat de Mercialis non imposé	57	37
Changement de taux d'impôt (i)	35	9
Taxe sur patrimoine non déductible en Colombie	-	(23)
Résultat des réévaluations des intérêts antérieurement détenus dans le cadre d'opérations de prise ou perte de contrôle	226	-
Perte de valeur de goodwill	(36)	-
Perte sur engagements d'achats liés à des master-franchisés	(21)	-
Autres éléments taxés à taux réduit ou nul	(1)	47
Non reconnaissance d'impôts différés actifs sur les déficits reportables ou les autres différences temporelles déductibles	(61)	(15)
Reconnaissance de produits d'impôts sur les déficits fiscaux et les autres différences temporelles déductibles non antérieurement reconnus	12	37
Non déductibilités des charges financières (ii)	(16)	-
Crédits d'impôt	21	29
CVAE nette d'IS	(39)	(44)
Autres	10	2
Charge d'impôt réelle	(323)	(228)
Taux d'impôt effectif	17,20%	23,11%

(i) En 2012, le principal effet correspond à la diminution du taux d'impôt en Colombie

(ii) La loi de finance rectificative de 2012 a imposé une nouvelle limitation forfaitaire à la déductibilité des charges financières supportées par les sociétés françaises. Cette limitation consiste à réintégrer 15% de ces charges financières dans le résultat fiscal de l'exercice 2012. Cette réintégration sera également de 15% pour l'exercice 2013 puis de 25% pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

La loi de finances rectificative de 2011 avait instauré une contribution exceptionnelle pour les redevables de l'impôt sur les sociétés françaises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros. Cette contribution, égale à 5 % de l'impôt sur les sociétés dû, a été prorogée sur l'exercice 2012 et s'applique jusqu'à l'exercice 2014. Pour le Groupe, cette mesure a eu un impact de 2 millions d'euros sur la charge d'impôt exigible de l'exercice.

9.2 Impôts différés

9.2.1 Variation des impôts différés actifs

en millions d'euros	2012	2011
Au 1^{er} janvier	377	119
(Charge) / produit de l'exercice « Activités poursuivies »	(305)	300
Effet des variations de périmètre (i)	608	(33)
Effet des variations de taux de change et reclassements (i)	(56)	(5)
Variations constatées directement en capitaux propres	48	(3)
Au 31 décembre	671	377

(i) Correspond en 2012 principalement à la prise de contrôle de GPA

9.2.2 Variation des impôts différés passifs

en millions d'euros	2012	2011
Au 1^{er} janvier	697	444
(Produit) / charge de l'exercice	(337)	262
Effet des variations de périmètre (i)	1 081	4
Effet des variations de taux de change et reclassements (i)	(75)	(13)
Variations constatées directement en capitaux propres	-	-
Au 31 décembre	1 366	697

(i) Correspond en 2012 principalement à la prise de contrôle de GPA

9.2.3 Origine des impôts différés actifs et passifs

en millions d'euros	Net	
	2012	2011
Immobilisations incorporelles	(969)	(298)
Immobilisations corporelles	(327)	(313)
<i>dont location financement</i>	(88)	(68)
Stocks	30	44
Instruments financiers	2	33
Autres actifs	(61)	(7)
Provisions	206	89
Provisions réglementées	(181)	(160)
Autres passifs	145	96
<i>dont emprunt location financement</i>	26	11
Reports fiscaux déficitaires	461	197
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	(695)	(320)
Impôts différés actifs au bilan	671	377
Impôts différés passifs au bilan	1 366	697
Solde net	(695)	(320)

L'intégration fiscale relative à Casino, Guichard-Perrachon a généré au titre de 2012 une économie d'impôt de 126 millions d'euros contre 124 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les déficits fiscaux reportables activés sont localisés principalement au niveau de GPA et dans Casino, Guichard-Perrachon; les perspectives futures bénéficiaires de ces sociétés et les options fiscales mises en place justifient l'activation de l'impôt différé relatif à ces reports déficitaires.

9.3 Impôt différé non reconnu

Au 31 décembre 2012, le montant des déficits fiscaux reportables non comptabilisés au bilan s'élevait à 135 millions d'euros (effets d'impôts différés actifs non reconnus de 43 millions d'euros) contre 58 millions d'euros en 2011 (effets d'impôts différés actifs non reconnus de 20 millions d'euros). Ces déficits sont principalement localisés dans le sous-groupe Franprix – Leader Price et dans la société Cdiscount.

Echéances des reports fiscaux déficitaires non comptabilisés

en millions d'euros	2012	2011
Inférieur à 1 an	-	-
Entre 1 et 2 ans	1	-
Entre 2 et 3 ans	2	-
Supérieur à 3 ans	41	20
Total	43	20

Note 10 Quote-part de résultat net des entreprises associées

en millions d'euros	2012	2011
Entreprises associées du groupe GPA	8	3
Autres	(3)	2
Entreprises associées du groupe Franprix- Leader Price	(26)	(12)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	(21)	(7)

Note 11 Activités abandonnées et actifs détenus en vue de la vente

11.1 Composition des activités abandonnées et actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente se décomposent ainsi :

en millions d'euros	2012	2011
Actifs immobiliers du groupe Franprix - Leader Price	-	14
Actifs du sous-groupe Mercialys (voir note 11.2)	1 461	6
Actifs détenus en vue de la vente	1 461	20
Passifs rattachés à des actifs détenus en vue de la vente (voir note 11.2)	1 095	-

11.2 Actifs et passifs détenus en vue de la vente du sous-groupe Mercialys

Les actifs et passifs détenus en vue de la vente relatifs au sous-groupe Mercialys se décomposent de la façon suivante :

en millions d'euros	2012
<i>Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles</i>	51
<i>Immeubles de placement (i)</i>	1 143
<i>Autres actifs non courants</i>	17
Actifs non courants	1 211
<i>Autres actifs courants</i>	46
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	205
Actifs courants	250
TOTAL ACTIFS	1 461
<i>Passifs financiers non courants</i>	1 003
<i>Autres passifs non courants</i>	22
Passifs non courants	1 026
<i>Passifs financiers courants</i>	22
<i>Fournisseurs</i>	13
<i>Autres passifs courants</i>	35
Passifs courants	70
TOTAL PASSIFS	1 095

(i) JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT RELATIFS A MERCIALYS

- Au 31 décembre 2012, BNP Real Estate Valuation, Catella, Galtier et Icade ont mis à jour l'expertise du patrimoine de Mercialys :
- BNP Real Estate Valuation a réalisé l'expertise des sites Hypermarchés, soit 76 sites au 31 décembre 2012, en réalisant une visite in situ sur 7 de ces sites au cours du second semestre 2012, et sur la base d'une actualisation des expertises réalisées au 30 juin 2012 pour les 69 autres sites (dont 13 sites avaient fait l'objet d'une visite in situ au cours du premier semestre 2012) ;
 - Catella a réalisé l'expertise des sites Supermarchés, soit 11 sites au 31 décembre 2012, sur la base d'une actualisation des expertises réalisées au 30 juin 2012 ;
 - Galtier a réalisé l'expertise pour le complément des actifs Mercialys, soit 14 sites au 31 décembre 2012 sur la base d'une visite in situ sur 4 sites au cours du second semestre 2012, et sur la base d'une actualisation des expertises réalisées au 30 juin 2012 pour les 10 autres sites ;
 - Icade a réalisé l'expertise du centre de Caserne de Bonne situé à Grenoble ainsi que l'expertise d'un site situé en région parisienne sur la base d'une actualisation des expertises réalisées au 30 juin 2012.

Ces expertises, basées sur des revenus locatifs récurrents de 137 millions d'euros, valorisent le patrimoine immobilier à 2 339 millions d'euros droits inclus au 31 décembre 2012 contre 2 427 millions d'euros au 31 décembre 2011.

La valeur du portefeuille s'inscrit donc en baisse de -3,6% sur 12 mois (+2,2% à périmètre constant). La valeur du portefeuille est en baisse sur les six derniers mois : -6,4% (-0,9% à périmètre constant).

Les taux de capitalisation moyens ressortant des expertises se présentent comme suit :

	2012	2011
Grands centres commerciaux	5,6%	5,4%
Centres locaux de proximité	6,5%	6,5%
Ensemble du portefeuille	5,8%	5,8%

Sur la base de revenus locatifs annuels de 137 millions d'euros et d'un taux de capitalisation de 5,8%, l'incidence d'une augmentation / diminution de 0,5% de ce taux aurait pour conséquence une augmentation / diminution de la juste valeur du patrimoine immobilier de Mercialys respectivement de 219 et 184 millions d'euros.

Sur la base d'un taux de capitalisation de 5,8%, l'incidence de la variation à la hausse ou à la baisse de 10% des revenus locatifs aurait un impact de plus ou moins 234 millions d'euros.

Les flux de trésorerie liés à Mercialys sont les suivants :

en millions d'euros	2012
Flux net de trésorerie liée par l'activité	210
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	99
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(105)
TOTAL	203

Mercialys ne correspondant pas à une ligne géographique ou une activité distincte, son résultat n'a pas été reclassé en « résultat des activités abandonnées ».

11.3 Compte de résultat et flux de trésorerie des activités abandonnées

Le compte de résultat des activités américaines et polonaises, présenté sur une seule ligne « résultat net des activités abandonnées », se décompose comme suit :

en millions d'euros	2012	2011
Chiffre d'affaires	-	-
Marge commerciale	-	-
Résultat opérationnel courant	(1)	(3)
Autres charges et produits opérationnels	(2)	(10)
Résultat opérationnel	(3)	(13)
Résultat financier	-	-
Charge d'impôt	1	4
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(2)	(9)
<i>dont part du Groupe</i>	<i>(2)</i>	<i>(9)</i>
<i>dont intérêts minoritaires</i>	-	-

En 2011, le résultat des activités abandonnées comprenait essentiellement l'indemnité de 7 millions d'euros octroyée par le Tribunal arbitral à la famille Baud au titre de la cession de Leader Price Polska.

FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES ABANDONNEES

en millions d'euros	2012	2011
Flux net de trésorerie liée par l'activité	(5)	(4)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-	-
Variation nette de trésorerie des activités abandonnées	(5)	(4)

Note 12 Résultat par action

12.1 Nombre d'actions

Nombre dilué d'actions entrant dans le calcul	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période		
Actions ordinaires totales	111 825 980	110 480 574
Actions ordinaires auto-détenues	(84 121)	(495 680)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires avant dilution	(1) 111 741 859	109 984 894
Equivalents actions provenant des :		
Plan d'option de souscription	523 800	639 133
Instruments non dilutifs (hors marché ou couverts par des calls)	(309 778)	(392 968)
Nombre moyen pondéré d'instruments dilutifs	214 022	246 165
Nombre théorique d'actions rachetées au prix du marché (i)	(170 168)	(207 971)
Effet de dilution des plans d'options de souscription	43 854	38 194
Plans d'attribution d'actions gratuites	387 500	595 198
Effet de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives	431 355	633 393
Total des actions après dilution	(2) 112 173 213	110 618 287

(i) En application de la méthode du rachat d'actions, les fonds recueillis à l'exercice des bons et options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix de marché. Le nombre théorique d'actions qui seraient ainsi rachetées vient en diminution du nombre total des actions qui résulteraient de l'exercice des droits. Le nombre théorique est plafonné au nombre d'actions qui résulteraient de l'exercice des droits

12.2 Résultats attribuables aux actions ordinaires

en millions d'euros	2012	2011
Résultat net part du Groupe	1 063	568
Dividendes attribuables aux porteurs de TSSDI	(9)	(19)
Résultat net, part du Groupe, attribuables aux actions ordinaires	(3) 1 053	549
dont :		
- résultat net des activités poursuivies, part du Groupe	(4) 1 055	558
- résultat net des activités abandonnées, part du Groupe	(2)	(9)

12.3 Résultat par action

en euros	2012	2011
Résultat de base par action, part du Groupe:		
- de l'ensemble consolidé	(3) / (1) 9,42	4,99
- des activités poursuivies	(4) / (1) 9,44	5,08
Résultat dilué par action, part du Groupe:		
- de l'ensemble consolidé	(3) / (2) 9,39	4,97
- des activités poursuivies	(4) / (2) 9,41	5,05

Note 13 Goodwill

13.1 Répartition par activités et secteurs géographiques

en millions d'euros	2012			2011
	Brut	Perte de valeur	Net	Net
Casino France	1 611	(18)	1 593	1 686
Magasins hypermarchés, supermarchés et proximités	1 378	(17)	1 362	1 368
Divers	233	(2)	231	317
Franprix-Leader Price	2 224	(54)	2 170	2 108
Monoprix	914	-	914	912
France	4 749	(73)	4 676	4 706
Amérique Latine	4 780	-	4 780	2 338
Argentine	29	-	29	33
Brésil	4 111	-	4 111	1 702
Colombie	527	-	527	490
Uruguay	113	-	113	112
Asie	745	-	745	733
Thaïlande	742	-	742	730
Vietnam	3	-	3	3
Autres	179	-	179	178
Océan Indien	176	-	176	176
Divers	2	-	2	2
International	5 704	-	5 704	3 249
Goodwill	10 453	(73)	10 380	7 955

13.2 Variation de la valeur nette comptable

en millions d'euros	2012	2011
Au 1^{er} janvier, valeur nette	7 955	6 655
Goodwill constaté au cours de l'exercice (i)	2 907	1 895
Pertes de valeur de l'exercice (ii)	(73)	(3)
Sorties de périmètre (iii)	(15)	(468)
Effet des variations de change (iv)	(308)	(122)
Variation liée aux engagements d'achats donnés aux minoritaires	-	-
Reclassement et autres mouvements (v)	(86)	(2)
Au 31 décembre, valeur nette	10 380	7 955

- (i) En 2012, la variation de 2 907 millions d'euros provient principalement de la prise de contrôle de GPA à hauteur de 2 757 millions d'euros – voir note 3.3). La variation de l'exercice 2011 résultait principalement de l'acquisition de Carrefour Thaïlande par Big C Thaïlande (621 millions d'euros), des acquisitions au niveau du sous-groupe Franprix-Leader Price et de l'augmentation du pourcentage de détention dans GPA (603 millions d'euros)
- (ii) Les pertes de valeur constatées en 2012 concernent principalement la société Geimex à hauteur de 41 millions d'euros et le secteur Casino France pour 17 millions d'euros
- (iii) Les sorties de périmètre en 2011 concernaient essentiellement le sous-groupe Franprix Leader – Price (sous-groupe Distri Sud-Ouest) ainsi que GPA (135 millions d'euros)
- (iv) L'effet de variation de change enregistré sur l'exercice 2012 résulte principalement de l'appréciation de l'euro par rapport à la monnaie brésilienne (-354 millions d'euros) et de la dépréciation de l'euro par rapport aux monnaies colombienne (37 millions d'euros) et thaïlandaise (12 millions d'euros); l'effet constaté en 2011 portait principalement sur de l'euro par rapport à la monnaie brésilienne
- (v) La variation de 86 millions d'euros constatée sur 2012 provient du reclassement de Mercialys selon IFRS 5 à hauteur de 50 millions d'euros (voir note 11.2)

Note 14 Immobilisations incorporelles

14.1 Composition

en millions d'euros	2012			2011		
	Brut	Amort et perte de valeur	Net	Brut	Amort et perte de valeur	Net
Concessions, marques, licences, enseignes	2 338	(43)	2 295	654	(61)	593
Droit au bail	1 293	(35)	1 258	291	(14)	277
Logiciels	718	(377)	341	346	(229)	118
Autres immobilisations	470	(153)	318	286	(63)	223
Immobilisations incorporelles	4 819	(609)	4 211	1 577	(366)	1 211

14.2 Variations des immobilisations incorporelles

en millions d'euros	Concessions, marques, licences, enseignes	Droits au bail	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2011	559	225	128	179	1 091
Variation de périmètre	59	36	6	-	102
Augmentations et autres acquisitions	8	29	12	104	154
Sorties de l'exercice	-	(4)	(7)	(2)	(14)
Dotations aux amortissements (activités poursuivies)	(14)	(2)	(55)	(32)	(103)
Reprises / (Pertes) de valeur nettes (activités poursuivies)	-	(2)	3	1	2
Effet des variations de change	(26)	(9)	(1)	(8)	(44)
Reclassements et autres mouvements	7	5	32	(20)	23
Au 31 décembre 2011	593	277	118	223	1 211
Variation de périmètre	1 870	1 051	114	98	3 133
<i>dont effet de la prise de contrôle GPA (i)</i>	<i>1 869</i>	<i>1 047</i>	<i>114</i>	<i>120</i>	<i>3 150</i>
Augmentations et autres acquisitions	3	8	39	104	154
Sorties de l'exercice	-	(5)	(7)	(2)	(13)
Dotations aux amortissements (activités poursuivies)	(4)	(2)	(83)	(47)	(137)
Reprises	-	-	-	-	-
Reprises / (Pertes) de valeur nettes (activités poursuivies)	-	(7)	-	-	(7)
Effet des variations de change	(136)	(77)	(13)	(11)	(237)
Reclassements et autres mouvements	(31)	13	173	(47)	108
<i>dont effet du reclassement de Mercialis selon IFRS 5</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>
Au 31 décembre 2012	2 295	1 258	341	318	4 211

(i) Dont 2 326 millions d'euros liés à la revalorisation de GPA et 824 millions d'euros liés à la consolidation selon la méthode de l'intégration globale

Les actifs générés en interne (principalement des développements informatiques) représentent 43 millions d'euros en 2012 contre 14 millions d'euros en 2011.

Au 31 décembre 2012, les immobilisations incorporelles incluent des marques et droits au bail à durée d'utilité indéterminée à hauteur respectivement de 2 286 millions et 1 258 millions d'euros ; ces dernières sont allouées aux groupes d'UGT suivantes :

en millions d'euros	2012	2011
Brésil	3 138	440
Colombie	231	218
Casino France	83	80
Franprix – Leader Price	62	64
Monoprix	24	24
Autres	7	6

Les immobilisations incorporelles ont fait l'objet de tests de perte de valeur au 31 décembre 2012 selon la méthodologie décrite en note 1.4 "Principales méthodes comptables" ; l'incidence est présentée en note 17.

Note 15 Immobilisations corporelles

15.1 Composition

en millions d'euros	2012			2011		
	Brut	Amort et pertes de valeur	Net	Brut	Amort et pertes de valeur	Net
Terrains et agencements	1 908	(71)	1 837	1 497	(66)	1 432
Constructions et agencements	5 786	(2 099)	3 688	4 092	(1 430)	2 662
Autres immobilisations	7 343	(4 187)	3 156	6 075	(3 506)	2 569
Immobilisations corporelles	15 037	(6 357)	8 681	11 664	(5 001)	6 663

15.2 Variations des immobilisations corporelles

en millions d'euros	Terrains et agencements	Constructions et agencements	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2011	1 413	2 442	2 319	6 174
Variation de périmètre	67	274	106	446
Augmentations et autres acquisitions	22	92	863	977
Sorties de l'exercice	(19)	(33)	(64)	(115)
Dotations aux amortissements (activités poursuivies)	(6)	(138)	(459)	(604)
Reprises / (Pertes) de valeur nettes (activités poursuivies)	1	(2)	6	4
Effet des variations de change	(12)	(45)	(38)	(95)
Reclassements et autres mouvements	(34)	73	(164)	(125)
Au 31 décembre 2011	1 432	2 662	2 568	6 663
Variation de périmètre	329	971	631	1 931
dont effet de la prise de contrôle GPA (i)	327	958	596	1 881
Augmentations et autres acquisitions	60	193	942	1 195
Sorties de l'exercice	(42)	(65)	(55)	(163)
Dotations aux amortissements (activités poursuivies)	(5)	(176)	(517)	(698)
Reprise / (Pertes) de valeur nettes (activités poursuivies)	(2)	4	(10)	(8)
Effet des variations de change	(22)	(83)	(69)	(175)
Reclassements et autres mouvements	87	182	(334)	(65)
dont effet du reclassement de Mercialis selon IFRS 5	32	27	(19)	41
Au 31 décembre 2012	1 837	3 687	3 156	8 681

(i) Dont 78 millions d'euros liés à la revalorisation de GPA et 1 802 millions d'euros liés à la consolidation selon la méthode de l'intégration globale

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet de tests de perte de valeur au 31 décembre 2012 selon la méthodologie décrite en note 1.4 "Principales méthodes comptables" ; l'incidence est présentée en note 17.

15.3 Immobilisations financées en location financement

Le Groupe a des contrats de location financement portant sur des ensembles immobiliers ou des immeubles de placement qui se décomposent de la façon suivante :

en millions d'euros	2012			2011		
	Brut	Amort	Net	Brut	Amort	Net
Terrains	30	(2)	28	37	(2)	34
Constructions	215	(110)	105	218	(106)	112
Matériels et autres immobilisations	674	(518)	156	645	(526)	119
Immeubles de placement	-	-	-	81	(10)	71
Total	920	(631)	289	981	(644)	336

15.4 Capitalisation des coûts d'emprunts

Les intérêts capitalisés s'élèvent à 6 millions d'euros tant pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 que pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 avec un taux d'intérêt moyen respectivement de 7,85% contre 7,94%.

Note 16 Immeubles de placement

16.1 Composition

en millions d'euros	2012			2011		
	Brut	Amort et pertes de valeur	Net	Brut	Amort et pertes de valeur	Net
Immeubles de placement	725	(188)	537	1 985	(372)	1 613

16.2 Variations des immeubles de placement

en millions d'euros	2012	2011
1^{er} janvier	1 613	1 346
Variation de périmètre	35	157
Augmentations et autres acquisitions	27	112
Sorties de l'exercice	(1)	(67)
Dotations aux amortissements (activités poursuivies)	(32)	(49)
Reprises / (Pertes) de valeur nettes (activités poursuivies)	-	-
Effet des variations de change	5	-
Reclassements et autres mouvements (i)	(1 111)	115
31 décembre	537	1 613

(i) En 2012, résulte du reclassement des actifs et des passifs de Mercialys selon IFRS 5 (voir note 2.2)

Les immeubles de placement s'élèvent à 537 millions d'euros au 31 décembre 2012 dont 75 % (soit 405 millions d'euros) concerne la filiale Big C Thaïlande et 14% (soit 74 millions d'euros) concerne la filiale Exito.

Au 31 décembre 2012, leur juste valeur s'élève à 1 093 millions d'euros (3 425 millions d'euros au 31 décembre 2011 dont 998 millions d'euros hors Mercialys). Cette juste valeur est déterminée, pour la plupart des immeubles de placement, à partir d'évaluations réalisées par des experts externes indépendants au Groupe. L'évaluation est réalisée sur la base d'une valeur de marché ouvert, soutenue par des indicateurs de marché, conformément aux standards internationaux d'évaluation.

JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT DE LA FILIALE BIG C THAÏLANDE

La juste valeur des immeubles de placement de la filiale Big C Thaïlande a été déterminée par un expert indépendant et est basée sur des revenus locatifs récurrents. Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation sont le taux de rendement, le taux d'inflation et les taux de vacance et de croissance long-terme.

Selon la localisation des immeubles de placements et leur nature, les hypothèses de taux de rendement, de croissance long-terme et d'inflation sont les suivantes :

	2012
Taux de rendement	7,5% – 8,0%
Taux de croissance long-terme	1,0% – 3,2%
Taux d'inflation	9,5% – 16,0%

Les montants comptabilisés en résultat au titre des produits locatifs et des charges opérationnelles des immeubles de placement se résument ainsi :

en millions d'euros	2012	2011
Produits locatifs des immeubles de placement	199	324
Charges opérationnelles directes occasionnées par les immeubles de placement qui n'ont pas généré de produits locatifs au cours de l'exercice	(8)	(13)
Charges opérationnelles directes occasionnées par les immeubles de placement qui ont généré des produits locatifs au cours de l'exercice	(17)	(20)

Note 17 Dépréciation des actifs non courants

17.1 Variations

Le goodwill et les autres actifs non financiers à long terme ont fait l'objet de tests de perte de valeur au 31 décembre 2012 selon la méthodologie décrite en note 1.4 "Principales méthodes comptables".

Sur l'ensemble des actifs, la direction a effectué lorsque que nécessaire (indices de perte de valeur sur une UGT) ou requis (goodwill et actifs incorporels à durée de indéfinie) la meilleure estimation possible des valeurs recouvrables. Concernant les goodwills, les hypothèses retenues sont indiquées ci-dessous.

S'agissant des marques, un test consistant à examiner la valeur recouvrable des marques selon la méthode des redevances a été réalisé à la clôture. Pour GPA, la valeur recouvrable à la clôture a été basée sur une mise à jour des travaux effectués dans le cadre de l'intégration de GPA. Aux termes de ces tests, aucune perte de valeur n'a été nécessaire.

Les tests de pertes de valeur pratiqués en 2012 ont conduit le Groupe à enregistrer une perte de valeur sur goodwill et sur immobilisations incorporelles et corporelles pour respectivement 73 et 16 millions d'euros.

Pour rappel, les tests de perte de valeur pratiqués en 2011 avaient conduit le Groupe à enregistrer une perte de valeur sur goodwill de 3 millions d'euros et une reprise de dépréciation de 6 millions d'euros portant sur les immobilisations incorporelles et corporelles.

17.2 Pertes de valeur sur goodwill

A la fin de chaque année, le Groupe effectue le test annuel de dépréciation des goodwill en conformité avec le principe comptable décrit en note 1.4 "Principales méthodes comptables".

Le test annuel, a consisté à déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou des groupes d'UGT auxquels sont rattachés les goodwill et à la comparer à la valeur nette comptable des

actifs concernés. Il est précisé que les goodwill dégagés lors des acquisitions initiales de réseaux sont rattachés à des groupes d'UGT selon les classifications reprises dans la note 13. De manière ponctuelle, quelques goodwill sont également attachés directement à des UGT.

Concernant les évaluations réalisées en interne, le test annuel consiste à déterminer la valeur recouvrable des UGT sur la base de la valeur d'utilité selon le principe indiqué dans la note 1.4.12. Cette valeur est calculée à partir de l'actualisation, aux taux mentionnés ci-dessous, des flux de trésorerie prévisionnels après impôt.

PARAMETRES UTILISES POUR LE CALCUL DES VALEURS D'UTILITE REALISEES EN INTERNE EN 2012

Zone géographique	Taux de croissance à l'infini 2012 (i)	Taux d'actualisation après impôt 2012 (ii)	Taux d'actualisation après impôt 2011 (ii)
France (grande distribution) (iii)	0%	6,0% (iv)	6,0% à 9,0%
France (autres activités) (iii)	-0,5% à +0,5%	6,0% à 8,8%	6,0% à 8,7%
Argentine	0,5%	17,0%	18,3%
Brésil (v) – (vi)			10,8% à 11,5%
Colombie (vi)	0,5%	9,2%	9,5%
Uruguay	0,5%	13,1%	11,8%
Thaïlande (vi)	0%	6,9%	7,8%
Vietnam	0,5%	14,8%	16,0%
Océan Indien (vii)	0%	6,0% à 11,9%	6,0% à 11,7%

(i) Le taux de croissance à l'infini net d'inflation est compris entre -0,5% et +0,5% selon la nature d'activité/enseigne de l'UGT

(ii) Le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital pour chacun des pays. Celui-ci est calculé au minimum une fois par an lors du test annuel en tenant compte du bêta endetté du secteur, d'une prime de risque marché et du coût de l'endettement du Groupe

(iii) Concernant les activités France, le taux d'actualisation, stable ou en hausse par rapport à l'exercice 2011, tient compte également de la nature d'activité/enseigne de l'UGT et des risques opérationnels attachés

(iv) A l'exception de l'UGT Geimex dont le taux d'actualisation après impôt s'élève à 7,0%

(v) Considérant que la prise de contrôle de GPA est récente et que la valeur nette comptable de GPA est inférieure à sa capitalisation boursière, il n'a pas été réalisé de calcul de la valeur d'utilité

(vi) La capitalisation boursière des filiales cotées GPA, BIG C et Exito s'élève respectivement à 8 817, 4 233 et 6 811 millions d'euros au 31 décembre 2012. Elles sont supérieures à la valeur de l'actif net comptable de ces trois entités

(vii) La zone Océan Indien comprend La Réunion, Mayotte, Madagascar et Maurice. Les taux d'actualisation retenus reflètent les risques propres à chacune de ces zones géographiques

Le test annuel de dépréciation des goodwill, réalisé en fin d'exercice, a conduit à comptabiliser des pertes de valeur au 31 décembre 2012 à hauteur de 73 millions d'euros portant sur l'UGT Geimex à hauteur de 41 millions d'euros.

Au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, le Groupe estime sur la base des événements raisonnablement prévisibles à ce jour, que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés mentionnées ci-dessus n'entraîneraient pas, à l'exception de l'UGT Geimex (centrale d'exportation vers les DOM TOM co-contrôlée avec la famille Baud), la comptabilisation d'une perte de valeur.

La variation raisonnable des hypothèses clés correspond pour le Groupe à une hausse de 100 points des taux d'actualisation ou une baisse de 25 points du taux de croissance à l'infini servant au calcul de la valeur terminale ou encore une baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA du flux annuel normatif servant au calcul de la valeur terminale. De telles variations n'auraient pas conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur.

Concernant l'UGT Geimex, la hausse de 100 points du taux d'actualisation ou la baisse de 25 points du taux de croissance à l'infini servant au calcul de la valeur terminale ou encore la baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA du flux annuel normatif servant au calcul de la valeur terminale auraient conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur complémentaire pour notre quote-part entre 1 et 7 millions d'euros.

Note 18 Participations dans les entreprises associées

18.1 Variation des participations dans les entreprises associées

en millions d'euros	Ouverture	Perte de valeur	Quote-part de résultat de l'exercice	Distribution	Variation périmètre et change	Clôture
Variations en 2011						
Entreprises associées du groupe GPA	39	-	3	-	-	42
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	100	-	(12)	-	35	122
Autres	22	-	2	(3)	(21)	1
Total	161	-	(7)	(4)	14	164
Variations en 2012						
Entreprises associées du groupe GPA	42	-	8	(3)	55	102
Entreprises associées du sous-groupe Franprix- Leader Price	122	(30)	(26)	-	(9)	57
Banque du Groupe Casino (note 18.2)	-	-	(4)	-	86	82
Monshowroom.com (voir note 2.2)	-	-	-	-	18	17
Autres	1	-	1	-	1	1
Total	164	(30)	(21)	(3)	150	260

Au cours de l'exercice 2011, les mouvements constatés sur les participations des entreprises associées correspondaient principalement aux opérations liées à Distri Sud Ouest (Franprix – Leader Price) et à la cession de l'essentiel des titres détenus dans l'OPCI AEW Immocommercial.

En 2012, les principaux mouvements résultent de la prise de contrôle GPA, de la mise en équivalence de Banque du Groupe Casino, de l'acquisition d'une participation dans Monshowroom.com (voir note 2.2) et d'une perte de valeur de 30 millions d'euros portant sur les entreprises associées du sous-groupe Franprix – Leader Price (voir note 7).

Une analyse de la sensibilité à la modification des hypothèses des tests de perte de valeur (une hausse de 100 points des taux d'actualisation ou une baisse de 25 points de taux de croissance à l'infini ou une baisse de 50 du taux de marge d'EBITDA) a été réalisée. Cette analyse présente un risque de perte de valeur complémentaire pour notre quote-part compris entre 11 et 40 millions d'euros pour les master-franchisés du sous-groupe Franprix – Leader Price qui ont fait l'objet d'une dépréciation sur l'exercice de 30 millions d'euros. Au titre de la participation de Banque du Groupe Casino, l'analyse a présenté un risque de perte de valeur pour notre quote-part compris entre 2 et 10 millions d'euros.

Les entreprises associées n'étant pas cotées, il n'existe pas de valeur boursière pour déterminer la juste valeur de ces investissements.

Les transactions avec les entreprises associées sont présentées en note 35.1.

18.2 Présentation des principaux agrégats de Banque du Groupe Casino

en millions d'euros à 100%	2012
Résultat opérationnel courant	(3)
Résultat financier	1
Résultat net	(7)
Actifs liés à l'activité de crédit	557
Trésorerie	11
Autres actifs	83
Total actifs	652
Capitaux propres	98
Passifs liés à l'activité de crédit	537
Autres passifs	17
Total passifs	652

18.3 Quote-part des passifs éventuels

Au 31 décembre 2012 et 2011, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées.

Note 19 Participation dans les coentreprises

Les sociétés ou sous-groupes Monoprix, Distridyn, Régie Média Trade, Dunnhumby France et Geimex, détenues à hauteur de 50%, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, le Groupe y exerçant un contrôle conjoint.

Le sous-groupe Grupo Disco de Uruguay est consolidé selon la méthode d'intégration proportionnelle à hauteur de 62,5% par Exito, les accords conclus entre les partenaires et le groupe Casino prévoyant l'exercice du contrôle conjoint sur son activité. Ce sous-groupe fait l'objet d'une option de vente (voir note 33.2).

Concernant Monoprix, cette coentreprise a fait l'objet d'un accord de prise de contrôle (voir note 2.2).

19.1 Comptes agrégés, retraités aux normes IFRS, des principales coentreprises

en millions d'euros pour la quote-part détenue	31 décembre 2012		31 décembre 2011		
	Total	Dont Monoprix	Total	Dont GPA	Dont Monoprix
Quote-part détenue		50,00%		(*)	50,00%
Chiffre d'affaires	3 681	2 012	11 457	7 794	1 976
Résultat net, part du Groupe	54	70	203	114	85
Actifs non courants	1 250	1 160	4 186	2 945	1 138
Actifs courants	591	310	4 057	3 122	340
Total actifs	1 840	1 470	8 243	6 067	1 478
Capitaux propres	774	640	2 796	1 995	635
Passifs non courants	115	113	1 676	1 561	109
Passifs courants	951	717	3 771	2 512	734
Total passifs	1 840	1 470	8 243	6 067	1 478

(*) 38,91% et 40,62% correspondant respectivement au pourcentage moyen d'intérêt sur la période pour le chiffre d'affaires et le résultat net et 40,13% correspondant au pourcentage d'intérêt au 31 décembre 2011 pour les postes bilantiels

19.2 Quote-part des passifs éventuels

Au 31 décembre 2012, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les coentreprises.

Note 20 Autres actifs non courants

en millions d'euros	2012	2011
Actifs financiers disponibles à la vente (« AFS »)	122	90
Autres actifs financiers	951	326
<i>Prêts</i>	<i>115</i>	<i>70</i>
<i>Dérivés actifs hors couverture</i>	<i>133</i>	<i>56</i>
<i>Créances rattachées aux participations et autres</i>	<i>471</i>	<i>200</i>
<i>Autres créances non courantes</i>	<i>232</i>	<i>-</i>
Créances fiscales et sociales	457	-
Charges constatées d'avance	307	242
Autres actifs non courants	1 837	658

Le poste des autres actifs non courants augmente de 1 179 millions d'euros dont 1 016 millions d'euros sont liés à GPA en raison principalement (i) de la prise de contrôle à hauteur de 293 millions d'euros et (ii) du reclassement de certaines créances pour 712 millions d'euros qui étaient auparavant présentées en « Autres créances courantes » (dont 457 millions d'euros liés aux taxes ICMS, PIS, Cofins, et 179 millions d'euros concernant une créance sur Paes Mendonça).

20.1 Actifs financiers disponibles à la vente (« AFS »)

Variation des « AFS »

en millions d'euros	2012	2011
Au 1^{er} janvier	90	120
Augmentations	31	23
Diminutions (i)	(1)	(44)
Variations de juste valeur	7	(2)
Variation de périmètre et de change	3	(8)
Autres	(8)	-
Au 31 décembre	122	90

(i) En 2011, les diminutions concernaient principalement la cession des titres des OPCI SPF1 et Vivéris

Les titres disponibles à la vente détenus par le Groupe, au titre des exercices 2012 et 2011, ne concernent que des actions non cotées.

20.2 Loyers prépayés

Les charges constatées d'avance comprennent 284 millions d'euros de loyers prépayés (242 millions d'euros en 2011). Ils correspondent à un droit d'utilisation de terrains dans certains pays, sur une durée moyenne de 24 ans, dont le coût est étalé sur la durée d'utilisation.

Note 21 Stocks

en millions d'euros	2012	2011
Valeur brute des stocks de marchandises	4 547	3 237
Valeur brute des stocks de nature immobilière	270	217
Brut	4 817	3 454
Dépréciation des stocks de marchandises	(65)	(48)
Dépréciation des stocks de nature immobilière	(25)	(26)
Stock Dépréciation	(90)	(74)
Stocks en valeur nette	4 727	3 381

Note 22 Créances clients

22.1 Composition des créances clients

en millions d'euros	2012	2011
Créances clients et comptes rattachés	1 080	950
Dépréciation des créances clients et comptes rattachés	(95)	(114)
Créances de l'activité de crédit	815	1 054
Dépréciation des créances de l'activité de crédit	(66)	(21)
Créances clients en valeur nette	1 734	1 869

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours avec implication continue (voir note 24.3).

Par ailleurs, GPA a effectué des cessions de créances pour un montant de 182 millions d'euros envers des établissements financiers (institutions de cartes bancaires ou banques) sans recours ou sans obligations attachées.

22.2 Dépréciation des créances clients

en millions d'euros	2012	2011
Dépréciation des créances clients et comptes rattachés		
Au 1^{er} janvier	(114)	(107)
Dotation	(46)	(26)
Reprise	29	19
Variation de périmètre	(2)	(8)
Reclassement	36	5
Différences de change	2	3
Au 31 décembre	(95)	(114)
Dépréciation des créances de l'activité de crédit		
Au 1^{er} janvier	(21)	(97)
Dotation	-	(56)
Reprise	10	116
Variation de périmètre	(27)	16
Reclassement	(33)	-
Différences de change	5	-
Au 31 décembre	(66)	(21)

Les conditions de constitution des provisions sont détaillées à la note 32.3 « Risques de contrepartie ».

Note 23 Autres actifs courants

23.1 Composition des autres actifs

en millions d'euros	2012	2011
Autres créances	1 430	1 490
Comptes courants des sociétés non consolidées	94	116
Dépréciation des autres créances et comptes courants	(81)	(43)
Dérivés actifs hors couverture et couverture de flux de trésorerie	2	9
Charges constatées d'avance	130	121
Autres actifs	1 575	1 693

Les autres créances comprennent essentiellement des créances fiscales et sociales ainsi que des produits à recevoir des fournisseurs. Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement d'achats, de loyers, de charges locatives et de primes d'assurances.

23.2 Dépréciation des autres créances et comptes courants

en millions d'euros	2012	2011
Au 1^{er} janvier	(43)	(31)
Dotation	(55)	(9)
Reprise	30	7
Variation de périmètre	(13)	(1)
Reclassement et autres mouvements	-	(10)
Différences de change	1	1
Au 31 décembre	(81)	(43)

Note 24 Trésorerie nette

24.1 Composition

en millions d'euros	2012	2011
Equivalents de trésorerie	3 783	1 885
Trésorerie	2 520	2 016
Trésorerie brute	6 303	3 901
Concours bancaires courants	(504)	(556)
Trésorerie nette	5 799	3 346

La trésorerie brute de la société mère et des sociétés détenues à 100% est d'environ 2 206 millions d'euros. L'ensemble des trésoreries et équivalents de trésorerie présentées à 100% et qui sont portées par des sociétés dans lesquelles sont présents des actionnaires minoritaires représente environ 3 932 millions d'euros. Le solde correspond à la trésorerie de sociétés intégrées proportionnellement pour environ 166 millions d'euros. A l'exception des sociétés intégrées proportionnellement pour lesquelles les distributions de dividendes sont soumises à l'accord des partenaires, la trésorerie des sociétés intégrées globalement est entièrement disponible pour le Groupe puisque ce dernier, malgré la présence d'actionnaires minoritaires, contrôle la politique de distribution sous réserve des restrictions liées aux covenants bancaires.

24.2 Analyse de la trésorerie brute par devises

en millions d'euros	2012	%	2011	%
Euro	2 067	33	1 585	41
Dollar américain	261	4	262	7
Peso argentin	44	1	34	1
Real brésilien	2 676	42	867	22
Baht thaïlandais	235	4	188	5
Peso colombien	864	14	830	21
Dong vietnamien	84	1	71	2
Peso uruguayen	43	1	40	1
Autres devises	30	0	26	1
Trésorerie brute	6 303	100	3 901	100

24.3 Décomptabilisation d'actifs financiers

Le Groupe procède à des mobilisations de créances auprès d'institutions financières. Généralement, ces cessions satisfont aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers d'IAS 39 dont les principes sont exposés dans la note 1.4.13.8. Le risque de dilution attaché aux créances mobilisées initialement enregistrées au bilan (risque d'annulation de la créance pour cause d'avoirs émis ou de paiements par compensation) est considéré comme inexistant. Il s'agit en pratique essentiellement de créances relatives à des factures émises au titre de prestations rendues en application du contrat liant le Groupe aux fournisseurs concernés et tenant compte du niveau d'activité réalisé avec ces derniers. Les autres risques et avantages attachés à ces créances ont été transférés au cessionnaire. En conséquence, la quasi-totalité des risques et avantages existants à la date de clôture ayant été transférée au cessionnaire, ces créances sont décomptabilisées du bilan.

Certaines filiales restent en charge du recouvrement des créances cédées. En contrepartie de cette prestation, ces dernières perçoivent une rémunération dans le cadre d'un mandat de délégation ; cette rémunération est considérée comme non significative à la clôture de l'exercice.

Au cours de l'année 2012, le montant des créances mobilisées avec implication continue par le Groupe s'élève à 1 275 millions d'euros. Le coût net attaché à ces mobilisations s'élève à 5 millions d'euros. De manière générale, les cessions sont intervenues tout au long de l'année.

Au 31 décembre 2012, la trésorerie du Groupe inclut 312 millions d'euros de créances mobilisées avec implication continue (219 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Note 25 Capitaux propres

25.1 Éléments sur capital social

Au 31 décembre 2012, le capital social s'élève à 172 391 581 euros contre 169 289 378 euros au 31 décembre 2011.

Le capital social est composé de 112 674 236 actions ordinaires émises et entièrement libérées au 31 décembre 2012. Les actions ordinaires ont une valeur nominale de 1,53 euros.

En vertu des autorisations données au Conseil d'administration, le montant global des augmentations de capital pouvant être réalisées, immédiatement ou à terme, autrement que par incorporation de bénéfices, réserves ou primes, ne doit pas excéder une valeur nominale de 80 millions d'euros.

Actions ordinaires émises et entièrement libérées (en nombre)	2012	2011
Au 1^{er} janvier	110 646 652	110 668 863
Levées d'options		105 332
Rémunération du dividende en actions (note 25.4)	2 019 110	-
Création d'actions ordinaires suite à attribution gratuite	8 474	378 450
Annulation d'actions (i)	-	(505 993)
Au 31 décembre	112 674 236	110 646 652

(i) Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 13 mai 2011, avait annulé 505 993 actions acquises par le Groupe dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires. Le nombre d'actions annulées correspondait à la création d'actions nouvelles liées aux options de souscription d'actions et aux actions gratuites exercées ou acquises définitivement en 2010 et au début 2011, ainsi qu'aux options de souscription d'actions actuellement exerçables et dans la monnaie

25.2 Eléments des autres capitaux propres

en millions d'euros		2012	2011
Réserves liées au capital	(i)	4 075	3 951
Titres auto-détenus	25.2.2	(4)	-
Instruments de capitaux propres (TSSDI)	25.2.3	600	600
Autres instruments de capitaux propres	25.2.4	-	(4)
Réserves consolidées	(ii)	8 982	3 340
Ecart de conversion	25.2.5	(156)	584
Total des autres capitaux propres		13 496	8 471

(i) Ce sont les primes (émission, apports et fusion) de la société mère ainsi que la réserve légale

(ii) Ce compte comprend :

- les réserves de la société mère,
- les réserves contributives de chacune des filiales,
- l'effet cumulé des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs,
- les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente,
- les variations de juste valeur des dérivés dans les opérations de couverture de flux de trésorerie,
- l'effet cumulé de la charge relative aux paiements en actions,
- la couverture d'investissement net

25.2.1 Titres donnant accès à des nouvelles actions

Le Groupe a attribué des options de souscriptions d'actions à ses salariés dans le cadre de plan de souscription d'actions présentés en note 26.

25.2.2 Actions propres et d'autocontrôle

Dans le cadre des autorisations données par les assemblées générales, des actions de la société Casino, Guichard-Perrachon S.A. ont été rachetées par le Groupe. Au 31 décembre 2012, le nombre d'actions auto-détenues s'élève à 64 811, représentant 4 millions d'euros.

En janvier 2005, le Groupe a signé un contrat de liquidité avec la banque d'affaires Rothschild portant sur 700 000 titres Casino et un apport de 40 millions d'euros, en application du règlement européen n° 2273/2003. Au 31 décembre 2012, aucune action propre n'est détenue dans le cadre de ce contrat. Les fonds gérés n'ayant pas servi à l'acquisition de titres auto-détenus, ont été investis dans des parts de FCP monétaire. Ces fonds, respectant les critères définis de classement en équivalents de trésorerie, font partie de la trésorerie nette.

25.2.3 TSSDI

Le Groupe a procédé en début d'année 2005 à la mise sur le marché de 600 millions d'euros de titres "super subordonnés" à durée indéterminée (TSSDI). Le remboursement éventuel de cet instrument est à l'initiative du Groupe et sa rémunération est subordonnée au versement d'un dividende au titre des actions ordinaires au cours des 12 derniers mois. En raison de ses caractéristiques particulières, de durée et de rémunération, cet instrument est classé en capitaux propres, soit pour un montant de 600 millions d'euros.

Le dividende, au taux de Constant Maturity Swap à 10 ans + 100 bp (le taux ne peut pas excéder 9%), est comptabilisé en minoration des capitaux propres nets de l'effet d'impôt.

25.2.4 Autres instruments de capitaux propres

Au 31 décembre 2012, le Groupe ne détient plus d'options d'achat d'actions ordinaires ("calls"). Au 31 décembre 2011, ils représentaient une valeur comptable nette de l'effet d'impôt de 4 millions d'euros.

25.2.5 Ecarts de conversion

Les écarts de conversion, positifs ou négatifs, sont liés à l'évaluation au taux de clôture des capitaux propres des filiales étrangères et de la fraction des créances et des dettes faisant partie de l'investissement net dans les filiales étrangères.

VENTILATION DES ECARTS DE CONVERSION PAR PAYS AU 31 DECEMBRE 2012

en millions d'euros	Part du Groupe			Minoritaires			Total
	Ouverture 2012	Variation 2012	Clôture 2012	Ouverture 2012	Variation 2012	Clôture 2012	Clôture 2012
Brésil	269	(473)	(203)	(35)	(434)	(470)	(673)
Argentine	(57)	(22)	(78)	-	-	-	(78)
Colombie	130	97	226	114	96	210	436
Uruguay	49	(6)	43	3	(5)	(2)	41
Etats-Unis	5	(3)	2	-	-	-	2
Thaïlande	68	3	71	32	8	40	111
Pologne	23	(1)	22	-	-	-	22
Océan Indien	(5)	-	(6)	(3)	-	(3)	(8)
Vietnam	(7)	-	(7)	(2)	-	(2)	(10)
Total écarts de conversion	476	(405)	71	108	(335)	(227)	(156)

La variation en 2012 résulte principalement de l'appréciation de l'euro par rapport à la devise brésilienne.

VENTILATION DES ECARTS DE CONVERSION PAR PAYS AU 31 DECEMBRE 2011

en millions d'euros	Part du Groupe			Minoritaires			Total
	Ouverture 2011	Variation 2011	Clôture 2011	Ouverture 2011	Variation 2011	Clôture 2011	Clôture 2011
Brésil	626	(356)	269	(4)	(31)	(35)	234
Argentine	(48)	(9)	(57)	-	-	-	(57)
Colombie	126	4	130	68	46	114	244
Uruguay	47	2	49	1	2	3	51
Etats-Unis	(1)	6	5	-	-	-	5
Thaïlande	76	(7)	68	35	(3)	32	100
Pologne	39	(16)	23	-	-	-	23
Océan Indien	(6)	-	(5)	(3)	-	(3)	(8)
Vietnam	(4)	(3)	(7)	(1)	-	(2)	(9)
Total écarts de conversion	855	(379)	476	95	13	108	584

La variation en 2011 résulte principalement de l'appréciation de l'euro par rapport à la devise brésilienne.

25.3 Annexe à l'état consolidé des produits et des charges comptabilisés

en millions d'euros	2012	2011
Actifs financiers disponibles à la vente	2	(2)
Variation de juste valeur sur la période	2	(3)
Recyclage en résultat	-	-
(Charge) ou produit d'impôt	-	1
Couverture de flux de trésorerie	(7)	6
Variation de juste valeur sur la période	(4)	13
Recyclage en résultat	(7)	(4)
(Charge) ou produit d'impôt	4	(3)
Couverture d'investissement net	(31)	-
Variation de juste valeur sur la période	(47)	-
Recyclage en résultat	-	-
(Charge) ou produit d'impôt	17	-
Ecarts de conversion (note 25.2.5)	(741)	(366)
Variation des écarts de conversion de la période	(604)	(343)
Recyclage en résultat lié à des cessions sur la période	(137)	(23)
Ecarts actuariels	(28)	(2)
Variation de la période	(43)	(4)
(Charge) ou produit d'impôt	14	1
Total	(805)	(365)

25.4 Dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 11 mai 2012, a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice 2011, d'un dividende d'un montant de 3,00 euros par action ordinaire. A hauteur de 50% de ce dividende (soit 1,50 euros), les actionnaires avaient la faculté d'opter pour le paiement du dividende en actions et de recevoir ainsi des actions nouvelles de la Société. Les droits ont été exercés à hauteur de 76,41% en faveur du paiement en actions. Le montant comptabilisé en moins des capitaux propres s'élève à 332 millions d'euros (dont 205 millions d'euros versés en numéraire).

Le Conseil d'administration proposera la distribution un dividende brut de 3,00 euros pour les actions ordinaires au titre de l'exercice 2012. Les états financiers présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires lors de la prochaine Assemblée générale Ordinaire.

DIVIDENDES EN NUMERAIRE VERSES ET PROPOSES

en millions d'euros	Dividende en euros	Nombre d'actions	Actions auto détenues	2012 provisoire	2011
Dividende sur actions ordinaires					
2011	3,00 €	110 646 652	-		205
Provisoire 2012 (i)	3,00 €	112 674 236	-	338	
Dividendes sur TSSDI, net d'impôt					
2011	31,25 €	600 000	-		19
2012	15,61 €	600 000	-	9	

(i) Le dividende provisoire 2012 est calculé sur le nombre total d'actions composant le capital au 31 décembre 2012. Il sera modifié en 2013 pour tenir compte des actions auto-détenues à la date de distribution effective

25.5 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Ces actions sont acquises essentiellement en vue d'assurer le contrat de liquidité et d'animer le marché des titres, de les conserver, de

mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions, tout plan d'épargne ou toute attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires sociaux du Groupe.

Note 26 Paiement en actions

Depuis 1987, il est attribué, en décembre de chaque année, des options d'achat ou de souscription d'actions ou des actions gratuites aux nouveaux cadres ayant un an d'ancienneté dans le Groupe et il est procédé à un ajustement des options des cadres changeant de catégorie par suite d'une promotion.

Par ailleurs, des plans d'attribution d'actions gratuites sont attribués à certains membres de l'encadrement ainsi qu'à certains directeurs de magasins. L'acquisition définitive par les bénéficiaires des actions attribuées gratuitement est soumise à une condition de présence et dans certains cas à la réalisation d'un critère de performance donnant lieu à la détermination du pourcentage d'actions acquises au titre de la période concernée.

Conformément à IFRS 2, le Groupe a procédé à la valorisation de l'ensemble des options attribuées en utilisant le modèle de valorisation de Black & Scholes.

26.1 Incidence sur le résultat et les capitaux propres des rémunérations payées en actions

La charge nette totale constatée en résultat en 2012 s'élève à 19 millions d'euros (15 millions d'euros en 2011) dont respectivement 6 et 13 millions d'euros pour la société mère et GPA. Cette charge nette a pour contrepartie une augmentation des capitaux propres pour un montant identique.

26.2 Caractéristiques des plans d'options sur actions de la société mère

26.2.1 Caractéristiques des plans d'option de souscription d'actions

Date de l'attribution	Date de départ d'exercice des options	Date d'expiration	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice de l'option (en euros)	Nombre d'options en circulation au 31/12/2012
29 avril 2010	29 oct 2013	28 oct 2015	48 540	64,87	45 365
4 déc 2009	4 juin 2013	3 juin 2015	72 603	57,18	51 261
8 avril 2009	8 oct 2012	7 oct 2014	37 150	49,47	33 400
5 déc 2008	5 juin 2012	4 juin 2014	109 001	49,02	69 973
14 avril 2008	14 oct 2011	13 oct 2013	434 361	76,72	241 256
7 déc 2007	7 juin 2011	6 juin 2013	54 497	74,98	33 210
13 avril 2007	13 oct 2010	12 oct 2012	362 749	75,75	-
15 déc 2006	15 déc 2009	14 juin 2012	53 708	69,65	-
TOTAL					474 465

HYPOTHESES RETENUES DANS LE CADRE DE L'EVALUATION – PLANS D'OPTION DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Date de l'attribution	Cours de bourse lors de l'attribution (en euros)	Durée de vie (en années)	Dividende projeté	Volatilité attendue	Taux d'intérêt sans risque	Juste valeur de l'option (en euros)
29 avril 2010	65,45	5,5	5%	29,32%	1,69%	10,33
4 déc 2009	58,31	5,5	5%	30,02%	2,09%	8,59
8 avril 2009	48,37	5,5	5%	29,60%	2,44%	5,07
5 déc 2008	43,73	5,5	5%	26,77%	3,05%	6,14
14 avril 2008	75,10	5,5	5%	24,04%	4,17%	13,61
7 déc 2007	77,25	5,5	5%	25,27%	4,85%	18,18
13 avril 2007	75,80	5,5	5%	23,55%	4,78%	16,73
15 déc 2006	70,00	5,5	2%	25,11%	3,99%	14,31

Le nombre d'options de souscription non exercées et les prix d'exercices moyens pondérés ont évolués comme suit aux cours des exercices présentés :

	2012		2011	
	Nombre d'options sur actions, en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre d'options sur actions, en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Options restantes au 1^{er} janvier	744 273	69,55	1 009 780	68,04
<i>Dont options exerçables</i>	524 098	75,89	414 296	72,94
Attributions	-	-	-	-
Options exercées	(8 474)	51,21	(105 332)	57,94
Options supprimées	(56 033)	71,05	(110 497)	72,03
Options devenues caduques	(205 301)	74,98	(49 678)	57,89
Options restantes au 31 décembre	474 465	67,35	744 273	69,55
<i>Dont options exerçables</i>	377 839	69,03	524 098	75,89

26.2.2 Caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites

Date de l'attribution	Nombre d'actions attribuées	Fin de la période d'attribution	Date de conservation	Nombre d'actions en circulation au 31/12/2012 avant application des conditions de performance
19 oct. 2012	41 200	19 oct. 2014	19 oct. 2016	41 200
19 oct. 2012	11 350	19 oct. 2015	19 oct. 2017	11 350
11 mai 2012	17 859	11 mai 2014	11 mai 2016	17 859
29 mars 2012	6 422	29 mars 2015	29 mars 2017	6 422
2 déc . 2011	23 383	2 déc 2014	2 déc 2016	21 586
2 déc . 2011	2 362	2 déc 2013	2 déc 2015	-
21 oct 2011	3 742	21 oct 2014	21 oct 2016	3 742
21 oct 2011	26 931	21 oct 2013	21 oct 2015	26 931
21 oct 2011	4 200	21 oct 2014	21 oct 2016	4 200
15 avril 2011	69 481	15 avril 2013	15 avril 2015	66 978
15 avril 2011	46 130	15 avril 2014	15 avril 2016	40 963
15 avril 2011	241 694	15 avril 2014	15 avril 2016	206 744
15 avril 2011	26 585	15 avril 2014	15 avril 2016	24 085
3 déc 2010	17 268	3 déc 2013	3 déc 2015	13 882
22 oct 2010	4 991	22 oct 2012	22 oct 2014	-
29 avril 2010	296 765	29 avril 2013	29 avril 2015	227 630
29 avril 2010	51 394	29 avril 2013	29 avril 2015	43 826
4 déc 2009	24 463	4 déc 2012	4 déc 2014	-
TOTAL				757 398

HYPOTHESES RETENUES DANS LE CADRE DE L'EVALUATION – PLANS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Date de l'attribution	Cours de bourse lors de l'attribution (en euros)	Conditions de présence	Taux de performance retenu	Juste valeur de l'action (en euros)
19 oct. 2012	69,32	Oui	-	54,92
19 oct. 2012	69,32	Oui	(i)	52,46
11 mai 2012	72,31	Oui	-	51,76
29 mars 2012	74,10	Oui	-	56,31
2 déc . 2011	66,62	Oui	-	50,94
2 déc . 2011	66,62	Oui	-	53,16
21 oct 2011	62,94	Oui	-	47,53
21 oct 2011	62,94	Oui	-	49,79
21 oct 2011	62,94	Oui	(i)	47,53
15 avril 2011	70,80	Oui	-	58,99
15 avril 2011	70,80	Oui	-	56,40
15 avril 2011	70,80	Oui	(i)	56,34
15 avril 2011	70,80	Oui	(i)	56,34
3 déc 2010	69,33	Oui	-	55,35
22 oct 2010	67,68	Oui	-	57,07
29 avril 2010	65,45	Oui	(i)	50,86
29 avril 2010	65,45	Oui	-	50,86
4 déc 2009	58,31	Oui	-	42,47

(i) Les critères de performance retenus portent essentiellement sur les niveaux de croissance organique du chiffre d'affaires et les niveaux de résultats opérationnels courants et dépendent de la société à laquelle le bénéficiaire est rattaché.

Au 31 décembre 2012, les taux de performance sont les suivants :

- Monoprix : 100% au titre des plans de 2012, 0% au titre de 2011 et 94% au titre de 2010
- Autres sociétés : 17% au titre de 2011 ,94% au titre de 2010

Le stock d'actions gratuites en cours d'acquisition a évolué comme suit aux cours des exercices présentés :

Stock d'actions gratuites en cours d'acquisition	2012	2011
Actions en circulation au 1^{er} janvier	784 610	836 003
Actions attribuées	76 831	444 508
Actions supprimées	(90 623)	(378 008)
Actions émises	(13 780)	(117 893)
Actions en circulation au 31 décembre	757 398	784 610

26.3 Caractéristiques des plans d'options sur actions de la société GPA

26.3.1 Caractéristiques des plans d'option de souscription d'actions

Le prix d'exercice des options « Silver » correspond à la moyenne des 20 derniers cours de clôture de l'action GPA à la bourse BOVESPA, auquel est appliquée une décote de 20%. Le nombre d'action résultant de l'exercice des options « Silver » est fixe contrairement aux options « Gold » ; le nombre d'actions qui sera attribué en cas d'exercice des options « Gold » est variable puisqu'il dépend du critère de performance « ROIC » (« rendement du capital investi ») pour les plans Gold series A2 à series A5. Le dernier plan, Series A6 – Gold, aura comme critère de performance le ratio « ROCE » (« rendement du capital employé »). Les options « Gold » ne peuvent être exercées séparément des options « Silver ».

Nom du plan	Date de l'attribution	Date de départ d'exercice des options	Date d'expiration	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice de l'option (en réais)	Nombre d'options en circulation au 31/12/2012
Series A2 - Gold	3 mars 2008	30 avril 2008	30 mars 2011	848	0,01	-
Series A2 - Silver	3 mars 2008	30 avril 2008	30 mars 2012	950	26,93	-
Series A3 - Gold	13 mai 2009	31 mai 2012	31 mai 2013	668	0,01	-
Series A3 - Silver	13 mai 2009	31 mai 2012	31 mai 2013	693	27,47	-
Series A4 - Gold	24 mai 2010	31 mai 2013	31 mai 2014	514	0,01	255
Series A4 - Silver	24 mai 2010	31 mai 2013	31 mai 2014	182	46,49	63
Series A5 - Gold	31 mai 2011	31 mai 2014	31 mai 2015	299	0,01	229
Series A5 - Silver	31 mai 2011	31 mai 2014	31 mai 2015	299	54,69	229
Series A6 - Gold	15 mars 2012	15 mars 2015	15 mars 2016	526	0,01	441
Series A6 - Silver	15 mars 2012	15 mars 2015	15 mars 2016	526	64,13	441
						1 658

HYPOTHESES RETENUES DANS LE CADRE DE L'EVALUATION DES PLANS D'OPTION DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

La société GPA a retenu les hypothèses suivantes pour valoriser ces plans :

- taux de rendement du dividende de 0,81%;
- volatilité attendue de 33,51%;
- taux d'intérêt sans risque de 10,19%.

La juste valeur moyenne des options en vie s'élève à 51,19 réais au 31 décembre 2012.

Le nombre d'options de souscription non exercées et les prix d'exercices moyens pondérés ont évolués comme suit aux cours des exercices présentés :

	2012		2011	
	Nombre d'options sur actions, en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (en réais)	Nombre d'options sur actions, en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (en réais)
Options restantes au 1^{er} janvier	1 963	16,90	2 512	14,31
<i>Dont options exerçables</i>	<i>1 963</i>	<i>16,90</i>	<i>1 174</i>	20,56
Attributions	1 052	32,08	598	27,36
Options exercées	(1 293)	16,46	(1 111)	20,68
Options supprimées	(64)	29,40	(11)	42,32
Options devenues caduques	-	-	(25)	32,64
Options restantes au 31 décembre	1 658	26,40	1 963	16,90
<i>Dont options exerçables</i>	<i>1 658</i>	<i>26,40</i>	<i>1 963</i>	16,90

Note 27 Provisions

DECOMPOSITION ET VARIATIONS

en millions d'euros	1 ^{er} janvier 2012	Dotations 2012	Reprises utilisées 2012	Reprises non utilisées 2012	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	31 déc. 2012
Service après-vente	9	7	(9)	-	-	-	-	7
Retraite (note 28)	167	90	(84)	(6)	-	2	47	216
Médaille du travail	23	4	-	-	-	-	1	27
Prime pour services rendus	16	17	(16)	-	-	-	-	17
Litiges divers	40	16	(7)	(6)	2	-	4	48
Divers risques et charges	266	210	(65)	(60)	400	(38)	(9)	705
Restructurations	12	14	(9)	-	-	-	1	18
Total provisions	533	356	(190)	(72)	402	(36)	44	1 037
<i>dont courant</i>	<i>188</i>	<i>256</i>	<i>(88)</i>	<i>(63)</i>	<i>2</i>	<i>-</i>	<i>(20)</i>	<i>275</i>
<i>dont non courant</i>	<i>345</i>	<i>100</i>	<i>(102)</i>	<i>(9)</i>	<i>399</i>	<i>(36)</i>	<i>64</i>	<i>762</i>

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les divers risques et charges s'élèvent à 705 millions d'euros et comprennent principalement les provisions relatives à GPA (voir tableau ci-dessous) ainsi que les provisions au titre des engagements d'achats liés à des master-franchisés du sous-groupe Franprix – Leader Price à hauteur de 62 millions d'euros.

en millions d'euros	Litiges PIS / Cofins / CPMF (*)	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
31 décembre 2012	106	248	84	49	487

(*) TVA et taxes assimilées

Note 28 Engagements de retraite et avantages assimilés

Les régimes à prestations définies donnent lieu à une évaluation actuarielle. Ces avantages concernent principalement des indemnités de fin de carrière et des médailles du travail en France.

28.1 Plan à prestations définies

28.1.1 Synthèse

Le tableau suivant permet d'effectuer le rapprochement entre l'évaluation des engagements de l'ensemble des sociétés et les provisions constituées dans les comptes consolidés aux 31 décembre 2012 et 2011.

	France		International		Total	
en millions d'euros	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Valeur actuelle des obligations couvertes	210	176	-	-	210	176
Juste valeur des actifs du régime	(43)	(49)	-	-	(43)	(49)
Couverture financière des engagements financés	166	127	-	-	166	127
Valeur actuelle des obligations non couvertes	16	14	33	26	50	40
Provision comptabilisée au bilan	182	141	33	26	216	167

28.1.2 Evolution des engagements

	France		International		Total	
en millions d'euros	2012	2011	2012	2011	2012	2011
A - VARIATION DE LA DETTE ACTUARIELLE						
Dettes actuarielles début de période	190	179	26	18	216	197
Coût des services rendus	8	13	3	5	11	17
Intérêt sur la dette actuarielle	6	6	2	1	7	7
Variation de périmètre	-	1	-	-	-	1
Décaissements	(11)	(10)	(3)	(3)	(14)	(13)
Perte et (gains) actuariels	39	1	4	4	43	5
Variation de change	-	-	2	-	2	-
Autres mouvements	(6)	-	1	-	(5)	-
Dettes actuarielles fin de période	A 226	190	33	26	260	216
B - VARIATION DES ACTIFS DE COUVERTURE						
Juste Valeur des actifs de couverture début de période	49	55	-	-	49	55
Rendement attendu des actifs de couverture	1	1	-	-	1	1
(Perte) et gains actuariels	1	1	-	-	1	1
Contribution de l'employeur	-	-	-	-	-	-
Contribution des salariés	-	-	-	-	-	-
Prestations payées	(9)	(9)	-	-	(9)	(9)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	1	1	-	-	1	1
Juste Valeur des actifs de couverture fin de période	B 43	49	-	-	43	49
C - COUVERTURE FINANCIERE	A-B 182	141	33	26	216	167
Plafonnement d'actif	-	-	-	-	-	-
ENGAGEMENT NET DE RETRAITE	182	141	33	26	216	167

28.1.3 Solde des écarts actuariels comptabilisés en capitaux propres

en millions d'euros	2012	2011
Provisions (diminution) / augmentation	61	19
(Actifs) / Passifs d'impôts différés	(21)	(7)
Diminution / (augmentation) cumulée des capitaux propres nette d'impôt	40	12
Dont, part du Groupe	40	12
Produit / (charge) après impôt, enregistré en capitaux propres	(27)	(2)

28.1.4 Rapprochement des provisions au bilan

	France		International		Total	
en millions d'euros	2012	2011	2012	2011	2012	2011

En début d'exercice	141	124	26	18	167	143
Ecart actuariels comptabilisés en capitaux propres	38	-	4	4	42	4
Contribution des salariés	-	-	-	-	-	-
Charge de l'exercice	13	18	4	6	18	24
Décaissements	(11)	(10)	(3)	(3)	(14)	(13)
Remboursement partiel des actifs du régime	9	9	-	-	9	9
Variation de périmètre	-	1	-	-	-	1
Variation de change	-	-	2	-	2	-
Autres mouvements	(7)	(1)	1	-	(7)	(1)
En fin d'exercice	183	141	33	26	216	167

28.1.5 Composante de la charge de la période

	France		International		Total	
en millions d'euros	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Coût financier	6	6	2	1	7	7
Rendement attendu des actifs	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)
Charge comptabilisée en résultat financier	5	4	2	1	7	6
Coût des services rendus	8	13	3	5	11	18
Coût des services passés	-	-	-	-	-	-
Réduction / Liquidation de régime	-	-	-	-	-	-
Charge comptabilisée en frais de personnel	8	13	3	5	11	17
Charge de l'exercice	13	18	4	6	18	24

28.1.6 Politique et stratégie de couverture des engagements

DONNEES HISTORIQUES

en millions d'euros	2012	2011	2010	2009	2008
Valeur actuelle des obligations couvertes	210	176	166	140	464
Juste valeur des actifs du régime	(43)	(49)	(55)	(62)	(432)
Sous-total	166	127	111	78	32
Valeur actuelle des obligations non couvertes	50	40	31	28	38
Actifs plafonnés	-	-	-	-	30
Provision comptabilisée au bilan	216	167	143	107	100

L'actif de couverture est un fond euros majoritairement composé d'obligations à taux fixe.

28.1.7 Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

	France		International	
	2012	2011	2012	2011
Taux d'actualisation	3,2%	4,3% – 4,5%	3,2% – 6,1%	3,8% – 7,0%
Taux de croissance attendu des salaires	2,5%	2,25% – 2,5%	3,5% – 10,0%	2,0% – 3,5%
Age de départ à la retraite	62 – 64 ans	62 – 64 ans	55 – 65 ans	50 – 65 ans
Taux de rendement attendu des actifs	3,5% – 4,0%	3,6% – 4,0%	-	-

Pour le périmètre français, le taux d'actualisation est déterminé en référence à l'indice Bloomberg 15 ans sur des composites AA.

Le taux de rendement attendu des actifs du régime, correspond en 2012, au taux effectivement constaté au cours de l'exercice précédent. Le rendement effectif pour la France s'est élevé à 1 million d'euros en 2012 et 2011.

28.1.8 Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de +/- 50 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de - 5,0% et +5,8% respectivement du montant total des engagements.

Une variation de +/- 10 points de base sur le taux de croissance des salaires aurait pour impact de +1,2% et de -1,0% respectivement du montant total de l'engagement.

L'impact d'une variation de +/-50 points de base sur le taux de rendement attendu des actifs de couverture n'entraînerait pas de variation significative du produit des actifs de couverture.

28.1.9 Ajustement d'expérience

Les ajustements d'expérience correspondent principalement à l'incidence sur les engagements entre les prestations estimées à la clôture précédente et les prestations payées sur l'exercice et s'élèvent à la clôture au 31 décembre 2012 à 19 millions d'euros (10 millions d'euros au 31 décembre 2011).

28.1.10 Versements attendus en 2013

Le Groupe s'attend à verser, au cours de l'exercice 2013, des indemnités de l'ordre de 10 millions d'euros au profit de ses régimes à prestations définies.

28.2 Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies sont principalement composés des avantages retraite et s'élèvent à 302 millions d'euros au titre de l'exercice 2012 (289 millions d'euros au titre de l'exercice 2011).

Note 29 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 12 180 millions au 31 décembre 2012 (9 590 millions d'euros au 31 décembre 2011) et comprennent les éléments suivants :

en millions d'euros	note	2012			2011		
		Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	29.2	6 934	773	7 708	5 159	626	5 785
Autres emprunts et dettes financières	29.3	1 931	1 881	3 811	1 112	2 406	3 518
Location financement	33.3	69	46	115	61	41	102
Dettes liées aux engagements de rachat minoritaires	29.4	443	69	512	66	43	109
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	32	17	17	34	25	51	76
Emprunts et dettes financières		9 394	2 786	12 180	6 423	3 167	9 590

29.1 Variation des dettes financières

en millions d'euros	2012	2011
<i>Emprunts et dettes financières à l'ouverture</i>	9 590	7 303
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	(204)	(262)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture)	9 386	7 040
Nouveaux emprunts (i)	2 054	3 436
Remboursements (principal et intérêt) (ii)	(1 753)	(1 451)
Variation juste valeur des emprunts couverts	(10)	7
Ecarts de conversion	(249)	(108)
Variation de périmètre (iii)	1 975	414
Variation des dettes liées aux engagements de rachat minoritaires (iv)	403	51

Reclassement en passifs financiers détenus en vue de la vente (Mercialys)	(12)	-
Autres	-	(3)
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture)	11 794	9 386
<i>Emprunts et dettes financières à la clôture</i>	<i>12 180</i>	<i>9 590</i>
<i>Dérivés actifs de couverture de juste valeur</i>	<i>(385)</i>	<i>(204)</i>

- (i) Les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (i) la souscription par Casino, Guichard-Perrachon et GPA de nouveaux emprunts obligataires pour un montant global de 1 586 millions d'euros (respectivement 1 250 et 336 millions d'euros), et (ii) la souscription de nouveaux emprunts par les filiales GPA et Exito pour respectivement 184 et 122 millions d'euros. Le solde du mouvement provient essentiellement de tirages sur les lignes de crédit utilisées par Monoprix pour 125 millions d'euros
- (ii) Les remboursements d'emprunts correspondent principalement aux événements suivants : remboursements (i) des emprunts obligataires sur Casino, Guichard –Perrachon et GPA pour respectivement 558 et 77 millions d'euros, (ii) des autres emprunts et dettes financières liés à GPA, Big C Thaïlande, Exito et Franprix – Leader Price pour respectivement 202, 188, 154 et 53 millions d'euros, (iii) de découverts bancaires et intérêts courus pour 219 millions d'euros et (iii) de flux nets de billets de trésorerie pour 203 millions d'euros
- (iii) Les variations de périmètre concernent principalement l'opération décrite à la note 3.3 relative à la prise de contrôle de GPA
- (iv) La variation sur les dettes liées à des puts sur intérêts minoritaires concerne principalement la constatation du put accordé à la famille Diniz pour 399 millions d'euros (voir note 3.3 et 29.4)

OPERATIONS DE FINANCEMENT CORPORATE

Casino, Guichard-Perrachon a émis sur la période deux emprunts obligataires d'un montant respectif de 600 et 650 millions d'euros à échéance 2020 et 2019 et dont les taux d'intérêts effectifs (TIE) s'élèvent à 4,05% et 3,22%.

OPERATIONS DE FINANCEMENT GPA

Durant le premier semestre 2012, GPA et ses filiales ont émis des emprunts obligataires pour un montant nominal global de 2,1 milliards de réais (777 millions d'euros – voir note 29.2). Ces emprunts sont remboursables in fine et bénéficient de conditions de remboursement anticipées : (i) le prêt de 1,2 milliards de réais (444 millions d'euros) peut faire l'objet d'un remboursement anticipé immédiat, et (ii) le prêt de 400 millions de réais (148 millions d'euros) ne pourra être remboursé de manière anticipée qu'après une période de 18 mois). Les 500 millions de réais restant (185 millions d'euros) ne présentent pas de clause de remboursement anticipé.

Ces financements sont soumis au respect de ratios financiers à part l'emprunt d'un montant de 100 millions de réais (37 millions d'euros). Ces ratios sont calculés sur les données consolidées de GPA :

- dette nette (i) ne doit pas être supérieure aux capitaux propres ;
 - dette nette consolidée / EBITDA < 3,25
- (i) dette nette = dette moins trésorerie et équivalent de trésorerie et créance clients

OPERATIONS DE FINANCEMENT BIG C THAÏLANDE

Le refinancement de l'acquisition de Carrefour Thaïlande a été signé avec trois institutions financières locales et comprend :

- un financement de 27 milliards de bahts (669 millions d'euros) dont la maturité s'étend entre 2 et 7 ans et qui porte intérêt à THBFIX 3 mois ou 6 mois ou BIBOR 3 mois plus marge. Ce financement sera remboursé selon différents modes (amortissement annuel de la dette, renouvellement de billets à ordre et remboursement in fine) ;
- un prêt d'un montant de 5 milliards de bahts (124 millions d'euros) de maturité cinq ans et remboursable annuellement (de janvier 2013 à juillet 2017). Ce prêt porte intérêt à THBFIX 6 mois plus marge.

Sur le financement de 27 milliards de bahts (669 millions d'euros) mis à sa disposition, Big C Thaïlande n'a utilisé que le prêt à long terme d'un montant de 18 milliards de bahts (446 millions d'euros) et a utilisé la totalité du second financement.

Ces refinancements sont soumis au respect de ratios financiers (Dette financière nette / EBITDA et Dette financière nette / Capitaux propres) (voir note 32.4).

29.2 Détail des emprunts obligataires

en millions d'euros	Montant nominal	Taux d'intérêt d'émission (i)	Taux d'intérêt effectif	Date émission	Date échéance	2012 (ii)	2011 (ii)
Emprunts en EURO							
Emprunt obligataire 2012	413	F : 6,00	6,24%	Fev. 2002 Juin 2002	Fev. 2012	-	414
Emprunt obligataire 2012	165	F : 7,88	8,03%	Fev. 2009	Août 2012	-	166
Emprunt obligataire 2013	544	F : 6,38	6,36%	Avril 2008 Juin 2008 Mai 2009	Avril 2013	552	567
Emprunt obligataire 2014	578	F : 4,88	5,19%	Avril 2007 Juin 2008	Avril 2014	600	605
Emprunt obligataire 2015	750	F : 5,50	5,60%	Juil. 2009	Janv. 2015	789	787
Emprunt obligataire 2016	600	F : 4,47	4,58%	Octobre 2011	Avril 2016	601	598
Emprunt obligataire 2017	888	F : 4,38	5,85%	Fév. 2010	Fév. 2017	855	828
Emprunt obligataire 2018	508	F : 4,48	5,25%	Mai 2010	Nov. 2018	539	506
Emprunt obligataire 2019	650	F : 3,16	3,22%	Août 2012	Août 2019	655	-
Emprunt obligataire 2020	600	F : 3,99	4,05%	Mars 2012	Mars 2020	620	-
Emprunt obligataire 2021	850	F : 4,73	5,13%	Mai 2011	Mai 2021	862	824
Emprunts en COP							
Emprunt obligataire Exito	32	V : IPC +5,45	13,42%	Avril 2006	Avril 2013	32	3
Emprunt obligataire Carulla	64	V : IPC+7,50	15,15%	Mai 2005	Mai 2015	64	86
Emprunts en BRL							
Emprunt obligataire GPA	96	V : CDI+0.5%	12,95%	Mars 2007	Mars 2013	96	86
Emprunt obligataire GPA	148	V : 109,5% CDI	109,5% CDI	Dec. 2009	Dec. 2014	146	81
Emprunt obligataire GPA	226	V : 107,7% CDI	107,7% CDI	Janv. 2011	Janv. 2014	226	101
Emprunt obligataire GPA	296	V : 108,5% CDI	108,5% CDI	Dec. 2011	Juin 2015	295	133
Emprunt obligataire GPA	444	V : CDI + 1%aa	CDI + 1%aa	Mai 2012	Nov. 2015	443	-
Emprunt obligataire GPA	148	V : 100% CDI + 1%	100% CDI + 1%	Fev. 2012	Juil. 2015	148	-
Emprunt obligataire GPA	37	V : 105,35% CDI	105,35% CDI	Avril 2012	Avril 2013	37	-
Emprunt obligataire GPA	74	V : CDI + 0,72% aa	V : CDI + 0,72% aa	Juin 2012	Déc. 2014	74	-
Emprunt obligataire GPA	74	V : CDI + 0,72% aa	V : CDI + 0,72% aa	Juin 2012	Janv. 2015	74	-
Total emprunts obligataires						7 708	5 785

(i) F (taux fixe) – V (taux variable) – IPC (Index Price Consumer) – CDI (Certificado de Deposito Interbancario)

(ii) Les montants ci-dessus incluent l'incidence des couvertures de juste valeur

29.3 Détail des autres emprunts et dettes financières

En millions d'euros	Montant nominal	Nature du taux	Date émission	Date échéance	2012	2011
France						
<i>Prêt structuré Calyon</i>	184	Variable	Juin 2007	Juin 2013	184	184
<i>Alaméa</i>	300	Variable	Avril 2010	Avril 2015	300	300
<i>Billets de trésorerie</i>					235	438
<i>Autres emprunts(i)</i>					226	259
International						
<i>Amérique latine (ii)</i>					1 223	602
<i>Autres (iii)</i>					752	919
Concours bancaires courants					504	556
Intérêts courus (iv)					387	261
Total autres emprunts					3 811	3 518

(i) Dont Franprix – Leader Price pour un montant de 175 et 188 millions d'euros respectivement en 2012 et 2011

(ii) Concerne GPA et Exito à hauteur respectivement de 1 222 et 1 millions d'euros en 2012 (respectivement 569 et 31 millions d'euros en 2011)

(iii) Concerne en 2012 et 2011 principalement Big C Thaïlande à hauteur respectivement de 719 et 890 millions d'euros

(iv) Les intérêts courus portent sur la totalité des dettes financières y compris les emprunts obligataires

DETAIL DES LIGNES BANCAIRES CONFIRMÉES 2012

En millions d'euros	Taux	Echéance		Autorisées	Utilisées
		< à 1 an	> à 1 an		
Ligne syndiquée – Casino, Guichard-Perrachon (i)	Variable	-	1 882	1 882	-
Autres lignes bancaires confirmées	Variable	390	693	1 083	190

(i) Les lignes syndiquées comprenaient la ligne de 1 200 millions d'euros (renouvelée en août 2010 pour une durée de cinq ans) et la ligne syndiquée de 900 millions d'usd à échéance 2014

DETAIL DES LIGNES BANCAIRES CONFIRMÉES 2011

En millions d'euros	Taux	Echéance		Autorisées	Utilisées
		< à 1 an	> à 1 an		
Ligne syndiquée – Casino, Guichard-Perrachon (i)	Variable	-	1 896	1 896	232
Autres lignes bancaires confirmées	Variable	365	520	885	50

(i) Les lignes syndiquées comprenaient la ligne de 1 200 millions d'euros (renouvelée en août 2010 pour une durée de cinq ans) et la ligne syndiquée de 900 millions d'usd à échéance 2014

29.4 Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts minoritaires

Elles correspondent à des dettes vis-à-vis de différentes contreparties résultant de promesses d'achat (puts sur minoritaires) consenties par le Groupe et portant sur des titres de sociétés consolidées. Ces engagements d'acquisition de titres de capitaux propres consentis aux minoritaires ont donc été comptabilisés en dettes et s'analysent comme suit au 31 décembre 2012:

en millions d'euros	% de détention	Engagement	Prix	Fixe ou Variable	Dettes financières non courantes	Dettes financières courantes
GPA (i)	38,17%	7,36%	399	V	399	-
Franprix – Leader Price (ii)	26,00% à 84,00%	16,00% à 74,00%	97	F / V	44	53
Lanin / Devoto (Uruguay) (iii)	96,55%	3,45%	15	F	-	15
Monoprix (Somitap)	54,52%	45,48%	1	F	1	1
Total des engagements			512		443	69

(i) Voir note 3.3

(ii) porte sur les engagements d'achats de filiales du sous-groupe Franprix – Leader Price. La valeur de ces promesses d'achat est basée généralement sur le résultat net. La variation de + / - 10% de l'indicateur présente un impact de + / - 3 millions d'euros ; les échéances de ces options oscillent entre 2012 et 2035

(iii) cette option peut être exercée jusqu'au 21 juin 2021

29.5 Dette financière nette

en millions d'euros	2012			2011		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires	6 934	773	7 708	5 159	626	5 785
Autres emprunts et dettes financières	1 931	1 881	3 811	1 112	2 406	3 518
Location financement	69	46	115	61	41	102
Dettes liées aux engagements de rachat de minoritaires	443	69	512	66	43	109
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	17	17	34	25	51	76
Dettes financières brutes	9 394	2 786	12 180	6 423	3 167	9 590
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	(246)	(139)	(385)	(129)	(75)	(204)
Autres actifs financiers	(40)	-	(40)	-	(106)	(106)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(6 303)	(6 303)	-	(3 901)	(3 901)
Trésorerie active et autres actifs financiers	(286)	(6 443)	(6 729)	(129)	(4 082)	(4 211)
DETTE FINANCIERE NETTE	9 108	(3 657)	5 451	6 294	(915)	5 379

29.6 Échéancier de paiement des dettes financières

ECHEANCIER AU 31 DECEMBRE 2012

en millions d'euros	Valeur au bilan	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans
Emprunts obligataires	7 708	773	4 223	2 711
Autres emprunts et dettes financières	3 811	1 881	1 744	186
Location financement	115	46	52	17
Dettes liées aux engagements de rachats de minoritaires	512	69	424	19
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	34	17	17	-
Dettes fournisseurs	6 655	6 655	-	-
Autres dettes	5 160	4 260	575	325
TOTAL	23 995	13 701	7 036	3 258
<i>dont non courant</i>	<i>10 294</i>			

ECHEANCIER AU 31 DECEMBRE 2011

en millions d'euros	Valeur au bilan	Moins d'un an	De un à cinq ans	Au-delà de cinq ans
Emprunts obligataires	5 785	626	2 983	2 176
Autres emprunts et dettes financières	3 518	2 406	1 087	25
Location financement	102	41	49	12
Dettes liées aux engagements de rachats minoritaires	109	43	66	-
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	76	51	22	3
Dettes fournisseurs	5 400	5 400	-	-
Autres dettes	4 109	3 656	453	-
TOTAL	19 099	12 223	4 660	2 216
<i>dont non courant</i>	6 876			

Note 30 Autres dettes

	2012			2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dérivés passifs	28	4	32	1	4	5
Dettes fiscales et sociales	576	1 773	2 350	286	1 438	1 724
Dettes diverses	28	1 153	1 180	51	795	846
Dettes sur immobilisations	29	236	266	24	277	301
Comptes courants	-	36	36	-	34	34
Financement de l'activité de crédit	48	924	973	-	1 019	1 019
Produits constatés d'avance	191	133	324	90	88	178
TOTAL	900	4 260	5 160	453	3 656	4 109

Note 31 Juste valeur des instruments financiers

31.1 Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers

31.1.1 Actifs financiers

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison de la valeur comptable des actifs financiers avec leur juste valeur.

en millions d'euros	2012		2012	Valeur au bilan							2012
	Valeur comptable au bilan (A)	Actifs non financiers (B)	Valeur des actifs financiers (A-B)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Instruments de couverture comptable	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances	AFS - Evalués à la juste valeur	AFS - Evalués au coût	Juste valeur
Actifs financiers											
Autres actifs non courants	1 837	762	1 075	133	-	-	-	820	54	68	1 075
Dérivés actifs de couverture de juste valeur, non courants	246	-	246	-	-	246	-	-	-	-	246
Créances clients	1 734	-	1 734	-	-	-	-	1 734	-	-	1 734
Autres actifs courants	1 575	668	907	2	-	-	-	906	-	-	907
Dérivés actifs de couverture de juste valeur, courants	139	-	139	-	-	139	-	-	-	-	139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 303	-	6 303	485	-	-	-	5 818	-	-	6 303

en millions d'euros	2011	2011	Valeur au bilan	2011
---------------------	------	------	-----------------	------

	Valeur comptable au bilan (A)	Actifs non financiers (B)	Valeur des actifs financiers (A-B)	Actifs détenus à des fins de transactions	Actifs désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Instruments de couverture comptable	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances	AFS - Evalués à la juste valeur	AFS - Evalués au coût	Juste valeur
Actifs financiers											
Autres actifs non courants	658	242	416	56	-	-	-	270	47	42	416
Dérivés actifs de couverture de juste valeur, non courants	129	-	129	-	-	129	-	-	-	-	129
Créances clients	1 869	-	1 869	-	-	-	-	1 869	-	-	1 869
Autres actifs courants	1 693	596	1 097	-	-	8	-	1 088	-	-	1 097
Dérivés actifs de couverture de juste valeur, courants	75	-	75	-	-	75	-	-	-	-	75
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 901	-	3 901	572	-	-	-	3 329	-	-	3 901

Les principales méthodes d'évaluation de la juste valeur retenues sont les suivantes : la juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres actifs financiers courants est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances courtes de paiement de ces créances.

Les méthodes d'évaluation de la juste valeur retenues relatives aux AFS, aux dérivés, ainsi qu'à la trésorerie et équivalent de trésorerie sont décrites dans la note 31.2.

31.1.2 Passifs financiers

Les tableaux ci-dessous fournissent une comparaison de la valeur comptable des passifs financiers avec leur juste valeur à l'exception des dettes liées aux engagements de rachat de minoritaires.

en millions d'euros	2012		2012	Valeur au bilan				2012
	Valeur comptable au bilan	Passifs non financiers	Valeur des passifs financiers	Passifs comptabilisés au coût amorti	Passifs détenus à des fins de transactions	Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Instruments de couverture comptable	Juste valeur
Emprunts obligataires	7 708	-	7 708	7 708	-	-	-	8 216
Autres emprunts et dettes financières	4 323	-	4 323	3 811	512	-	-	4 358
Location financement	115	-	115	115	-	-	-	115
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	34	-	34	-	-	-	34	34
Dettes fournisseurs	6 655	-	6 655	6 655	-	-	-	6 655
Autres dettes	5 160	2 007	3 154	3 122	28	-	4	3 154

en millions d'euros	2011		2011	Valeur au bilan				2011
	Valeur comptable au bilan	Passifs non financiers	Valeur des passifs financiers	Passifs comptabilisés au coût amorti	Passifs détenus à des fins de transactions	Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Instruments de couverture comptable	Juste valeur
Emprunts obligataires	5 785	-	5 785	5 785	-	-	-	5 783
Autres emprunts et dettes financières	3 627	-	3 627	3 518	109	-	-	3 666
Location financement	102	-	102	102	-	-	-	102
Dérivés passifs de couverture de juste valeur	76	-	76	-	-	-	76	76
Dettes fournisseurs	5 400	-	5 400	5 400	-	-	-	5 400
Autres dettes	4 109	1 269	2 840	2 834	3	-	2	2 840

La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier cours de bourse à la date de clôture (hiérarchie de niveau 1).

Pour les autres emprunts, elle a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture.

31.2 Hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers

La norme distingue trois catégories de classification des instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation). Le groupe s'appuie sur cette classification pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur en date d'arrêt :

- **niveau 1** : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- **niveau 2** : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- **niveau 3** : instruments financiers dont tout ou partie de la juste valeur ne repose pas sur des paramètres observables.

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les trois hiérarchies suivantes :

Hiérarchie des justes valeurs				
en millions d'euros	Prix de marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3	2012
ACTIF				
Actifs financiers disponibles à la vente	2	-	53	54
Dérivés actifs de couverture (courants et non courants) de juste valeur	-	385	-	385
Autres dérivés actifs	-	2	133	134
Equivalents de trésorerie	480	5	-	485
PASSIF				
Dérivés passifs de couverture (courants et non courants) de juste valeur	-	34	-	34
Autres dérivés passifs	-	32	-	32
Dettes liées aux engagements de rachats de minoritaires	-	399	113	512

Hiérarchie des justes valeurs				
en millions d'euros	Prix de marché = niveau 1	Modèles avec paramètres observables = niveau 2	Modèles avec paramètres non observables = niveau 3	2011
ACTIF				
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	47	47
Dérivés actifs de couverture (courants et non courants) de juste valeur	-	204	-	204
Autres dérivés actifs	-	14	51	65
Equivalents de trésorerie	567	5	-	572
PASSIF				
Dérivés passifs de couverture (courants et non courants) de juste valeur	-	76	-	76
Autres dérivés passifs	-	5	-	5
Dettes liées aux engagements de rachats de minoritaires	-	-	109	109

Pour les actifs et passifs évalués selon le niveau 2 ou 3, les méthodes et techniques d'évaluation utilisées pour mesurer la juste valeur sont les suivantes :

- **Actifs financiers disponibles à la vente**
Les actifs financiers disponibles à la vente ne comportent pas de titres cotés. Leur juste valeur est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles.
Les actifs financiers disponibles à la vente, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note.
- **Dettes liées aux engagements de rachat minoritaires**
La juste valeur relatives aux engagements de rachat minoritaires est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et sont, le cas échéant, actualisés ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur. Ne sont présentés dans le tableau ci-dessus que les engagements de rachat minoritaires dont le prix est considéré comme variable.
- **Instruments financiers dérivés**
Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Ces évaluations à la juste valeur sont généralement de catégorie 2.

La hiérarchie de niveau 3 dont la variation entre 2012 et 2011 est positive de 7 millions d'euros.

Note 32 Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les principaux risques attachés aux instruments financiers du Groupe sont les risques de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et risque sur action), de contrepartie et de liquidité.

Le suivi et la gestion des risques financiers sont assurés par la Direction du Corporate Finance, rattachée à la Direction Financière Groupe. Cette équipe gère l'ensemble des expositions financières, en coordination avec les directions financières des principales filiales du Groupe. Elle est responsable du reporting à l'attention de la Direction Générale. Elle publie un Guide des Bonnes Pratiques Financières qui encadre les opérations de financement, placement et couverture effectuées par les entités du Groupe.

Pour gérer son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt et des cours de change, le Groupe utilise

des instruments financiers dérivés tels que des swaps de taux, des swaps de change, et opérations de change à terme. Il s'agit principalement d'instruments de gré à gré négociés avec des contreparties bancaires de premier rang. La majorité de ces opérations ou instruments dérivés est éligible à la comptabilité de couverture.

Cependant, afin de mettre en œuvre une gestion plus dynamique et plus flexible de sa position de taux, le Groupe a introduit en 2011 une part, minoritaire et strictement encadrée, de spéculatif dans la gestion de ses couvertures, en ligne avec la politique en la matière d'un grand nombre de Corporates. La souplesse obtenue sur cette portion en trading concerne tant la politique de fixation/variabilisation, la duration que la gestion du risque de contrepartie du portefeuille.

32.1 Synthèse des instruments dérivés

Le tableau ci-dessous récapitule les instruments dérivés par nature du risque couvert et classification comptable :

en millions d'euros	Note	2012	Risque de taux d'intérêt	Risque de change	Autres risques de marché	2011
Dérivés actif						
Dérivés actif - à la juste valeur par le résultat	20 – 23.1	134	-	-	134	56
Dérivés actif - couverture de flux de trésorerie		-	-	-	-	8
Dérivés actif - couverture de juste valeur	29.5	385	351	35	-	204
Total dérivés actif		520	351	35	134	269
<i>dont courant</i>		141	126	13	2	84
<i>dont non courant</i>		379	225	22	133	185
Dérivés passif						
Dérivés passif - à la juste valeur par le résultat	30	28	-	-	28	3
Dérivés passif - couverture de flux de trésorerie	30	4	2	2	-	2
Dérivés passif - couverture de juste valeur	29.5	34	27	7	-	76
Total dérivés passif		66	30	9	28	81
<i>dont courant</i>		21	12	9	-	55
<i>dont non courant</i>		45	17	-	28	26

Au 31 décembre 2012, la réserve IFRS de couverture de flux de trésorerie futurs représente un solde créditeur de 4 millions d'euros (débitaire de 7 millions d'euros au 31 décembre 2011). L'inefficacité mesurée sur les couvertures de flux futurs n'est pas significative.

La juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture comptable au sens IAS 39 s'élève à 107 millions d'euros au 31 décembre 2012 (53 millions d'euros au 31 décembre 2011).

32.2 Gestion du risque de marché

32.2.1 Gestion du risque de taux d'intérêt

L'objectif du Groupe est de gérer son exposition au risque de variation de taux d'intérêt et d'optimiser son coût de financement. La stratégie du Groupe repose donc sur une gestion dynamique de la dette qui consiste à surveiller et à ajuster si nécessaire son ratio de couverture en fonction des prévisions d'évolution de taux.

Dans le cadre de sa gestion de taux, le Groupe utilise différents instruments dérivés. Les principaux instruments dérivés sont des swaps de taux. Bien qu'ils ne soient pas systématiquement comptabilisés en couverture, tous les instruments de taux d'intérêt sont souscrits dans le cadre de la politique de gestion du risque de taux décrite ci-dessus.

La politique financière du Groupe consiste à gérer la charge financière en combinant ces instruments dérivés à taux variable et à taux fixe.

ANALYSE DE SENSIBILITE AU RISQUE DE TAUX D'INTERET

en millions d'euros		2012	2011
Emprunts		1 832	2 213
Location financière		46	41
Concours bancaires courants		504	556
Total dette à taux variable (hors intérêts courus)	(i)	2 382	2 809
Equivalent de trésorerie		3 783	1 885
Disponibilités		2 520	2 016
TOTAL ACTIF		6 303	3 901
POSITION NETTE AVANT GESTION		(3 922)	(1 092)
Instruments dérivés		4 990	1 802
POSITION NETTE APRES GESTION		1 069	711
Position nette à renouveler à moins d'un an		1 069	711
Variation de 1%		11	7
Durée moyenne restant à courir d'ici la fin de l'exercice		1	1
Variation des frais financiers		11	7
Coût d'endettement		519	472
Impact variation frais financiers / charges financières		2,06%	1,51%

(i) L'échéance des actifs et des dettes à taux révisable est celle de la révision du taux. Les éléments de la dette non exposés aux risques de taux, essentiellement les dettes liées aux puts et les intérêts courus non échus ne sont pas inclus dans ce calcul

Les autres instruments financiers du Groupe ne sont pas porteurs d'intérêt et ne sont donc pas soumis au risque de taux d'intérêt.

32.2.2 Exposition aux risques de change

Par la diversification géographique de ses activités, le Groupe est exposé au risque de conversion, c'est-à-dire que son bilan et son compte de résultat, et par conséquent ses ratios de structure financière, sont sensibles aux variations des parités de change lors de la consolidation des comptes de ses filiales étrangères hors zone Euro, ainsi qu'au risque de transaction pour les opérations qui ne sont pas réalisées en euros.

En matière de risque de change opérationnel, la politique du Groupe vise à couvrir les expositions budgétaires hautement probables, liées principalement aux flux monétaires résultant d'achats effectués dans une devise différente de sa monnaie fonctionnelle, notamment pour les achats de marchandises effectués en dollars américains couverts par des achats à terme et des swaps de change de devises. La politique du Groupe consiste à couvrir généralement les budgets d'achats par des instruments ayant les mêmes échéances que les approvisionnements budgétés.

L'exposition nette du Groupe, basée sur les montants notionnels après prise en compte des couvertures, se concentre sur les principales devises suivantes (hors devises fonctionnelles des entités) :

en millions d'euros	USD	EUR	Total exposé 2012	Total exposé 2011
Créances commerciales exposées	(5)	(2)	(8)	(7)
Autres actifs financiers exposés	(250)	(13)	(263)	(134)
Dettes fournisseurs exposées	147	15	162	109
Dettes financières exposées	361	-	361	243
Exposition brute dette / (créance)	252	-	252	211
Créances commerciales couvertes	-	-	-	-
Autres actifs financiers couverts	(106)	-	(106)	(86)
Dettes fournisseurs couvertes	65	-	65	62
Dettes financières couvertes	364	-	364	242
Exposition nette dette / (créance)	(71)	-	(71)	(7)

Au 31 décembre 2011, l'exposition bilantielle nette d'un montant de -7 millions d'euros se portait principalement sur le dollar américain et sur l'euro à hauteur respectivement de -10 et 3 millions.

ANALYSE DE SENSIBILITE DE L'EXPOSITION NETTE APRES COUVERTURE AU RISQUE DE CHANGE

Une appréciation de 10% de l'euro au 31 décembre par rapport à ces devises, aurait pour conséquence une baisse du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêts, sont supposées rester constantes.

Une dépréciation de 10% de l'euro au 31 décembre par rapport à ces devises, conduirait à des incidences de sens contraire.

en millions d'euros	2012	2011
Dollar américain	(7)	(1)
Autres devises	-	-
Total	(7)	(1)

COURS DE CONVERSION POUR UN EURO

Cours en devises pour un euro	2012		2011	
	clôture	moyen	clôture	Moyen
Dollar américain (USD)	1,3194	1,2856	1,2939	1,3917
Zloty polonais (PLN)	4,0740	4,1843	4,4580	4,1187
Peso argentin (ARS)	6,4879	5,8485	5,5730	5,7453
Peso uruguayen (UYU)	25,5737	26,0332	25,8566	26,8345
Baht thaïlandais (THB)	40,347	39,944	40,9910	42,4247
Peso colombien (COP)	2 333,00	2 311,59	2 512,4300	2 569,1830
Real brésilien (BRL)	2,7036	2,5097	2,4159	2,3259
Dong vietnamien (VND)	27 480,000	26 771,000	27 262,0000	28 514,6200

32.3 Risque de contrepartie

Le groupe est exposé au risque de contrepartie sur différents aspects : par ses activités opérationnelles, ses activités de placement de trésorerie et ses produits dérivés de couverture de taux et de change. Le Groupe surveille de façon régulière le risque de ses contreparties à l'aide de plusieurs indicateurs objectifs et assure une diversification de son exposition en privilégiant les contreparties les moins risquées (en se fondant notamment sur la notation des établissements et les engagements réciproques des contreparties avec le Groupe).

LIE AUX CREANCES CLIENTS

Risque de crédit commercial

La politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. Les soldes clients font l'objet d'un suivi régulier et, par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'encours des créances clients « commercial » est analysé ci-après :

en millions d'euros	Actifs non échus non dépréciés	Actifs échus non dépréciés à la date de clôture				Actifs dépréciés	TOTAL
		Retard n'excédant pas 1 mois	Retard compris entre 1 et 6 mois	Retard supérieur à 6 mois	Total		
Exercice 2012	746	94	53	22	170	164	1 080
Exercice 2011	668	57	35	20	112	169	950

L'antériorité des créances échues non dépréciées peut varier significativement en fonction des catégories de clients auprès desquels les sociétés du Groupe exercent leur activité, selon qu'il s'agisse d'entreprises privées, de particuliers ou de collectivités publiques. Les politiques de dépréciation retenues sont déterminées, entité par entité, selon les particularités de ces différentes catégories de clients. Le Groupe estime, comme indiqué précédemment, n'être exposé à aucun risque significatif en termes de concentration de crédit.

LIE AUX AUTRES ACTIFS

Les autres actifs, comprenant notamment des créances fiscales, et des droits à remboursement ne sont ni échus ni dépréciés.

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs financiers disponibles à la vente et certains instruments financiers dérivés, l'exposition du Groupe liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, est limitée, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments. Le Groupe a une politique de gestion de la trésorerie qui encadre les placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie auprès de contreparties disposant d'une notation de premier rang et dans des instruments disposant également d'une notation de premier rang.

32.4 Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer dans la mesure du possible qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions de marché normales ou dans un environnement dégradé.

Les principales actions entreprises sont :

- diversification des sources de financement : marchés de capitaux publics et privés, banques (ressources confirmées et non confirmées), billets de trésorerie, escompte ;
- diversification des devises de financement : euro, devises fonctionnelles du Groupe, dollar ;
- maintien d'un montant de ressources confirmées excédant significativement les engagements du Groupe à tout moment ;
- limitation des échéances de remboursement annuelles et gestion proactive de l'échéancier de remboursement ;
- gestion de la maturité moyenne des financements, avec, si pertinent, un refinancement anticipé de certaines ressources.

La majeure partie de la dette du Groupe se situe au niveau de Casino, Guichard-Perrachon. Les ressources sont gérées par la Direction du Corporate Finance. Les principales filiales du Groupe et entités contrôlées conjointement (GPA, Big C Thaïlande, Monoprix, Exito) disposent également de leurs propres ressources financières.

Toutes les filiales font parvenir au Groupe un reporting hebdomadaire de trésorerie et la mise en place de nouvelles sources de financement fait l'objet d'une validation de la Direction Corporate Finance.

Au 31 décembre 2012, la situation de liquidité du Groupe est solide et s'appuie sur :

- des lignes de crédit confirmées non-tirées pour un montant total de 2 775 millions d'euros (dont 2 427 millions au niveau de Casino, Guichard-Perrachon) ;
- une trésorerie disponible de 5 799 millions d'euros.

Casino, Guichard-Perrachon dispose d'un programme EMTN (Euro Medium Term Notes) dont le plafond s'élève à 9 000 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, l'encours des emprunts obligataires émis dans le cadre de ce programme s'élève à 5 968 millions d'euros. Tous ces emprunts bénéficient de la note du groupe Casino par les agences de rating Standard & Poor's et Fitch Ratings, « BBB- ».

Casino, Guichard-Perrachon dispose par ailleurs d'un programme de billets de trésorerie dont le plafond s'élève à 1 milliard d'euros ; l'encours au 31 décembre 2012 s'élève à 235 millions d'euros.

Les obligations et billets de trésorerie de Casino, Guichard-Perrachon ne sont soumis à aucun covenant financier.

La majorité des autres contrats de financement du Groupe contiennent des clauses imposant le respect de ratios financiers et sont principalement localisés dans les filiales des pays suivants : France, Brésil et Thaïlande.

A la date de clôture, les covenants relatifs aux principales ressources financières dont dispose Casino, Guichard-Perrachon se résument ainsi :

- la ligne de crédit syndiquée de 1,2 milliard d'euros, le club deal de 900 millions d'USD, ainsi que les lignes bilatérales pour un montant cumulé de 420 millions d'euros qui sont soumis à l'engagement de respecter un ratio Dette Financière Nette consolidée (ii) / EBITDA (i) consolidé < 3,5 ;
- les autres lignes bilatérales pour un montant cumulé de 50 millions d'euros et l'emprunt Alaméa de 300 millions d'euros sont soumis à l'engagement de respecter un ratio de Dette Financière Nette consolidée / EBITDA consolidé < 3,7 ;
- le prêt structuré Calyon de 184 millions d'euros est soumis à engagement de respecter un ratio de Dette Financière Nette consolidée / EBITDA consolidé < 4,3.

(i) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant augmenté de la dotation aux amortissements opérationnels courants

(ii) La dette financière nette telle que définie dans les contrats bancaires peut être différente de celle présentée dans les états financiers consolidés (voir 1.4.29) ; elle est composée des emprunts et des dettes financières nets de la trésorerie et équivalents de trésorerie et de l'impact net des dérivés actifs et passifs placés en comptabilité de couverture sur des emprunts et dettes financières

Au 31 décembre 2012, le ratio Dette Financière Nette consolidée (ii) / EBITDA (i) consolidé s'élève à 1,925 alors que les covenants de Casino, Guichard-Perrachon ont été négociés à un niveau de 3,5. La marge de manœuvre pour les 12 prochains mois est jugée très confortable quant au respect par le Groupe des covenants financiers.

Les contrats de financement de GPA, Big C Thaïlande et Monoprix sont majoritairement sujettes au respect de ratios financiers. Ces ratios financiers sont respectés au 31 décembre 2012.

Les financements bancaires et obligataires du Groupe contiennent habituellement des clauses d'engagements et de défaut usuelles de ce type de contrat : maintien de l'emprunt à son rang ("pari passu"), limitation des sûretés attribuées aux autres prêteurs ("negative pledge") et défaut croisé ("cross default").

En cas de changement d'actionnaire majoritaire de la Société, les contrats de prêt des lignes bancaires de Casino Guichard-Perrachon intègrent une clause de remboursement anticipé obligatoire.

Par ailleurs, les emprunts obligataires émis par Casino, Guichard-Perrachon prévoient une option de remboursement anticipé au gré des investisseurs en cas de dégradation en « non investment grade » de la

notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon, uniquement si cette dégradation est due à un changement d'actionnaire majoritaire de la Société. De plus, à l'exception de l'emprunt de maturité avril 2014 d'un montant de 578 millions d'euros, ils contiennent une clause de « coupon step-up » qui augmente le taux d'intérêt en cas de dégradation en « non investment grade » de la notation de la dette senior long terme de Casino, Guichard-Perrachon.

EXPOSITION AU RISQUE DE LIQUIDITE

Ce tableau représente l'échéancier de remboursement des passifs financiers constatés au 31 décembre 2012, pour leur montant nominal y compris les intérêts et sans tenir compte de l'actualisation.

En millions d'euros	Échéance des contrats					2012	Montant comptabilisé au bilan
	Montant dû à moins d'un an	Montant dû entre 1 et 2 ans	Montant dû entre 2 et 3 ans	Montant dû entre 3 et 5 ans	Montant dû dans 5 ans et plus	Total	
Instruments financiers passifs non dérivés :							
Emprunts obligataires et autres emprunts	3 071	2 187	2 878	2 105	3 168	13 409	11 519
Dettes liées aux engagements de rachat minoritaires	69	399	14	15	28	525	512
Contrats de location financement	51	31	16	28	44	170	115
Dettes fournisseurs et autres passifs financiers	9 687	56	1	5	27	9 776	9 776
	12 877	2 675	2 909	2 152	3 267	23 879	
Instruments financiers dérivés actifs / (passifs):							
Dérivés de taux							
Contrats dérivés – reçus	169	181	152	237	207	947	
Contrats dérivés – payés	(107)	(89)	(86)	(110)	(98)	(491)	
Contrats dérivés - réglés en net	3	6	8	-	-	17	
Dérivés sur devise							
Contrats dérivés – reçus	149	-	-	-	-	149	
Contrats dérivés – payés	(113)	-	-	-	-	(113)	
Contrats dérivés - réglés en net	-	18	-	-	-	18	
Autres instruments dérivés							
Contrats dérivés – reçus	-	-	-	-	-	-	
Contrats dérivés – payés	-	2	-	(2)	-	-	
Contrats dérivés - réglés en net	-	-	-	-	-	-	
	102	117	74	125	109	527	454

En millions d'euros	Échéance des contrats					2011	Montant comptabilisé au bilan
	Montant dû à moins d'un an	Montant dû entre 1 et 2 ans	Montant dû entre 2 et 3 ans	Montant dû entre 3 et 5 ans	Montant dû dans 5 ans et plus	Total	
Instruments financiers passifs non dérivés :							
Emprunts obligataires et autres emprunts	3 295	1 448	1 260	2 361	2 483	10 847	9 303
Dettes liées aux engagements de rachat minoritaires	43	19	-	12	35	109	109
Contrats de location financement	41	32	17	14	24	128	102
Dettes fournisseurs et autres passifs financiers	8 151	21	2	5	55	8 235	8 235
	11 531	1 521	1 279	2 392	2 597	19 319	
Instruments financiers dérivés actifs / (passifs):							
Dérivés de taux							
Contrats dérivés – reçus	156	68	48	46	24	342	
Contrats dérivés – payés	(110)	(20)	(14)	(11)	(11)	(167)	
Contrats dérivés - réglés en net	12	-	-	-	-	11	
Dérivés sur devise							
Contrats dérivés – reçus	783	-	-	-	-	783	
Contrats dérivés – payés	(792)	-	-	-	-	(792)	
Contrats dérivés - réglés en net							
Autres instruments dérivés							
Contrats dérivés – reçus	-	-	-	-	-	-	
Contrats dérivés – payés	(6)	-	-	(33)	-	(39)	
Contrats dérivés - réglés en net	-	-	-	-	-	-	
	43	47	34	1	14	139	188

32.5 Gestion du risque action

Au 31 décembre 2012, le Groupe ne détient pas d'investissements financiers significatifs dans des sociétés cotées autres que ses filiales ou de titres auto-détenus.

Le Groupe peut utiliser des instruments dérivés (total return swaps sans option d'achat, forward, call) sur actions ayant pour objet de construire synthétiquement une exposition économique à des actions cotées de ses filiales (voir note 8.2). La valeur comptable retenue pour ces instruments correspond à l'estimation de la valorisation à la date de clôture fournie par un établissement financier. La valorisation de ces instruments tient compte de paramètres de marché tels les taux d'intérêt et le cours de bourse. Ces instruments sont principalement à échéance 2014.

Par ailleurs, le Groupe n'a plus d'exposition au titre de ses options d'achat d'actions ordinaires (voir note 25.2.4). Enfin, il ne souscrit, dans le cadre de sa gestion courante de sa trésorerie, que des instruments monétaires qui ne sont pas soumis au risque action.

Note 33 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2012, la Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur la situation financière actuelle ou future du Groupe, autres que ceux mentionnés dans cette note.

L'exhaustivité de cet inventaire est contrôlée par les directions financière, juridique et fiscale qui sont par ailleurs associées à l'élaboration des contrats qui engagent le Groupe.

Les engagements liés à l'activité courante concernent principalement les activités opérationnelles du Groupe à l'exception des lignes de crédit confirmées non utilisées qui constituent un engagement lié au financement.

Les engagements liés aux opérations exceptionnelles sont relatifs au périmètre du groupe consolidé.

33.1 Engagements liés à l'activité courante

ENGAGEMENTS DONNES

Les montants des engagements indiqués dans le tableau ci-dessus représentent les montants maximum potentiels (non actualisés) que le Groupe serait amené à payer au titre des garanties données. Ces montants ne sont pas diminués des sommes que le Groupe pourrait éventuellement recouvrer dans le cadre d'actions de recours ou du fait de contre-garanties reçues.

en millions d'euros	2012	2011
Actifs donnés en garantie (i)	315	146
Cautions et garanties bancaires données (ii)	1 454	615
Engagements de commandes d'achat fermes* (iii)	43	62
Réserve de crédits accordés à la clientèle (iv)	-	886
Autres engagements	37	25
<i>Echéances :</i>		
< à 1 an	57	1 014
De 1 à 5 ans	1 678	687
> à 5 ans	114	33
Total des engagements donnés	1 849	1 734

* Engagements réciproques

(i) Correspond à des actifs immobilisés qui ont été nantis ou hypothéqués ainsi que des actifs circulants grevés de sûretés réelles

(ii) En 2012, concerne GPA à hauteur de 1 324 millions d'euros qui a octroyé des cautions et garanties bancaires dans le cadre de litiges de nature essentiellement fiscale. La variation constatée entre 2012 et 2011 résulte principalement de la prise de contrôle de GPA

(iii) Correspond à des engagements d'achat de biens et services conclus par le Groupe ; ces engagements fermes d'achat sont minorés des acomptes éventuellement versés

(iv) En 2011, les réserves de crédits accordés à la clientèle ne concernaient que Banque du Groupe Casino

Les engagements des filiales françaises au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) s'élèvent au 31 décembre 2012 à 5 681 607 heures. Ils étaient de 5 792 791 heures au 31 décembre 2011. Les droits utilisés sur l'exercice représentent 61 303 heures.

ENGAGEMENTS REÇUS

Les montants des engagements indiqués dans le tableau ci-dessus représentent les montants maximum potentiels (non actualisés) que le Groupe serait amené à percevoir au titre des garanties reçues.

en millions d'euros	2012	2011
Cautions et garanties bancaires reçues	78	90
Actifs financiers assortis de garanties	63	58
Lignes de crédit confirmées non utilisées (voir note 29.3)	2 775	2 665
Autres engagements	20	29
<i>Echéances :</i>		
< à 1 an	215	508
De 1 à 5 ans	2 603	2 215
> à 5 ans	119	118
Total des engagements reçus	2 937	2 841

33.2 Engagements liés aux opérations exceptionnelles

ENGAGEMENTS DONNES

Les montants des engagements indiqués dans le tableau ci-dessous représentent les montants maximum potentiels (non actualisés) que le Groupe serait amené à payer au titre des garanties données sauf dans le cadre des promesses d'achats d'actions qui sont évaluées à leur juste valeur.

Ce tableau n'inclut pas les engagements que le Groupe a pris en faveur des entreprises associées et des coentreprises (voir respectivement notes 18 et 19).

en millions d'euros		2012	2011
Garanties données dans le cadre de cessions d'actifs non courants	(i)		
des activités polonaises	(ii)	47	54
des titres Smart & Final		-	4
des actifs immobiliers		8	8
d'autres actifs		2	1
Promesses d'achats d'actions* dont	(iii)	262	256
Franprix-Leader Price		157	195
Disco (Uruguay)		90	61
Monoprix*	(iv)	1 175	(iv)
Autres engagements exceptionnels donnés		16	32
Total des engagements donnés liés aux opérations exceptionnelles		1 510	354

* Engagements réciproques

- (i) Au titre de cessions immobilières, le Groupe est preneur de baux commerciaux classiques à loyer fixe. Le Groupe a délivré une garantie qui couvre le risque de vacance locative, s'il décide de quitter les locaux et ne retrouve pas un preneur le remplaçant à des conditions financières équivalentes, depuis le 1^{er} jour de l'année 4 jusqu'au dernier jour de l'année 6. Cette garantie est conditionnelle et ne peut être chiffrée.
Au titre de la cession de ses activités de production à la Réunion, Vindemia a pris des engagements de volumes d'achats pour une durée de cinq ans. A ce jour, les volumes sont atteints.
- (ii) Le Groupe a accordé les garanties usuelles dans le cadre des cessions qu'il a effectuées, et notamment :
- Au titre de la cession des titres de la société Leader Price Polska en 2006, Casino garantit l'acquéreur pour les risques non provisionnés dont l'origine est antérieure à la cession et pouvant se révéler ultérieurement. Le montant de la garantie était de 17 millions d'euros pendant une durée maximale de 18 mois, pouvant être portée à 50 millions d'euros pour les risques liés à la fiscalité avec une date d'expiration conforme au délai de prescription desdits risques.
Une sentence arbitrale défavorable avait conduit le Groupe à payer et à comptabiliser en charge, la somme de 14 millions d'euros en septembre 2009. Un recours en révocation de cette sentence a été déposé. Le risque résiduel de 35 millions d'euros est purement théorique dans la mesure où la société Leader Price Polska a déjà fait l'objet de plusieurs contrôles fiscaux portant sur la période garantie.
 - Au titre de la cession des fonds de commerce d'hypermarchés, Mayland (ex-Géant Polska) garantit l'acquéreur pour les risques non provisionnés dont l'origine est antérieure à la cession et pouvant se révéler ultérieurement. Le montant de la garantie était de 46 millions d'euros pendant une durée maximale de 24 mois à compter de la date de cession, durée pouvant être étendue à 8 ans en cas de demandes en matière d'environnement. Le montant est dégressif depuis 2008. Au 31 décembre 2012, il s'élève à 18 millions d'euros. Après déduction d'une provision pour risque, le montant présenté dans le tableau ci-dessus est de 13 millions d'euros.
- (iii) Conformément à la norme IAS 32, les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale ne figurent pas en engagements hors bilan mais sont comptabilisés en "passifs financiers" pour leur valeur actualisée ou leur juste valeur (voir notes 1.4.20 et 29.4).

La valorisation contractuelle des promesses d'achat ou de vente d'actions peut être basée sur des multiples de critères de rentabilité des sociétés. Dans ce cas, leur évaluation est calculée au mieux des informations disponibles, d'après les derniers résultats connus si l'option est exerçable à tout moment, d'après les résultats des années à venir si l'option est exerçable à compter d'une certaine date. Dans de nombreux cas, le Groupe a accordé des promesses d'achat (put), mais est également bénéficiaire de promesses de vente (call). La valorisation indiquée est celle des promesses d'achat accordées.

▪ Franprix - Leader Price

Options portant sur les actions de masters franchisés non contrôlés par Casino. Ces promesses d'achat courent jusqu'en 2040 et leur prix est fonction des résultats opérationnels des entités concernées.

▪ **Uruguay**

Les actionnaires familiaux bénéficient d'une promesse d'achat consentie par Casino sur 29,3 % du capital de la société Disco. Cette option peut être exercée jusqu'au 21 juin 2021. Son prix est fonction des résultats opérationnels consolidés de cette société, avec un prix minimum de 41 millions d'USD majoré d'un intérêt au taux de 5 % par an.

(iv) **Monoprix**

Selon le protocole d'accord transactionnel signé le 26 juillet 2012 entre Galeries Lafayette et Casino, Galeries Lafayette cèdera sa participation de 50% détenue dans Monoprix à Casino au prix de 1 175 millions d'euros (voir note 2.2). Une garantie à première demande a été octroyée à Galeries Lafayette qui s'élève à 1 209 millions d'euros couvrant d'une part le prix d'acquisition et d'autre part les intérêts du 1^{er} avril au 30 octobre 2013 liés à l'indexation du prix d'acquisition. La prise de contrôle de Monoprix par Casino est soumise à l'accord de l'Autorité de la concurrence.

Compte tenu des événements postérieurs à la clôture 2011 tels que mentionnés dans la note de 32.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2011, la valeur de l'engagement envers Galeries Lafayette et portant sur 50% du capital de Monoprix n'était pas indiquée en 2011.

ENGAGEMENTS REÇUS

Les engagements reçus s'élèvent à 8 millions au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011.

33.3 Engagements sur contrats de location financement et contrats de location simple

33.3.1 Preneur de contrats de location financement

Le Groupe a des contrats de location financement portant sur des ensembles immobiliers ou des immeubles de placement. Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente comme suit :

PRENEUR DE LOCATION FINANCEMENT SUR ACTIFS IMMOBILIERS

en millions d'euros	2012	
	Paielements minimaux	Valeur actualisée des paiements
A moins d'un an	13	9
Entre un et cinq ans	14	4
Au-delà de cinq ans	43	13
Paielements minimaux totaux au titre de la location	70	
Montants représentant des charges de financement	(42)	
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	27	27

en millions d'euros	2011	
	Paielements minimaux	Valeur actualisée des paiements
A moins d'un an	15	13
Entre un et cinq ans	27	21
Au-delà de cinq ans	21	6
Paielements minimaux totaux au titre de la location	63	
Montants représentant des charges de financement	(22)	
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	41	41

Le Groupe a des contrats de location financement et des contrats de location avec option d'achat pour divers matériels et équipements. Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de

location financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente comme suit :

PRENEUR DE LOCATION FINANCEMENT SUR ACTIFS MOBILIERS

en millions d'euros	2012	
	Paiements minimaux	Valeur actualisée des paiements
A moins d'un an	39	36
Entre un et cinq ans	61	55
Au-delà de cinq ans	2	1
Paiements minimaux totaux au titre de la location	101	
Montants représentant des charges de financement	(10)	
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	91	91

en millions d'euros	2011	
	Paiements minimaux	Valeur actualisée des paiements
A moins d'un an	25	24
Entre un et cinq ans	36	34
Au-delà de cinq ans	3	3
Paiements minimaux totaux au titre de la location	65	
Montants représentant des charges de financement	(3)	
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	61	61

33.3.2 Preneur de contrats de location simple

Lorsque le Groupe n'est pas propriétaire des murs dans lesquels sont exploités ses établissements, il a conclu des contrats de location simple. Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple sont les suivants :

PRENEUR DE LOCATION SIMPLE SUR ACTIFS IMMOBILIERS

en millions d'euros	Paiements minimaux	
	2012	2011
A moins d'un an	669	506
Entre un et cinq ans	909	782
Au-delà de cinq ans	686	640

Le montant des loyers futurs minimaux à percevoir au titre des contrats de sous-location non résiliables s'élève à 11 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2012 contre 15 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2011.

Le Groupe a conclu des contrats de location simple sur certains matériels et équipements dès lors qu'il n'était pas dans l'intérêt du Groupe d'acheter ces actifs. Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple sont les suivants:

PRENEUR DE LOCATION SIMPLE SUR ACTIFS MOBILIERS

en millions d'euros	Paiements minimaux	
	2012	2011
A moins d'un an	42	37
Entre un et cinq ans	67	48
Au-delà de cinq ans	-	-

33.3.3 Bailleur de location simple

Par ailleurs, le Groupe est également bailleur de location simple à travers son activité immobilière. Le montant des loyers futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

en millions d'euros	Paiements minimaux	
	2012	2011
A moins d'un an	185	265
Entre un et cinq ans	138	180
Au-delà de cinq ans	22	22

Le montant des loyers conditionnels, perçus par le Groupe, compris dans le compte de résultat au titre de l'exercice 2012 s'élève à 9 millions d'euros contre 10 millions d'euros en 2011.

Note 34 Passifs et actifs éventuels

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays. Des provisions sont constituées au titre de ces litiges et arbitrages lorsqu'il existe une obligation (légale, contractuelle ou implicite) envers un tiers à la date de clôture, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de cette sortie de ressources peut être estimé avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels sur les participations dans les entreprises associées et ceux dans les coentreprises sont décrits dans les notes 18.3 et 19.2.

▪ Litige avec la famille Baud

Des litiges divers, faisant suite à des demandes nouvelles, totalement mal fondées de la famille Baud, restent en cours, en particulier au titre de la résiliation en 2006 par Casino du contrat de licence de marque conclu par Geimex avec Leader Price Polska.

La société Geimex est consolidée par intégration proportionnelle dans les comptes consolidés du Groupe. Au 31 décembre 2012, les intérêts du groupe Casino dans la société s'élèvent à 44 millions d'euros dont 20 millions d'euros de goodwill.

A titre d'information, le chiffre d'affaires hors taxes et le résultat net consolidé du groupe Geimex pour l'exercice 2012 se sont élevés respectivement à 254 et 5 millions d'euros.

▪ Procédure en défense à l'initiative des cédants du bloc de contrôle dans Globex Utilidades SA

En juin 2009, GPA, par l'intermédiaire d'une de ses filiales, a fait l'acquisition du bloc de contrôle de Globex Utilidades SA, une société leader sur le marché de la distribution des produits électroniques et électro-ménagers sous l'enseigne « Ponto Frio ».

L'ancien actionnaire majoritaire (Morzan Empreendimentos), considérant que GPA et solidairement ses actionnaires de contrôle, dont Wilkes, la holding de contrôle de GPA, mais également Casino, Guichard-Perrachon et trois autres de ses sous-holdings, n'ont pas respecté les stipulations du contrat relatives aux modalités du paiement du prix pour la portion payable en titres GPA, a initié une procédure arbitrale devant la Chambre de Commerce Internationale par une requête datée du 30 mai 2012.

A ce stade, le tribunal arbitral est en cours de constitution. En tout état de cause, ni GPA, ni ses actionnaires de contrôle ne considèrent la demande comme fondée. Subsidiairement, hormis GPA et Wilkes qui sont parties au contrat de cession de titres, aucune des autres parties appelées en défense ne saurait être liée par les stipulations dudit contrat.

▪ Sinistre thaïlandais

Lors des événements du 2^{ème} trimestre 2010 qui se sont déroulés à Bangkok, la filiale Big C Thaïlande avait subi des pertes résultant d'un incendie ayant entraîné la destruction totale ou partielle d'un certain nombre d'actifs et de pertes d'exploitation. Les assurances sont en cours de finalisation de leurs investigations qui devraient aboutir au règlement de l'indemnité reconnue dans les comptes à hauteur de 11 millions d'euros en 2013.

Entre août et novembre 2011, le pays a subi de fortes inondations qui ont affecté directement quatre centres de distribution, cinq hypermarchés et quinze petits magasins ; d'autres magasins ont été touchés indirectement. Cela a conduit à une destruction partielle ou totale de certains actifs immobiliers et opérationnels ainsi qu'à une perte d'exploitation importante.

Le chiffrage du sinistre est en cours ; au 31 décembre 2012, les dommages et pertes subies sont évalués à environ 45 millions d'euros, dont 22 millions d'euros au titre de pertes d'exploitation. Au titre de ces dommages, le Groupe a reçu un premier versement de 14 millions d'euros. Ce montant est venu en déduction du droit à remboursement dont le solde s'élève à la clôture à 11 millions d'euros net des franchises.

▪ Passifs éventuels GPA

en millions d'euros	2012	2011 (i)
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	100	42
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	281	63
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	379	143
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	114	59
ICMS (TVA)	1 183	418
Litiges salariaux	152	24
Litiges civils	236	69
Total	2 445	817

(i) En quote-part à 40,13%

Note 35 Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères (principalement Rallye, Foncière Euris, Finatis et Euris)
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entité
- les filiales (voir note 38)
- les entreprises associées (principalement au sein du sous-groupe Franprix – Leader Price)
- les coentreprises (principalement Monoprix)
- les membres du Conseil d'administration et membres du Comité de direction

La société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. Elle bénéficie également du conseil de son actionnaire majoritaire le groupe Rallye par l'intermédiaire de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Au cours de l'exercice, les sociétés mères ont souscrit à des emprunts obligataires émis par des entreprises associées du sous-groupe Franprix – Leader Price à hauteur de 171 millions d'euros.

Cdiscount a procédé à une cession de créances en décembre 2012 à Banque du Groupe Casino pour un montant de 87 millions d'euros.

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint et consolidées respectivement selon les méthodes de la mise en équivalence ou de l'intégration proportionnelle. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les parties liées personnes physiques (administrateurs, mandataires sociaux et les membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

35.1 Transactions avec les parties liées

en millions d'euros	2012		2011	
	Transaction	Solde	Transaction	Solde
Transactions avec les coentreprises				
Prêts	-	-	(4)	-
Créances	(12)	91	11	103
Dettes	(3)	98	12	101
Charges	53	-	50	-
Produits	68	-	66	-
Transactions avec les entreprises associées				
Prêts	45	51	(38)	6
Créances	-	(1)	1	1
Dettes	-	-	-	-
Charges	27	-	28	-
Produits	3	(1)	6	-

35.2 Rémunérations brutes allouées aux membres du Comité Exécutif Groupe et du Conseil d'administration

en millions d'euros		2012	2011
Avantages à court terme hors charges sociales	(i)	15	11
Avantages à court terme : charges sociales		3	3
Indemnités de fin de contrat de travail dues aux principaux dirigeants		2	-
Paiements en actions	(ii)	3	2
Total		23	16

(i) Salaires bruts, primes, intéressement, participation, avantages en nature et jetons de présence ;

(ii) Charge enregistrée au compte de résultat de l'exercice au titre des plans d'option sur titres et des plans d'attribution d'actions gratuites.

Les membres du Comité Exécutif Groupe ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note 36 Événements postérieurs à la clôture

▪ Emission obligataire

Le 18 janvier 2013, le Groupe a procédé dans le cadre de son programme EMTN à une émission obligataire de 750 millions d'euros d'une maturité de 10 ans (2023) et rémunéré à 3,31%.

▪ Acquisition de Distribution Sud-Ouest

Le 1^{er} février 2013, Franprix –Leader Price a signé un accord pour acquérir le master-franchisé Distribution Sud-Ouest portant sur 70 magasins dont il détenait 49% au 31 décembre 2012. Cette acquisition est soumise à l'accord de l'Autorité de la concurrence.

▪ Acquisition de 38 magasins Norma français

Le 1^{er} février 2013, Franprix –Leader Price a signé un accord avec le groupe Norma français pour acquérir 38 magasins en exploitation et 4 projets d'ouverture dans la région du Sud-Est. Le protocole d'accord prévoit une date de réalisation au 31 mai 2013, après levée des conditions suspensives.

Note 37 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés en charge au titre de l'audit des comptes du groupe Casino s'élèvent à 9 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les honoraires des diligences directement liées s'élèvent, quant à eux, à 0,4 million d'euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Note 38 Principales sociétés consolidées

Au 31 décembre 2012, le groupe Casino comprend approximativement 1 800 sociétés consolidées. Les principales sont les suivantes :

Sociétés	% de contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Casino, Guichard-Perrachon SA			Société mère
France – Distribution			
Casino Carburants SAS	100,00	100,00	IG
Casino Services SAS	100,00	100,00	IG
Casino Vacances SNC	100,00	100,00	IG
Casino Information Technology SAS	100,00	100,00	IG
Club Avantages SAS	98,00	98,00	IG
Comacas SNC	100,00	100,00	IG
Distribution Casino France SAS	100,00	100,00	IG
Distridyn SA	49,99	49,99	IP
Dunnhumby France SAS	50,00	50,00	IP
Easydis SAS	100,00	100,00	IG
EMC Distribution SAS	100,00	100,00	IG
Floréal SA	100,00	100,00	IG
Geimex SA	49,99	49,99	IP
Groupe Monoprix SA	50,00	50,00	IP
Société Auxiliaire de Manutention Accélérée de Denrées Alimentaires "S.A.M.A.D.A." (i)	100,00	100,00	IG
Monoprix Exploitation (MPX) (i)	100,00	100,00	IG
Transports et Affrètements Internationaux Combinés "T.A.I.C." (i)	100,00	100,00	IG
Société L.R.M.D. (i)	100,00	100,00	IG
Naturalia (i)	100,00	100,00	IG
Monop' (i)	100,00	100,00	IG
Régie Média Trade SAS	50,00	50,00	IP
Serca SAS	100,00	100,00	IG
Groupe Franprix – Leader Price			
Franprix – Leader Price	100,00	100,00	IG
Addy Participations	51,00	51,00	IG
Barat	100,00	100,00	IG
DSO	49,00	49,00	MEE
Cafige	49,00	49,00	MEE
Centrale DLP	100,00	100,00	IG
Centrale DFP	100,00	100,00	IG
Cofilead	60,00	60,00	IG
Cogefisd	84,00	84,00	IG
Figeac	84,00	84,00	IG
Faure	49,00	49,00	MEE
Franprix Holding	100,00	100,00	IG
H2A	100,00	100,00	IG
HDRIV	100,00	100,00	IG
Leader Price Holding	100,00	100,00	IG
Nougein	49,00	49,00	MEE
Patrick Fabre Distribution	100,00	100,00	IG
Planes	36,00	36,00	MEE
Pro Distribution	60,00	60,00	IG
R.L.P.I	100,00	100,00	IG
Sarjel	60,00	60,00	IG
Sédifrais	100,00	97,00	IG
SI2M	49,00	74,00	MEE
Sodigestion	60,00	60,00	IG

Sofigep	100,00	100,00	IG
Surgénord	100,00	97,00	IG

Sociétés	% de contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
----------	---------------	-----------	--------------------------

Groupe Franprix – Leader Price (suite)

Sud Est	100,00	100,00	IG
Taleb	60,00	60,00	IG
Volta 10	51,00	51,00	IG

Groupe Codim

Balcadis 2 SNC	100,00	100,00	IG
Codim 2 SA	100,00	100,00	IG
Costa Verde SNC	100,00	100,00	IG
Fidis 2 SNC	100,00	100,00	IG
Hyper Rocade 2 SNC	100,00	100,00	IG
Lion de Toga 2 SNC	100,00	100,00	IG
Pacam 2 SNC	100,00	100,00	IG
Poretta 2 SNC	100,00	100,00	IG
Prical 2 SNC	99,00	99,00	IG
Prodis 2 SNC	100,00	100,00	IG
Semafrac SNC	100,00	100,00	IG
SNC des Cash Corses	100,00	100,00	IG
Sodico 2 SNC	100,00	100,00	IG
Sudis 2 SNC	100,00	100,00	IG
Unigros 2 SNC	100,00	100,00	IG

France – Immobilier

Groupe Immobilier

IGC Services SAS	100,00	100,00	IG
L'Immobilière Groupe Casino SAS	100,00	100,00	IG
Dinetard SAS	97,52	97,52	IG
Sudéco SAS	100,00	100,00	IG
Uranie SAS	73,19	73,19	IG

Groupe Mercialys (société cotée)

Mercialys SA		40,20	40,20	IG
Mercialys gestion SAS	(ii)	100,00	100,00	IG
Corin Asset Management SAS	(ii)	40,00	40,00	IP
La Diane SCI	(ii)	100,00	100,00	IG
Point Confort SA	(ii)	100,00	100,00	IG
SAS les Salins	(ii)	100,00	100,00	IG
SCI Centre commercial Kerbernard	(ii)	98,31	98,31	IG
SCI Caserne de Bonne	(ii)	100,00	100,00	IG
SCI Timur	(ii)	100,00	100,00	IG
SNC Agout	(ii)	100,00	100,00	IG
SNC Géante Périaz	(ii)	100,00	100,00	IG
SNC Dentelle	(ii)	100,00	100,00	IG
SNC Chantecouriol	(ii)	100,00	100,00	IG
Vendolone	(ii)	100,00	100,00	IG

Promotion immobilière

Plouescadis	100,00	100,00	IG
Sodérip SNC	100,00	100,00	IG
IGC Promotion SAS	100,00	100,00	IG
Onagan	100,00	100,00	IG
Alcudia Promotion	100,00	100,00	IG
SCI Les Halles des Bords de Loire	99,95	99,95	IG

France – Autres activités

Banque du Groupe Casino	50,00	50,00	MEE
Casino Restauration SAS	100,00	100,00	IG
Restauration collective Casino SAS	100,00	100,00	IG
Villa Plancha	100,00	100,00	IG

Sociétés	% de contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
----------	---------------	-----------	--------------------------

France – Autres activités

Cdiscount SA	99,78	99,78	IG
Monshoowroom.com	49,89	60,57	MEE

International – Pologne

Mayland (ex-Géant Polska)	100,00	100,00	IG
---------------------------	--------	--------	----

International – Thaïlande

Groupe Big C (société cotée)	58,55	58,55	IG
------------------------------	-------	-------	----

International – Argentine

Libertad SA	100,00	100,00	IG
-------------	--------	--------	----

International – Brésil

Wilkes	(iii)	52,45	70,37	IG
Groupe GPA (société cotée) (ex- CBD)	(iv)	99,94	38,17	IG
Novasoc Comercial Ltda. ("Novasoc")	(v) (vi)	99,98	10,00	IG
Sé Supermercado Ltda. ("Sé")	(v)	100,00	100,00	IG
Sendas Distribuidora S.A. ("Sendas")	(v)	100,00	100,00	IG
GPA Malls & Properties Gestão de Ativos e Serviços. Imobiliários Ltda. ("GPA M&P")	(v)	100,00	100,00	IG
Financeira Itaú CBD S.A. – Crédito, Financiamento e Investimento ("FIC")	(v) (vii)	50,00	43,22	MEE
Via Varejo (société cotée)	(v)	52,41	52,41	IG
Nova Casa Bahia S.A. ("NCB")	(viii)	52,41	100,00	IG
Indústria de Móveis Bartira Ltda. ("Bartira")	(viii) (ix)	25,00	25,00	IP
Banco Investcred Unibanco S.A. ("BINV")	(viii) (vii)	50,00	26,21	MEE

International – Colombie

Groupe Exito (société cotée)		54,77	54,77	IG
Devoto	(x)	96,55	96,55	IG
Grupo Disco Uruguay	(x)	62,49	62,49	IP
Distribuidora de Textiles y Confecciones SA DIDETEXCO	(x)	94,00	94,00	IG
Patrimonio Autonomo San Pedro Plaza 1	(x)	51,00	51,00	IG
Patrimonio Autonomo San Pedro Plaza 2	(x)	51,00	51,00	IG

International – Océan Indien

Groupe Vindémia	100,00	100,00	IG
-----------------	--------	--------	----

International – Vietnam

Cavi Retail Ltd	100,00	100,00	IG
Espace Bourbon Than Long	100,00	65,00	IG
Espace BigC An Lac	100,00	80,00	IG
Espace BigC Dong Nai	100,00	65,00	IG
Espace BigC Hai Phong	100,00	100,00	IG
EB DANANG	100,00	100,00	IG
EBG	100,00	100,00	IG
Espace Business Hue	100,00	94,10	IG
Viet Nhat Real Estate	100,00	100,00	IG
EBVINH	100,00	100,00	IG
EB Phu Thanh	100,00	100,00	IG
EB NamDinh	100,00	100,00	IG
EB Vinh Phuc	100,00	100,00	IG
Tan Hiep	100,00	100,00	IG

Savico LB	100,00	100,00	IG
Can Tho	100,00	100,00	IG
Hai Duong	100,00	100,00	IG
Thanh Hoa	100,00	100,00	IG
New Cho	100,00	61,14	IG
GreenBuildings	100,00	80,00	IG

Sociétés		% de contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Holdings – France et International				
Alaméa Investments	(xi)	5,00	5,00	IG
Bergsaar BV		100,00	100,00	IG
Casino International SAS		100,00	100,00	IG
Casino Ré SA		100,00	100,00	IG
Coboop BV		100,00	100,00	IG
Cofidol		100,00	100,00	IG
Géant Foncière BV		100,00	100,00	IG
Géant Holding BV		100,00	100,00	IG
Géant International BV		100,00	100,00	IG
Gelase SA		100,00	100,00	IG
Intexa (société cotée)		97,91	97,91	IG
Forézienne de participations		100,00	100,00	IG
IRTS		100,00	100,00	IG
Latic		100,00	100,00	IG
Marushka Holding BV		100,00	100,00	IG
Pachidis SA		100,00	100,00	IG
Polca Holding SA		100,00	100,00	IG
Ségisor SA		100,00	100,00	IG
Tevir SA		100,00	100,00	IG
Theiadis SAS		100,00	100,00	IG
Tonquin BV		100,00	100,00	IG
Spice Espana		100,00	100,00	IG

- (i) Les pourcentages d'intérêts correspondent aux pourcentages détenus par le sous-groupe Monoprix
- (ii) Les pourcentages d'intérêts correspondent aux pourcentages détenus par le sous-groupe Mercialys
- (iii) Le Groupe détient 52,45% des droits de vote de la société Wilkes
- (iv) En contrôlant Wilkes (holding de contrôle de GPA), le Groupe contrôle directement 99,94% des droits de vote de GPA en sachant que Monsieur Abilio Diniz possède des droits de veto protecteurs au sein de Wilkes
- (v) Les pourcentages d'intérêts correspondent aux pourcentages détenus par le sous-groupe GPA
- (vi) Bien que GPA ne possède que 10% de la société Novasoc, cette société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale car GPA détient 99,98% des droits de vote de cette dernière conformément au pacte d'actionnaire
- (vii) Les sociétés FIC et BINV financent les achats des clients de GPA. Ces entités résultent d'un partenariat entre Banco Itaú Unibanco S.A ("Itaú Unibanco"), GPA, et Via Varejo et sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, GPA n'exerçant qu'une influence notable sur l'orientation des politiques opérationnelles et financières
- (viii) Les pourcentages d'intérêts correspondent aux pourcentages détenus par le sous-groupe Via varejo
- (ix) La société Batira est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle bien que GPA ne détienne, à travers sa filiale NCB, que 25% des droits de vote. Les 75% restant sont détenus par la famille Klein à travers la filiale Casa Bahia Comercial Ltda. ("Casa Bahia"). GPA et la famille Klein ont signé un partenariat établissant le contrôle conjoint de cette filiale qui stipule que toute décision opérationnelle ou financière doit recevoir l'approbation unanime des partenaires
- (x) Les pourcentages d'intérêts correspondent aux pourcentages détenus par le sous-groupe Exito
- (xi) Alamea Investments est une société anonyme luxembourgeoise détenue à hauteur de 95% par une banque et à hauteur de 5% par le Groupe. Cette société est une entité ad hoc structurée et compte tenu des caractéristiques de la structure mise en place est consolidée selon la méthode de l'intégration globale

Rapport des Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Ernst & Young et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius-Vivier-Merle
69393 Lyon Cedex 03

S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Casino, Guichard-Perrachon
Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Casino, Guichard-Perrachon, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance

raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Variations de périmètre

- La note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés décrit le traitement comptable relatif à la prise de contrôle de GPA. Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent l'estimation des valeurs provisoires des actifs, passifs et passifs éventuels acquis et du goodwill ainsi que la valeur de réévaluation en résultat de la quote-part antérieurement détenue dans GPA, à examiner les calculs effectués par le Groupe et à vérifier le traitement comptable adopté. Nous avons également apprécié l'information donnée à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.
- La note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés décrit le traitement comptable du mode de consolidation de Mercialys et son classement en « actifs détenus en vue de la vente » dans les comptes clos le 31 décembre 2012. Nous avons apprécié les éléments de droits et de fait existant entre le Groupe et Mercialys au 31 décembre 2012 qui sous-tendent le caractère approprié de ce traitement comptable. Nos travaux ont également consisté à vérifier le correct traitement des actifs et des passifs de Mercialys en application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et à apprécier l'information donnée à ce titre dans la note 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Estimations comptables

- Le Groupe est conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses concernant les tests de dépréciation des goodwill et des autres actifs non courants (notes 1.4.12 et 17). La valeur recouvrable des actifs non courants est déterminée, notamment, sur la base des prévisions de résultat et des flux de trésorerie issues des plans financiers pluriannuels approuvés par la direction et, s'agissant de sa filiale brésilienne GPA, sur la base du cours de bourse à la clôture de l'exercice.
Nous avons examiné la cohérence des hypothèses retenues, la traduction chiffrée de celles-ci ainsi que la documentation disponible et procédé, sur ces bases, à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly Sur Seine et Lyon, le 1^{er} mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Ernst & Young et Autres

Gérard Badin

Antoine de Riedmatten

Sylvain Lauria

Daniel Mary-Dauphin